

# PROGRAMME COMMUNISTE

## CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S  
O  
M  
M  
A  
I  
R  
E

	page
La Paix ?	3
La Galère	9
Fascisme et démocratie	23
Marché commun et "Europe unie"	31
Le Néo capitalisme n'a rien de neuf	34
L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours	50
Notes d'actualité	
La Gauche introuvable	
Comment l'Allemagne est devenue folle ?	
Chez les Enseignants.	
Guerre entre les Etats ou guerre entre les Classes?	

## Sommaire du N° précédent :

N° 19 - Janvier - Mars 1962)

“ C'est généreux la France ”

Au XXII<sup>e</sup> Congrès de Moscou, les fossoyeurs du communisme avouent

Tous contre les monopoles

L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours

Notes d'actualité :

---

**PROGRAMME COMMUNISTE** invite ses lecteurs à la  
réunion qu'il organise le **lundi 30 Avril à 20 h. 30**

**LA FAUSSE ALTERNATIVE :**

**« FASCISME OU ANTI-FASCISME**

**SALLE A, 10 Rue de Lancry**

---

*Demandez PROGRAMME COMMUNISTA, journal bi-mensuel du  
Parti internationaliste d'Italie, en langue italienne : vous pouvez vous le  
procurer en envoyant la somme de 6 NF pour un abonnement annuel  
ou de 0,30 NF pour un exemplaire à la Boîte Postale de la revue.*

# LA PAIX ?

Depuis la signature du « Cessez-le-feu », la Gauche française remplit l'air de ses cris de triomphe et de satisfaction. Cette négociation, cette paix enfin obtenues, elle les proclame son œuvre, et, sous réserve d'application « loyale », elle s'en déclare ravie.

En un sens on peut dire, en effet, que la Gauche française a « œuvré » pour la négociation avec le F.L.N. Certes, elle n'a pas apporté à la révolution anti-impérialiste algérienne le soutien du prolétariat français. Mais elle ne le voulait pas plus qu'elle ne le pouvait. Seul un mouvement véritablement prolétarien, un parti véritablement communiste, aurait pu reprendre et appliquer les principes révolutionnaires du marxisme : *le prolétariat métropolitain doit soutenir toute lutte révolutionnaire des peuples colonisés, même si elle reste nationale et bourgeoise ; il doit la soutenir en luttant contre sa propre bourgeoisie, en opposant ses intérêts de classe révolutionnaire internationale à l'intérêt national de sa bourgeoisie ; il doit la soutenir pratiquement, par son action révolutionnaire de classe contre sa propre bourgeoisie ; mais il doit en même temps aider le prolétariat colonial à s'arracher à l'influence de sa bourgeoisie à lui, à trouver son autonomie de classe et la liaison avec le prolétariat international.*

La Gauche démocratique et petite-bourgeoise qui ne jure que par l'intérêt national ne pouvait évidemment pas apporter aux Algériens ce soutien révolutionnaire. Elle a néanmoins travaillé pour la négociation, mais *a contrario*. Car si elle n'a rien fait pour affaiblir l'impérialisme français, elle a tout tenté pour sauver l'Empire. Ce sont les gouvernements de « gauche » (à commencer par le Front Populaire) qui, du « tripartisme » au « Front républicain » soutenu par le P.C.F., ont été les plus féroces gendarmes du colonialisme. Ce sont eux qui ont jeté peu à peu dans la balance tout le poids de l'armée française, jusqu'à ce qu'éclate l'évidence : l'impuissance de l'énorme appareil militaire français à vaincre la révolution algérienne. L'O.A.S. a vraiment mauvaise grâce à crier à la « trahison » : sa politique de répression acharnée, jusqu'au-boutiste, la Gauche l'a déjà appliquée, et abandonnée bien malgré elle, parce que les combattants algériens l'y ont forcée !

Dès lors la bourgeoisie française, sauf ses groupes directement menacés par l'insurrection algérienne, ne s'est plus préoccupée que de sauver ce qui pouvait être sauvé, et d'éviter les troubles sociaux, tant en France qu'en Algérie. Là encore la Gauche a été parfaite. Elle n'a parlé que de paix et d'amitié, de négociations et d'ordre ; ne pensant qu'à l'intérêt national, elle a pris soin de n'affaiblir en aucune façon le représentant des intérêts « légi-

times » de la France. Chaque fois qu'il en avait plus ou moins besoin, elle a soutenu le Gouvernement, et l'a ainsi aidé à marchander cette paix, qu'elle prétend aujourd'hui lui avoir arrachée, s'enorgueillissant de son œuvre.

Belle œuvre, en vérité ! Car le résultat de cette insurrection abandonnée à elle-même, vendue par la Gauche attachée à ses seuls intérêts bourgeois nationaux, et non soutenue par le prolétariat trahi et désemparé, le résultat de la longue lutte héroïque du peuple algérien n'est rien d'autre qu'une révolution bourgeoise avortée. La révolution d'une bourgeoisie qui a remporté un succès *politique*, mais est incapable de s'élever à la hauteur des *tâches sociales élémentaires* qui lui incombent. Car une révolution, même bourgeoise, c'est tout de même autre chose que le remplacement de M. Morin par M. Farès ! C'est la résolution d'une crise sociale par la transformation radicale de toutes les structures sociales. Or la bourgeoisie algérienne, associée ou non à la France, est incapable d'entreprendre ce bouleversement, inapte à résoudre *même de façon bourgeoise*, l'effroyable crise de la société algérienne ; elle est incapable de donner la terre aux millions d'hommes arrachés à leur village, et tout aussi incapable de leur fournir un travail salarié. En Algérie, on voit poussées à l'extrême les contradictions qui, à l'ère de l'impérialisme, entravent la révolution bourgeoise dès ses débuts.

Aussi n'est-il rien de plus vain que le pacifisme béat de la Gauche. « Les Algériens ont conquis le droit à l'indépendance nationale, tout est bien qui finit bien. » Pauvres idéalistes, croyez-vous vraiment qu'ils ne se sont battus que pour « faire respecter leur dignité » ? Ne voyez-vous pas l'effroyable misère qui les poussait à la lutte ? Cette misère est toujours là ; la bourgeoisie algérienne ne pourra y remédier et les millions d'hommes déracinés et sans travail ne se laisseront pas payer de mots. Ils constituent une formidable force explosive, contre laquelle la bourgeoisie algérienne fourbit déjà ses Forces de l'Ordre. Qu'elle tremble, elle, et tous les chantres de la Paix : il n'y aura pas de paix sociale dans l'Algérie indépendante !

Le seul avantage de l'indépendance, c'est de lever une hypothèque. Bien que toujours liée à la France en vertu des accords, la bourgeoisie algérienne ne pourra plus opposer aux revendications sociales le « préalable » de l'indépendance nationale, et les questions se poseront sur leur véritable terrain : le terrain de classe. Poussées à la lutte par la détresse, les masses algériennes briseront tôt ou tard l'Union nationale et enflammeront la lutte de classes dans toute l'Afrique. Le prolétariat africain pourra alors trouver la jonction avec le prolétariat international, et par là, la solution de tous les problèmes des pays du Tiers Monde. Car aucune domination bourgeoise, quelle que soit la couleur de sa peau, ne pourra mettre fin à la crise sociale dans laquelle les a précipités l'irruption du capitalisme. Seule la dictature internationale du prolétariat, libérée de toutes les contradictions et des impératifs de l'économie capitaliste, y parviendra.

# LA GALÈRE

*La longue survie du régime capitaliste est la tragédie de notre époque. L'agitation étourdie et impuissante des démocrates en est le côté burlesque. Si la politique contemporaine est tellement obscène que des millions d'ouvriers s'en sont tout à fait détournés, c'est à la vanité des poses démocratiques, à l'impudence des mensonges démocratiques qu'on le doit, plus encore qu'au cynisme du grand capital.*

*Les morts du 8 février ne suffiront pas à faire une chose sérieuse de la « lutte » de la gauche contre le « fascisme archaïque et brutal de l'OAS » et contre (?) le « fascisme plus moderne et subtil de De Gaulle ». Les morts ne prouvent rien. Ce qui compte, ce sont les mots d'ordre et la psychologie des combattants. Quelle que soit la cause en jeu, quand des hommes tombent devant un ennemi supérieur affronté délibérément sur le terrain de la force, ils tombent en lutteurs. Mais quand ils se font tuer faute d'avoir suffisamment cru à leur adversaire, ils ne sont que des victimes ; si cela sert des calculs électoraux, ils le sont doublement.*

*Le 8 février, les manifestations entendaient exprimer publiquement la peur certaine que l'OAS leur inspire non tant pour ébranler le gouvernement que pour se faire protéger par lui. Ils criaient « OAS assassins ! » comme si le terrorisme n'était pas, par essence même inaccessible à la réprobation publique — et non pas « A bas De Gaulle ! ». L'interdiction ministérielle elle-même n'a pu les convaincre qu'en République gaulliste, il était illégal de conspirer dans la rue des adversaires du gouvernement : on comprend ça. Ils sont donc passés outre par incrédulité, même s'il ne leur déplaisait pas de désobéir au pouvoir : ils lui avaient trop souvent déjà demandé aide et protection contre la terrible Alger pour être dépourvus de rancune, car se vanter chaque fois d'avoir sauvé la République ne suffisait pas à laver une humiliation pareille.*

*En passant outre, ils ne croyaient pas du tout affronter un pouvoir fasciste, mais seulement convaincre qu'ils en étaient capables ; pas du tout mourir pour la démocratie, mais seulement réveiller les sympathies défaillantes à son égard. En colère contre le gouvernement, ils restaient convaincus que leur « bon droit » aurait raison de sa force. Finalement, ils ont trahi bien davantage encore leur impuissance à percer le mystère du gaullisme que leur envie énorme non pas de le vaincre, mais de lui damer le pion. Et ce sont ces morts par surprise qui devraient prouver que la lutte anti-gaulliste existe?*

*En réalité, continuellement fluctuants, les deux camps observaient depuis quatre ans une telle circonspection réciproque que, des deux côtés, on est resté surpris qu'au bout du compte il y ait des victimes comme dans une affaire sérieuse. Mais chez les hommes du Capital et à plus forte raison chez les philistins démocrates, l'émotion ne tue jamais le calcul électoral. Comme atout dans les prochaines élections, De Gaulle a la paix, mais la gauche a maintenant ses morts.*

*C'est pourquoi De Gaulle aurait fort bien pu répéter à propos des huit citoyens français que sa police piétina le 8 février au métro Charonne le mot qu'il avait eu à propos des Algériens pendus à Vincennes et noyés dans la Seine en octobre : « Inadmissible, mais secondaire » — mot superbe, mais qui aux yeux des démocrates prouve uniquement son « ambiguïté » foncière (« il serait assez démocrate, mais il penche vers le fascisme »). Il l'aurait pu, car il se sent fort.*

*La gauche, elle, se sentait tellement effacée dans son ombre que depuis mai 1958, on la reconnaissait principalement à sa profonde mélancolie politique, son mécontentement d'elle-même et sa colère dédaigneuse à l'égard des ouvriers qui l'avaient « trahie ». Mais en février 1962, on l'a vue se ranimer comme par miracle en moins d'une semaine. Huit cadavres peut-être convertibles demain en millions d'électeurs tout frais, quelle aubaine inespérée (tant que ça ?), quelle perspective gourmande ! Cinq cent mille manifestants dignes et silencieux à Paris, derrière des cercueils, quel exploit, dont elle ne se serait plus du tout crue capable ! Peu importe que les morts aient été les siens. Peu importe qu'un demi-million d'hommes, bien convaincus qu'il n'y aurait pas de coups, soit peu, dans une ville qui pour une lutte révolutionnaire, pourrait mobiliser trois millions de salariés. Elle revenait de loin, et le soulagement l'emporta. A force de se couvrir elle-même de louanges, elle finit, ma foi, par se dépeindre l'avenir sous les couleurs les plus riantes, elle dont l'horizon était si sombre, naguère encore. Atteignant même au délire dans la joie de pouvoir enfin se réconcilier avec sa conscience, n'alla-t-elle pas jusqu'à s'écrier : « La paix ? Mais ce n'est pas à De Gaulle qu'on la devra, voyons ! C'est à moi ! »*

*Le climat moral d'un spectacle pareil échappe totalement au démocrate « sincère ». C'est pourquoi il s'irrite de la vanité croissante de ses efforts pour y intéresser les ouvriers. C'est pourquoi il s'indigne quand ils lui répondent : « La politique ? Va donc en galère ! C'est tout de la saloperie ! »*

*Son aveuglement est sans remède parce qu'il croit dur comme fer que dans la vie politique et sociale, le comble de la déraison et de l'immoralité, le mal suprême, c'est le triomphe de la violence.*

*\*\**

*C'est tout le contraire.*

*Quand dans une société, ce sont les classes fondamentales — la Bourgeoisie*

et le Proletariat — qui s'affrontent, c'est-à-dire quand les combattants luttent pour ou contre le régime social établi, les camps ennemis se dessinent nettement et loin de se ménager les coups, cherchent de toutes leurs forces à s'abattre l'un l'autre. Toute la violence potentielle comprimée dans la société de classe se déchaîne, oui. Mais aussi toutes les capacités que la division du travail étouffe; toutes les énergies que l'oppression économique écrase; tous les dévouements, les enthousiasmes, les héroïsmes qui n'ont l'occasion ni de naître, ni de s'employer dans le climat bourgeois ordinaire d'égoïsme maussade, de défiance réfléchie, de prudence peureuse — bref, toutes les valeurs que la société glorifie d'autant plus dans sa morale théorique que les rapports économiques la banissent plus sûrement de la vie réelle — semblent soudain appelées comme par miracle à une existence tangible dans l'activité révolutionnaire du prolétariat. En même temps, dans la classe dominante menacée, tous les scrupules s'évanouissent, tous les faux-semblants s'écroulent — et comme par miracle encore, son unique finalité, sa véritable nature morale se révèlent : maintenir coûte que coûte sa dictature politique afin, coûte que coûte, de survivre socialement.

Alors, si les passions et les haines sont portées à leur comble, l'ironie, elle, n'a plus cours. La vie sociale peut bien présenter un aspect terrifiant aux yeux de la classe menacée et des couches sociales intermédiaires coincées entre les deux ennemis, mais il ne reste plus qu'une minorité insignifiante pour ricaner sur la « comédie humaine » du haut de son Olympe imaginaire.

Tel est le climat moral des révolutions. Mais si l'on cherche où donc se trouve son antithèse achevée et parfaite, on s'apercevra qu'elle est non tant dans les contre-révolutions violentes que dans les époques de paix sociale. La simple comparaison entre l'anti-fascisme de guerre et la farce d'aujourd'hui le prouve. Le pacifisme des petits-bourgeois n'est donc pas seulement aveugle à l'opposition fondamentale entre violence prolétarienne et violence bourgeoise : il est imperméable à toute réalité historique.

Dans son allocution du 5 février, De Gaulle a affirmé que jamais la vie politique et sociale de la France n'avait été en réalité (ce sont ses propres termes) plus calme que pendant les quatre ans de « sa » République. Le « massacre de Charonne » survenant trois jours plus tard, les philistins en firent des gorges chaudes : à quel aveuglement conduisait le pouvoir personnel ! Ils ont seulement prouvé par là l'aveuglement auquel l'importance démesurée qu'ils se donnent les conduit.

Définir comme politiquement calmes quatre années où la guerre a fait rage, c'était bien entendu du cynisme — le cynisme qui sied au bourgeois quand il ne rencontre aucune opposition révolutionnaire. Mais se lamenter éloquentement des misères et surtout de l'instabilité provoquée par une guerre que l'on a commencée, que l'on a poursuivie, mais qu'on n'a pas su finir soi-même, ni avec les moyens du pouvoir, ni avec ceux (?) de l'opposition; ni de façon pacifique, ni de façon violente, qu'est-ce que c'est ? Hypocrisie.

*inconscience ou bêtise, c'est en tout cas l'unique différence entre le cynique gaulliste et la « saine » vision démocratique des choses.*

*Ceci dit, De Gaulle a eu raison. La vie sociale est calme quand les partis « ouvriers » communient avec les « monopoles » dans l'idolâtrie imbécile de l'expansion économique. La vie sociale est calme quand les syndicats préconisent la « tactique » des grèves tournantes et les revendications d'entreprise. La vie politique est calme quand les chefs « communistes » proclament « En France, à l'heure actuelle, le choix n'est pas entre capitalisme et communisme, mais entre fascisme et démocratie », c'est-à-dire se vantent publiquement d'avoir renoncé à la lutte révolutionnaire et d'être des parvenus du démocratisme, comme si cela suffisait pour dissiper la méfiance des philistins. Car si telle est la foi des « chefs » dans l'avenir historique du prolétariat, comment diable celle du simple ouvrier, de l'ouvrier apolitique et inorganisé pourrait-elle être meilleure?*

*La vie politique est non seulement calme, mais grotesque quand l'opposition n'appelle plus le « peuple » à se lever que pour défendre le pouvoir légal, et ne désobéit plus au gouvernement que pour l'inciter à mieux combattre ses adversaires. Et elle l'est parce qu'elle est livrée aux petits-bourgeois.*

*Quelle que soit l'agitation des philistins qui se démènent d'ailleurs beaucoup plus dans leurs journaux que dans la rue, surtout quand les ouvriers ne se sentent plus concernés par leurs prophéties sinistres ; quelle que soit la force de leurs funestes pressentiments sur la montée du fascisme, la situation est en réalité calme. Elle est en réalité calme, même si la guerre continue : il y avait pour la bourgeoisie un malheur pire encore que de perdre sa colonie d'Algérie — et qui était de voir le prolétariat se dresser contre le colonialisme, mais ce malheur ne s'est pas produit. Les ouvriers laissent aux négociateurs le soin de la paix, comme s'il était « dans la nature des choses » que la bourgeoisie règle les affaires importantes. C'est pourquoi le démocrate gémit que « les ouvriers sont au fond gaullistes ». Tout simplement, il a oublié que le prolétariat a sa cause révolutionnaire à défendre, son alliance internationale de classe, surtout avec des opprimés coloniaux, à opposer à la coalition des patriotes. Ils sont donc en règle avec le démocratisme. Et De Gaulle n'est pour rien là-dedans. Mais les chefs communistes, si!*

*Ecœurés du cirque politique, les ouvriers se sont détournés vers les autres jeux qu'on leur offre et qui ont l'avantage d'être dépourvus, eux, de toute prétention. Cela ne change rien à la nature de la « lutte antifasciste », mais beaucoup à son climat. Ce qui, pendant la guerre fut une tragédie s'est dégradé en farce dérisoire.*

*Face à lui, le pouvoir légal ne voit plus qu'une poignée de mécontents pour lesquels il est encore plus difficile d'identifier l'adversaire que de le combattre; une opposition fluctuante, étourdie dans ses attitudes, versatile dans ses sentiments, mesquine dans ses vues, ignoble dans ses calculs, absurde*

*dans ses espoirs ; une masse profondément divisée, mais fort infatuée d'elle-même, humble et arrogante tour à tour — bref l'impuissance incarnée des classes moyennes.*

*Et « les choses étant ce qu'elles sont », le pouvoir n'aurait pas le droit d'être détaché et méprisant? Il n'aurait pas le droit de lancer cyniquement : « Tout va bien! Tout est calme! »?*

*\*\**

*A défaut de combattre le gaullisme, les démocrates ont toujours épié De Gaulle avec la plus grande vigilance dans l'espoir de percer à jour sa fameuse ambiguïté (« est-ce un fasciste? est-ce un démocrate? qu'est-ce que ça peut bien être? »). Or, en l'observant attentivement à la Télé lors de sa dernière allocution, ils l'ont surpris en flagrant délit de « conception fasciste de l'Etat », et l'émotion fut énorme.*

*La Nation, avait dit le Général, est comme un navire. Sur un navire, la direction de la manœuvre incombe au capitaine, et à lui-seul; son exécution, à l'équipage et à lui seul. Même s'ils ont le mal de mer (sic!), les passagers doivent rester à leur place. N'entendant rien à la navigation, ils n'ont pas à s'en mêler : cela ne pourrait conduire qu'au naufrage.*

*Quel scandale colossal dans les rangs clairsemés des démocrates, et pourtant... Pour un navire, le raisonnement est sans réplique. Pourquoi deviendrait-il scandaleux pour la Nation, si une nation est une somme d'intérêts de classe distincts, mais conciliables et surtout solidaires à l'égard du monde extérieur, Cela les marxistes le nient théoriquement et pratiquement dans l'internationalisme prolétarien. Mais les bourgeois affirment que c'est pure vérité, et le patriotisme n'est pas propre à De Gaulle, mais bien aussi (tout le pouve) aux démocrates. Pourquoi refuser les conclusions, alors? Mais allez donc raisonner avec une bande de vigilants déchainés qui, tout comme des anarchistes du siècle dernier, hurlent à qui mieux mieux : « Va pour le Navire! Mais pas de capitaine autoritaire! Liberté de manœuvre à tous les passagers! », se couvrant du même ridicule.*

*Le Navire allégorique de De Gaulle c'est très réellement la galère du Capital. Le monde, que sa petite parabole implique, est à l'image d'une nuée de bateaux perdus dans un océan hostile, et dont chacun est en puissance un corsaire pour l'autre, ce qui ne figure pas mal les relations les plus habituelles entre les nations bourgeoises. Là, toute mutinerie est vaine : on coule ou se sauve tous ensemble! Pas étonnant qu'un général se représente ainsi les choses, mais que dire de « gens de progrès » qui pensent et agissent en tous points comme si l'humanité était à tout jamais condamnée à voguer prisonnière des galères nationales, et comme si elle ne devait jamais trouver sous ses pieds, un sol plus ferme pour pouvoir régler ses comptes? Résignés à ce destin terrifiant, les démocrates cultivent humblement la chimère de rendre la galère aimable.*

*Laissons leur rêve mesquin, et voyons quel est le programme. « Chacun à sa place », ça n'est pas du tout ambigu : le bourgeois à ses affaires (la bourgeoisie à ses fantaisies) et le prolétaire au travail (la ménagère à sa marmaille, nombreuse comme la veut le Général). Le savant à sa spécialité et le journaliste à son ignorance. L'employé à son bureau et le sportif à ses exploits. La star à ses admirateurs et la putain à ses clients. Les diplomates à la Paix et les militaires à la dissuasion. Ceci dit, l'Etat à la Grandeur, les syndicats à l'humilité et la police à la concorde générale. Que ça produise et que ça rende, quelle que soit l'activité — puis tous devant la Télé, et que vague la galère.*

*C'est ça que les vigilants appellent une « conception fasciste du pouvoir »? C'est pour ça qu'ils s'écrient douloureusement : « Ah nos yeux se dessillent enfin! »? Mais ça, ça n'est rien d'autre que la société bourgeoise en l'absence de lutte révolutionnaire; que la civilisation pathologique des classes aux ères de bien-être et de paix — bref que l'image glaciale et glaçante de l'humanité quand elle a perdu tous ses espoirs socialistes. Espoirs que non seulement les démocrates ne partagent pas, mais voudraient faire passer pour de l'exaltation...*

*Face à ça, revendiquer le communisme, c'est dire : le Prolétariat doit révolutionner cette société-là, balayer cette civilisation-là. Mais revendiquer la démocratie, qu'est-ce que ça peut bien être? Tout au plus glapir aigrement au nez d'un censeur de presse : « Ah, ah ah ! Ne touchez pas à mon droit inaliénable, en tant que personne humaine, de critiquer la Société et de flétrir notre civilisation technique, sale fasciste! Autrement, vous verrez de quel bois je me chauffe! »*

*En politique, être communiste, c'est dire au prolétariat : si tu veux en finir avec toute cette merde, il faut détruire l'Etat bourgeois; mais si tu veux détruire l'Etat bourgeois, il faut constituer ton parti de classe indépendant, c'est-à-dire fuir comme la pire peste la petite-bourgeoisie démocrate. Mais être démocrate, c'est dire : « voyez-vous, la société n'est pas ce qu'elle pourrait être. C'est fatal, avec les monopoles, qui sont si puissants. Mais, surtout avec le progrès moderne, ça s'est déjà bien arrangé. Et ça s'arrangera encore, à condition de ne pas avoir de doute sur l'essentiel : il faut toujours voter pour la gauche ».*

*Finissons par une image, à la façon du Général. Le Capitaine « que vous savez » de la galère capitaliste s'écrie de sa voix de stentor : « Larguez les amarres! Tout le monde dans les cales! Personne sur le pont, même pour dégueuler! ». Depuis toujours dans la place et rompue à ses coutumes, la vieille chiourme démocratique regimbe : avant, on l'installait presque toujours en haut. Les galériens sont maussades et ils pensent vaguement : « ah putain de galère, si seulement tu pouvais te rompre ! ». Mais la chiourme, son unique désir, c'est qu'on change le règlement.*

# FASCISME ET DEMOCRATIE

Depuis près de quarante ans, le grand opéra de l'Antifascisme occupe le devant de la scène politique. Depuis près de quarante ans, tous les démocrates, de la droite classique aux anarchistes, appellent par des chœurs pathétiques à la lutte contre le fascisme. Depuis près de quarante ans, tous les partis, fascistes et antifascistes, invitent le peuple à participer au grand « drame historique », à la lutte homérique entre Fascisme et Démocratie.

Seul contre tous, notre courant, solidement accroché à la théorie marxiste, n'a cessé de dénoncer le caractère purement bourgeois de cette prétendue « alternative historique », de montrer que participer à l'antifascisme, sous quelque forme et pour quelque mobile que ce soit, revient automatiquement à abandonner les positions de classe et à enrôler le prolétariat sous les drapeaux bourgeois.

Nous savons, certes, que ce n'est ni par hasard ni par bêtise que des fractions entières, des milliers de militants sincères ont sombré dans l'antifascisme. Les idées qui ont cours à une époque ne sont que l'expression du rapport de forces entre les classes et, après la défaite de la poussée révolutionnaire de 17-23, il était normal que le mouvement ouvrier subisse tout le poids de l'idéologie bourgeoise.

Mais nous savons aussi que résister à cette gangrène, et maintenir les positions de classe du prolétariat, était et reste la tâche primordiale de l'avant-garde révolutionnaire.

Si nous attachons une grande importance à l'antifascisme, sinon au fascisme, c'est parce que la constitution de « blocs » antifascistes a été le premier signe de faiblesse et d'abandon de l'Internationale Communiste, et parce qu'au cours du processus de pourrissement de l'I.C., l'adhésion à l'antifascisme de ses opposants et régénérateurs a toujours été l'indice sûr de leur capitulation devant l'idéologie bourgeoise. Or, cette capitulation — toujours « justifiée » par un désir d'efficacité immédiate — entraîne en fait l'impuissance totale, tant future que présente.

Notre lutte contre l'antifascisme représente donc un aspect important de la lutte que nous menons contre l'idéologie bourgeoise. Elle est loin d'être terminée, et dans cet article, nous voulons simplement mettre les choses au clair en résumant l'ensemble de nos positions sur le fascisme et l'antifascisme.

*Une fausse alternative : fascisme ou démocratie.*

Le simple fait de poser cette alternative, même en l'enrobant d'un verbiage pseudo-marxiste, suffit à prouver que l'on se place sur le terrain de l'idéologie bourgeoise.

Tout l'effort des théoriciens bourgeois consiste en effet à présenter la société comme un tout, à nier l'existence de classes irréductiblement antagoniques, à poser toutes les questions sous la forme abstraite de problèmes d'organisation dans l'intérêt général. C'est ce que font Fascisme et Antifascisme, et à cela se reconnaît leur identité fondamentale. Ils ont tous deux la même « philosophie sociale », la même conception d'un Etat abstrait planant au-dessus des classes et organisant harmonieusement la société. Or, comme c'est toujours la société capitaliste qu'ils se proposent d'organiser, il n'y a rien d'étonnant à ce que, abstraction faite de la démagogie, leurs programmes se ressemblent comme des frères. Il ne peut en être autrement, puisque, comme l'a montré le marxisme, les formes d'organisation sociale ne sont pas des choses arbitraires, modifiables « à volonté », mais se trouvent au contraire déterminées, par les rapports de production, par les rapports de classes.

C'est pourquoi l'alternative Fascisme-Démocratie est doublement fautive. Une alternative n'a de signification historique que si ses termes représentent deux sociétés de classes différentes, si le passage de l'un à l'autre implique le renversement de la domination d'une classe par une autre. Mais Fascisme et Antifascisme se placent d'emblée au-dessus des classes, c'est-à-dire sur le terrain même de la domination bourgeoise, du maintien du capitalisme. Il devient alors absurde et illusoire de prétendre « choisir librement » la façon dont s'exerce cette domination.

Il est certain que ces « évidences » marxistes heurtent de front toutes les idées reçues, et qu'il nous faut les expliquer. Remarquons auparavant que ces fausses alternatives sont des armes classiques de l'arsenal bourgeois. Au cours de la guerre de 14-18, par exemple, la gauche marxiste, Lénine en tête, dut lutter contre l'alternative bourgeoise : Guerre ou Paix. Fuyant comme la peste l'idée d'une alliance avec les pacifistes, Lénine montra que guerre et paix sont indissolublement liées dans le capitalisme, que l'alternative historique véritable est : Guerre ou Révolution, et que l'adoption de mots d'ordre pacifistes, « antiguerre », ne peut que contrecarrer la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat, que contribuer à l'enfermer dans le système bourgeois.

Notre tâche, face au Fascisme et à l'Antifascisme, est la même. Il nous faut tout d'abord expliquer la véritable signification, le véritable contenu de l'un et l'autre ; montrer le caractère factice de leur opposition, et rappeler la véritable alternative de notre époque : Dictature de la Bourgeoisie ou Dictature du Prolétariat. Nous pourrions alors aborder la question de la tactique communiste devant le danger fasciste et antifasciste.

### *Comment caractériser le fascisme ?*

Si on en croit l'Antifascisme, le Fascisme se caractérise essentiellement par la suppression violente, illégale, de la démocratie et des fameuses libertés démocratiques. Pour nous, marxistes, l'usage de la violence ouverte ne caractérise rien du tout. La violence en soi n'a pas de signification précise : ce qu'il faut savoir, c'est quelle classe use de violence envers quelles autres. Car depuis qu'il existe des sociétés divisées en classes, toutes les classes ont utilisé la violence pour dominer ou renverser d'autres classes. Et nous pro-

clamons bien haut que le prolétariat devra lui aussi se servir de violence « illégale » pour s'ériger en classe dominante.

Quant à la « légitimité démocratique », elle n'est qu'une mystification bourgeoise. Les penseurs bourgeois représentaient la société comme une association d'individus libres et égaux, et déterminaient la « volonté générale » par la moyenne des volontés individuelles. Cela fait plus de cent ans que le marxisme a montré, non seulement que cette conception est fautive — puisqu'elle veut ignorer les rapports de classes —, mais qu'elle correspond exactement aux besoins de la bourgeoisie, dont la « démocratie » est précisément la forme politique de domination de classe. La bourgeoisie a dû créer la démocratie universelle et elle est incapable d'y renoncer, sauf temporairement. A preuve le Fascisme, qui soi-disant supprime la Démocratie, et ne fait que pousser le principe démocratique jusqu'au bout, en « supprimant les intermédiaires » : la volonté générale, connue par les votes individuels, détermine directement... En fait, elle ne détermine rien du tout : dans la démocratie la plus démocratique ou le fascisme le plus fasciste, c'est toujours le poids de la domination bourgeoise, ce sont les rapports de classes, qui déterminent, eux, la « volonté » générale.

Il n'y a donc rien de plus stupide que de voir dans le fascisme un retour à des formes pré-bourgeoises de domination politique (le fameux « pouvoir personnel »), comme si les formes politiques étaient des chapeaux pouvant coiffer indifféremment n'importe quelle société. Les formes politiques d'une société sont déterminées par l'ensemble des rapports sociaux, et leur évolution ne dépend pas de la mode, mais de l'ensemble du développement de cette société. Si on veut comprendre quelque chose au Fascisme (et à l'Antifascisme!) c'est l'ensemble du développement du capitalisme qu'il faut considérer.

### *Qu'est-ce que le fascisme?*

Il y a un siècle, lorsque le capitalisme se présentait comme la « propriété individuelle », la « libre entreprise », etc., le marxisme a montré que ses lois propres le conduisaient nécessairement à la concentration du capital, avec toutes les conséquences économiques, sociales et politiques qu'elle entraîne.

Aujourd'hui, cette tendance se manifeste ouvertement, au grand ébahissement des naïfs qui, du coup, croient découvrir du nouveau et de l'imprévu. Mais le fascisme, nous l'avons bel et bien prévu! (1)

Au moment des grandes révolutions bourgeoises, l'Etat bourgeois avait un rôle essentiellement négatif, destructeur. Il devait briser les entraves et les liens féodaux et, aussi, empêcher l'organisation du prolétariat (2), pour

---

(1) Il suffit, pour s'en convaincre, de lire l'Anti-Dühring. Certes, le mot « fascisme » n'y est pas : Engels n'a pas pu prévoir toutes les contingences qui ont fait la fortune de ce mot. Mais ce n'est quand même pas par hasard ni par mégalomanie romaine qu'il a été choisi : le « faisceau » traduit bien le rêve de transformer la société en un paquet bien ficelé. Nous reviendrons plus loin sur le « national-socialisme ».

(2) Voir les lois de la Constituante contre les coalitions ouvrières.

permettre à la production capitaliste de se développer librement. A cette époque où le mode de production capitaliste disposait d'un terrain vierge immense, d'énormes possibilités de développement facile, il suffisait de briser tout ce qui entravait son fonctionnement. Ce fut dans l'ensemble l'âge d'or du « libéralisme ». En fait, la concurrence mondiale existait déjà, et l'Etat bourgeois devait aussi protéger la production nationale contre l'étranger, lui conquérir des marchés, etc. Il devait même, surtout dans les pays où le capitalisme était venu tard, promouvoir et gérer directement certaines branches de production, particulièrement faibles. Mais cet Etat bourgeois, appareil de répression contre les autres classes et représentant des intérêts généraux de la bourgeoisie, pouvait laisser libre cours à l'expression des intérêts particuliers et locaux au sein de la bourgeoisie, parce que ces intérêts ne s'opposaient pas violemment. En particulier, il laissait une large place à la représentation de la petite bourgeoisie, urbaine et surtout rurale. La petite bourgeoisie, « lieu de naissance » du capitalisme, n'avait pas encore épuisé les possibilités d'accumulation primitive ; en outre elle formait une digue formidable contre le prolétariat montant, et là où c'était possible (par exemple en France) la bourgeoisie a cherché à prolonger son existence.

Mais bon gré mal gré, le développement mondial du capitalisme se poursuit à pas de géant, entraînant avec lui l'inéluctable concentration du capital et l'exaspération de tous les conflits sociaux, non seulement entre la bourgeoisie et le prolétariat, mais au sein même de la bourgeoisie. Parvenu au stade de l'Impérialisme, au stade où prédominent les monopoles et où s'affirme la tendance au capitalisme d'Etat, le capitalisme est obligé d'accélérer la prolétarisation de la petite bourgeoisie, de se concentrer de plus en plus, et la lutte au sein de la bourgeoisie devient de plus en plus violente. Car, ainsi qu'on peut le voir, par exemple, dans « L'Impérialisme » de Lénine, le monopole « privé » ou « d'Etat », bien loin de supprimer la concurrence, ne fait que l'exaspérer toujours davantage.

A ce stade, l'Etat bourgeois, qui représente toujours les intérêts généraux du capitalisme, ne peut plus laisser se manifester librement les intérêts particuliers qui entrent en contradiction avec cet intérêt général. Il est obligé, en particulier, de restreindre sévèrement les droits politiques de la petite bourgeoisie, qui formait auparavant la base de sa domination. Le parlementarisme classique était parfaitement adapté à la représentation des intérêts spécifiques des diverses couches de cette petite et moyenne bourgeoisie. Certes, le grand capital s'imposait alors aussi dans l'hémicycle, mais aujourd'hui où ses intérêts heurtent violemment ceux des petits bourgeois, il ne peut plus leur laisser le devant de la scène politique ; cette classe qu'il doit ruiner économiquement, il doit aussi l'étouffer politiquement. C'est là le secret de l'offensive contre les libertés parlementaires, les libertés démocratiques, etc., qui ne vise pas du tout le prolétariat. De toutes façons la démocratie, fondée sur l'individu, prive le prolétariat de tout droit politique, et ne peut pas être utilisée pour représenter les intérêts de classe du prolétariat (3).

---

(3) Cette thèse fondamentale du marxisme, nous ne pouvons la redémontrer ici : il faut lire au moins « L'Etat et la Révolution » où Lénine résume cette question.

La bourgeoisie ne reconnaît l'existence du prolétariat que comme catégorie économique et mène à son égard une politique qui sous sa duplicité apparente est fort simple, ne se dément jamais, et ne dépend que des variations de la « marge de bénéfice ». Lorsque la situation économique le lui permet, la bourgeoisie cède aux « revendications légitimes » des ouvriers ; elle corrompt même les couches supérieures, l'aristocratie ouvrière ; elle pourrit les organisations ouvrières et les entraîne à « participer » à la gestion capitaliste. Lorsque la situation économique lui interdit cette « générosité », ou lorsque le prolétariat s'affirme comme classe révolutionnaire, la bourgeoisie déchaîne sa terreur sanglante pour écraser le prolétariat. Sur ce terrain, les plus suaves démocraties n'ont rien à apprendre du fascisme le plus féroce.

Nous ne pouvons entreprendre ici l'analyse de tous les aspects de la concentration du capital : le gonflement de l'appareil d'Etat, la nécessité pour cet Etat de chercher à contrôler directement toute la vie sociale, la tentative désespérée de contenir les contradictions toujours plus violentes du capitalisme. Contentons-nous d'avoir rappelé cette tendance fondamentale du capitalisme et d'en avoir montré les manifestations politiques les plus frappantes. Cela suffit, en effet, pour comprendre que la « fascisation » de la société bourgeoise est une tendance *générale, inéluctable et irréversible* ; que pour pouvoir subsister, le capitalisme est obligé de se « fasciser » ; que le retour à la démocratie libérale est une impossibilité matérielle. Il est bien évident que cette tendance générale donne lieu, ici ou là, et suivant le moment, à des formes particulières (parfois hybrides, comme la Russie « krouchtchevienne »), que les conditions historiques particulières déterminent la façon dont s'effectue cette évolution. C'est ce que nous allons voir maintenant.

En gros, on peut distinguer deux modes de « fascisation », déterminés par la plus ou moins grande acuité de la crise sociale.

*Le fascisme « ouvert » : Italie, Allemagne.*

Après la guerre de 14-18 ces deux pays, l'un vaincu, l'autre pseudo-vainqueur, ont connu une crise d'une violence extrême. Leur tentative de s'imposer sur le marché mondial avait été brisée par les vieilles citadelles occidentales et le capitalisme américain qui commençait à affirmer sa suprématie. Parallèlement, ces bourgeoisies avaient à affronter une formidable poussée révolutionnaire du prolétariat.

Cette crise aiguë accéléra la « fascisation ». La bourgeoisie devait réorganiser l'appareil de production, réduire la petite bourgeoisie ; elle ne pouvait sortir de la crise qu'en concentrant encore plus le capital et, simultanément, le pouvoir politique, pour se relancer à la conquête du marché mondial. En même temps, elle était incapable de satisfaire les revendications les plus élémentaires du prolétariat et (paradoxe pour le démocrate !) le fascisme

seul, en favorisant la remise en route de la production, lui permit d'accorder au prolétariat au moins une stabilité provisoire.

Il n'est pas étonnant que, dans cette situation, la « fascisation » ait pris des formes relativement violentes. Violentes par rapport à d'autres pays, mais très douces en comparaison de la violence de classe qui s'était exercée auparavant. Car c'est seulement dans la mythologie des opportunistes petits-bourgeois que la défaite du prolétariat date de la « prise du pouvoir » par le fascisme. En réalité, les véritables batailles entre prolétariat et bourgeoisie, la lutte armée pour le pouvoir, ont été livrées bien avant, dans les années 19, 20, 21 à 23. Là, la bourgeoisie républicaine, démocrate et social-démocrate a mis en œuvre toutes ses armes, idéologiques, politiques et militaires pour écraser l'offensive du prolétariat. C'est là qu'ont eu lieu (surtout en Europe centrale) les batailles rangées où l'armée démocratique, dirigée par les sociaux-démocrates, a noyé dans le sang l'insurrection de classe du prolétariat.

Après ces défaites décisives (4), la vague révolutionnaire a reflué, le prolétariat est passé à la défensive, puis tombé dans le désarroi. Pas en un jour bien sûr, mais au moment de la « prise du pouvoir » fasciste, il est déjà si bien en déroute, qu'à part des bagarres sporadiques, le fascisme s'est installé le plus démocratiquement du monde, à coups de promenades et de bulletins de vote !

Le fascisme s'installe au moment où la domination de classe de la bourgeoisie n'est plus menacée par le prolétariat, où il ne lui reste plus qu'à liquider les dernières défenses prolétariennes, en particulier à mettre la main sur les syndicats. Il s'installe parce que la bourgeoisie a réussi à sauver son pouvoir mais se trouve dans une situation économique catastrophique, et doit sortir au plus vite de la crise. Certes, il lui faut pour cela exploiter durement le prolétariat. Mais il lui faut aussi serrer la vis à la petite bourgeoisie. Elle a utilisé la misère des petits-bourgeois et la trouille intense que leur inspirait le prolétariat pour sauver, consolider et concentrer son pouvoir. Elle doit maintenant se retourner contre eux.

### *Le fascisme « larvé ».*

Dans les pays où la crise sociale est moins aiguë, où le prolétariat ne menace pas la domination bourgeoise, le fascisme s'installe plus ou moins progressivement et en catimini. Mais il s'installe inexorablement. Et les nécessités de la préparation à la guerre et de la production de guerre ne peuvent qu'accélérer le processus de concentration du capital en même temps que la

---

(4) Décisives pour le monde entier : en Allemagne, en particulier, c'est la bourgeoisie mondiale qui affrontait le prolétariat mondial. C'est là que se décidait l'histoire des décades suivantes. Le triomphe de la révolution allemande aurait changé en notre faveur le rapport de forces international entre prolétariat et bourgeoisie. Sa défaite a entraîné la consolidation du capitalisme mondial, la dégénérescence de la Russie et la course à la deuxième guerre impérialiste.

concentration du pouvoir de l'Etat. Aussi comprenons-nous facilement que le résultat de la deuxième guerre impérialiste, présentée comme la « Croisade de la Démocratie contre le Fascisme », ne pouvait être que la fascisation des démocraties. Les Etats démocrates ont vaincu les Etats fascistes, mais se sont fascistés.

D'autant plus que cette guerre a ruiné la position privilégiée des vieux capitalismes d'Europe. Ces pays qui finançaient leur relative stabilité par l'exploitation des autres, sont obligés maintenant de se reconvertir, de redévelopper leur propre appareil de production.

Mais la bourgeoisie jouissait et jouit encore, dans ces pays, d'une certaine marge de sécurité économique qui, jointe à l'effondrement du mouvement prolétarien, garantit pour l'instant sa domination de classe et fait que le fascisme s'installe pratiquement sans heurts. C'en devient presque comique, parce que l'Antifasciste n'y comprend rien et court en rond comme un chien fou : il sent que le fascisme est là et il n'arrive pas à voir les Fascistes ! Du coup, il voit leur ombre partout. Il donne de grands coups de gueule mais ses dents n'attrapent que des proies dérisoires : deux Croix de Feu, quatre miliciens, un Jeune Nation, ah! du solide : un général — mais non, c'est pas lui ! —, les tueurs de l'O.A.S...

Il cherche le fascisme partout, sauf là où il est : dans l'Etat bourgeois, son maître ; et aussi, en puissance, dans ses propres rangs.

### *Qu'est-ce que l'antifascisme?*

Occupons-nous d'abord de l'Antifascisme « sincère » ; il sera question plus loin de l'Antifascisme « tactique » des manœuvriers « trotskystes » et de leurs dérivés.

L'Antifascisme est la réaction normale de la petite bourgeoisie à la concentration économique et politique de l'Etat bourgeois. Lorsque la crise sociale est brutale et le prolétariat menaçant, de larges couches de la petite bourgeoisie se réfugient dans les bras du grand capital (qui les étouffera). Mais lorsque la fascisation se fait « en douceur » et que le prolétariat reste passif, la petite bourgeoisie résiste de toutes ses forces. Malheureusement ses forces sont à sa mesure, bien petites, et elle essaie désespérément de se faire aider par son cher ami, le prolétariat.

Que souhaite-t-elle, la petite bourgeoisie? Tout d'abord, elle souhaite se sauver : sauver sa petite propriété, sauver sa petite entreprise, sauver ses petits droits politiques. De là vient que l'Antifascisme se présente d'abord comme un vaste Comité de Défense des Menacés. De là les grandes clameurs contre les trusts et leur dictature. La petite bourgeoisie voudrait arrêter l'évolution du capitalisme et même revenir à ce qui fut son âge d'or à elle. Mais c'est là chose impossible et, plus ou moins confusément, l'Antifasciste lui-même s'en rend compte. Dès qu'il sort du stade purement récriminateur, dès qu'il essaie de formuler un programme, il se heurte à la réalité du capitalisme. Il voudrait le stabiliser, mais il voit que pour ne pas tomber dans

la crise immédiate il faut au contraire le pousser en avant ; il voudrait sauver sa petite production, mais il voit que la consolidation ou la conquête du marché exige la concentration de la production ; il rêve de démocratie, mais il voit qu'il doit renforcer et étendre l'autorité de l'Etat ; il essaie d'allécher le prolétariat par les « libertés syndicales », mais il voit qu'il doit intégrer les syndicats dans l'administration d'Etat.

Bref, s'il veut être « sérieux », il ne peut que prôner un programme d'expansion économique et de contrôle politique, qui est très exactement le programme « fasciste » ou « national-socialiste », c'est-à-dire national-capitaliste. Il n'y a qu'à ouvrir la presse de tous ces Antifascistes et voir quels remèdes ils proposent à nos maux. Tous parlent d'une « nouvelle démocratie », de développer la production nationale, de défendre le marché national et conquérir le marché mondial, de planifier les investissements dans l'intérêt national et de lier les syndicats à cette planification.

Bien sûr, tant que les Antifascistes s'agitent dans l'opposition, ce programme est mélangé avec toutes les revendications utopiques des petits-bourgeois. Mais lorsqu'ils arrivent au « pouvoir », cette mixture se décante très vite, et il ne reste que le solide réalisme capitaliste. Bientôt, les petits-bourgeois s'aperçoivent qu'ils ont été trompés et se jettent dans le Fascisme. Trompés là aussi, ils reviennent à l'Antifascisme, et de Fascisme en Antifascisme, la « fascisation » de la société capitaliste se poursuit inexorablement.

Cependant, le petit-bourgeois a tort de rendre les « politiciens démagogues » responsables de tous ses maux. Ce sont certes de répugnants personnages, mais s'ils ne tiennent pas leurs promesses, ce n'est pas de leur faute. C'est que les lois du capitalisme sont impitoyables et que tant que le capitalisme règne, il n'y a pas deux politiques possibles, il n'y en a qu'UNE, déterminée par les nécessités de l'économie capitaliste. La petite bourgeoisie a beau s'agiter, se faire Fasciste ou Antifasciste, porter au gouvernement Mendès-France, Salan, De Gaulle, Thorez, Poujade, Pinay, Mollet, etc., les uns après les autres ou simultanément, elle ne réussit qu'à renforcer le pouvoir du grand capital. Quelque sauveur qu'elle élise, elle est cocue d'avance.

Le grand avantage de l'Antifascisme, c'est d'entraîner le prolétariat dans ce cocufiage.

### *L'antifascisme, capitulation du prolétariat.*

Lorsque la situation économique est relativement stable et lorsque les organisations ouvrières sont pourries par l'opportunisme (5), le prolétariat se laisse parfois entraîner dans l'Antifascisme, et lutte vaillamment pour défendre, restaurer ou rénover la démocratie. Cela signifie que pour un plat de lentilles,

---

(5) L'un déterminant l'autre, bien entendu, mais pas de façon immédiate. L'effondrement du parti révolutionnaire se répercute sur des décades, et il faut de longues luttes pour le reconstituer. Nous y reviendrons.

il renonce à ses *droits de classe*. Cela signifie qu'il est incapable de s'affirmer comme classe révolutionnaire, qu'il ne voit pas plus loin que la société capitaliste. Cela signifie qu'il se soumet volontairement aux nécessités objectives du capitalisme, qu'il accepte et fait siens les impératifs bourgeois.

L'histoire de France nous montre deux de ces grandes victoires de l'antifascisme : 36 et 44, le Front Populaire et la Libération. Des victoires de l'Antifascisme où le prolétariat a renoncé à ses objectifs de classe pour adopter ceux de sa bourgeoisie : remise en marche de l'économie après la crise et préparation de la guerre impérialiste, défense de l'Empire colonial (contre les menées « fascistes » des colonisés) ; défense du sol sacré, occupation de l'Allemagne, reconstruction de la France, syndicalisme d'Etat, défense désespérée de l'Union française. Une telle soumission est pire que la plus dure défaite militaire !

Aujourd'hui où la bourgeoisie française est aux prises avec les problèmes de sa « modernisation », l'Antifasciste est là, fidèle au poste, à offrir ses bons services. Mais, malgré l'énorme effort de propagande, par les vivants et par les morts, le prolétariat fait la sourde oreille.

### *Défendre la démocratie ?*

Alors que toute la « gauche » se lamente sur l'indifférence du prolétariat, nous nous en réjouissons. Si le prolétariat se désintéresse de la démocratie et refuse de se battre pour elle, cela prouve qu'il commence à échapper à l'opportunisme, que son instinct de classe se réveille. Il est encore loin d'avoir retrouvé sa conscience de classe, mais cette « apathie » montre qu'il y vient.

Car le prolétariat doit se foutre de la démocratie, tout au moins dans les pays où la révolution bourgeoise est faite depuis longtemps.

Pour le petit-bourgeois, la démocratie représente l'état idéal in secula seculorum, et son idéalisme a profondément gangrené le mouvement ouvrier. Or nous savons que la démocratie n'est qu'une forme passagère liée à un mode de production bien défini et destinée à disparaître avec lui. Notre attitude envers la démocratie ne dérive pas d'un jugement de valeur intemporel, mais de la place qu'elle occupe dans la succession des formes sociales. Nous savons qu'une même forme peut être révolutionnaire à une époque et réactionnaire à une autre. C'est évidemment incompréhensible pour qui pense par catégories abstraites, et l'opportunisme démocrate qui va chercher des arguments dans les classiques du marxisme ne rapporte que la preuve de sa bêtise.

Oui, nous avons soutenu la lutte pour la démocratie. Mais c'est lorsqu'il s'agissait de faire la révolution bourgeoise, de liquider les entraves pré-capitalistes, de permettre le développement révolutionnaire du capitalisme. Dans cette situation, le prolétariat naissant pouvait et devait soutenir la bourgeoisie, alors classe révolutionnaire, il devait même la pousser à aller jusqu'au bout de sa révolution, jusqu'au bout de la démocratie.

Il doit également soutenir la lutte pour la démocratie lorsque la révolution bourgeoise se fait tard et qu'il est lui-même suffisamment développé. Il faut

alors qu'il soutienne la révolution bourgeoise tout en gardant son autonomie de classe et qu'il la pousse jusqu'au bout pour la dépasser aussitôt par sa propre révolution. Ce schéma de double révolution, ou de révolution permanente, a été établi par Marx dès 1848 pour l'Allemagne, et appliqué victorieusement par les bolchéviks, à la grande indignation des Kautsky et Cie. Ces démocrates hurlaient à l'assassin parce que les bolchéviks supprimaient la démocratie après avoir aidé à l'établir.

Mais ce schéma de double révolution ne peut s'appliquer que là où il y a effectivement deux révolutions à faire ! Soutenir la démocratie n'a de sens que lorsque cette démocratie est vraiment un pas en avant, lorsque la bourgeoisie, grande et petite, n'a pas réalisé ses possibilités révolutionnaires, lorsqu'elle peut encore jouer un rôle révolutionnaire.

Or, dans les vieux pays bourgeois, toutes ses capacités révolutionnaires, le capitalisme les a depuis longtemps épuisées. Il a développé de façon formidable les forces productives, maintenant il étouffe l'humanité sous le poids du capital. Et parmi les bourgeois, les plus réactionnaires sont les petits-bourgeois, grignotés par le grand capital. S'il ne révolutionne plus rien, le grand capital continue au moins, en effet, à développer le capitalisme, à concentrer la production, et à exaspérer par là-même les contradictions du capitalisme. La petite bourgeoisie, menacée par la prolétarianisation, ne peut, elle, que rêver d'un impossible retour en arrière. Si fort qu'elle se démène, elle ne contient pas un pet de potentiel révolutionnaire. Et sa chère démocratie, qui n'est plus qu'une utopie réactionnaire, a cessé de nous intéresser. Le prolétariat devra la supprimer pour instaurer sa propre dictature de classe.

Des gens bien intentionnés nous racontent que les libertés démocratiques sont favorables à l'organisation du prolétariat. S'imaginent-ils vraiment qu'une révolution a lieu parce que la classe dominante autorise gentiment la propagande et l'organisation de la classe révolutionnaire ? Sont-ils si innocents, ou si hypocrites ?

Ce n'est pas que nous n'utilisions toutes les possibilités d'action « légale », mais sans nous faire d'illusion sur leur valeur ou leur importance. En sachant pertinemment qu'une révolution est l'aboutissement d'une longue crise sociale, de conflits de classes de plus en plus violents au cours desquels la résistance de la classe dominante devient toujours plus féroce. Nous utilisons les « droits démocratiques » quand ils existent : il serait idiot de ne pas le faire. Mais les défendre, en théorie ou en pratique, serait défendre et revaloriser les institutions bourgeoises, que nous devons abattre.

Bien loin de nous lamenter, nous nous réjouissons donc lorsque la bourgeoisie est contrainte de rejeter le masque mielleux de la démocratie, et de dévoiler sa véritable nature. Le prolétariat a tout à perdre dans l'ignoble paix sociale, tout à gagner dans l'affrontement franc et brutal des classes.

### *Dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.*

Nous avons vu que Fascisme et Antifascisme ne cherchent qu'à assurer

la domination bourgeoise et conduisent l'un comme l'autre à la « fascisation » de la société capitaliste. Nous savons depuis plus d'un siècle que le capitalisme doit en effet exploiter et opprimer toujours plus durement l'humanité. Mais nous savons aussi qu'il prépare ainsi sa propre ruine : en produisant le capital, il produit aussi son fossoyeur, le prolétariat, et en aggravant la crise sociale, il oblige le prolétariat à prendre conscience de sa tâche révolutionnaire.

Ce durcissement du capitalisme est un phénomène général et irréversible. L'histoire ne s'arrête ni ne revient en arrière. Il ne sert à rien de pleurer sur les libertés volatilisées, d'opposer aux monopoles les joies de la petite production. Rien ni personne ne pourra ramener les petits-bourgeois dans leur paradis perdu.

Il faut aller plus avant. Il faut renverser la dictature du capital, briser les lois d'airain de la production mercantile pour permettre l'épanouissement de la société communiste. Et cela, seul le prolétariat pourra le faire.

La démocratie bourgeoise a permis le développement du capitalisme en détruisant les entraves féodales. La destruction du capitalisme ne pourra se faire que par la dictature du prolétariat. Car le prolétariat est la seule classe totalement intéressée à sa destruction, la seule classe capable d'imposer cette destruction aux autres classes, par l'exercice de sa dictature.

Cela s'appelle une révolution, et se fait par les moyens les plus violents. Cela ne tombe pas du ciel, mais se prépare par des heurts de classes de plus en plus acharnés.

Le prolétariat n'a pas à trembler devant le durcissement du capitalisme, devant la violence des crises sociales ; ce sont les prémisses de sa victoire. La dictature bourgeoise rejette ses oripeaux démocratiques : le prolétariat lui opposera sa propre dictature de classe.

### *De la tactique.*

Nous pouvons maintenant aborder les problèmes de tactique. Avant d'étudier telle ou telle situation particulière, dégageons le principe qui doit guider l'action révolutionnaire dans tous les pays de vieux capitalisme. Il résulte directement de l'analyse des rapports de classes.

Comme le prolétariat est la seule classe révolutionnaire, il ne peut vaincre que s'il se bat sous son propre drapeau, pour ses propres buts de classe, par ses propres moyens de classe, dirigé par son propre Parti de classe.

Toute acceptation de mots d'ordres traduisant les aspirations d'autres classes, toute alliance, tout compromis avec d'autres classes, entraîne irrémédiablement la défaite la plus désastreuse.

Ce n'est pas là un principe « moral », et il ne possède pas une validité « universelle » : dans les pays où la révolution bourgeoise reste à faire, le prolétariat doit aujourd'hui encore commencer par soutenir la lutte nationale et démocratique du « peuple », parce que l'obtention de l'indépendance nationale et de la démocratie y représente encore une étape nécessaire.

Mais dans les vieux pays capitalistes, cette étape est dépassée depuis longtemps. Non seulement la constitution en nation, la démocratie, la liberté, etc., y ont rempli leur tâche, mais elles ne font plus que s'y survivre, elles sont déjà en pleine putréfaction. Vouloir appliquer dans ces pays la tactique de double révolution est d'un anachronisme flagrant : on ne peut plus y accomplir qu'une seule révolution, la révolution prolétarienne. Et celle-là, le prolétariat doit la faire tout seul, du commencement jusqu'à la fin.

Alors, nous demandera-t-on, que faire lorsque le prolétariat a subi une défaite, lorsque la vague révolutionnaire reflue ou même n'existe pas ? Nous allons répondre maintenant à cette question, ce qui nous donnera l'occasion de préciser la conception marxiste du rôle du Parti. Car pour nous le problème de la tactique n'est pas un problème abstrait ; il ne s'agit pas de déterminer ce que « on » doit faire, mais de savoir ce que le Parti doit faire dans une situation donnée.

### *La tactique de « Front unique » de P.I.C.*

La première vague révolutionnaire de 1919-1920 n'a pas eu la force d'aller jusqu'au bout, jusqu'à la prise du pouvoir, et après cette première défaite, un recul provisoire était inévitable.

Tandis que lors de la « montée » révolutionnaire le prolétariat, acquérant sa conscience de classe, rejette la pourriture opportuniste et se reconnaît dans son avant-garde déjà consciente, le Parti, un tel recul implique, au contraire, que le Parti perd de son influence et que le prolétariat retombe partiellement sous la coupe des partis opportunistes.

Or « montée » ou « recul » révolutionnaires sont des phénomènes objectifs, déterminés par l'ensemble complexe de la situation sociale. Personne ne peut les provoquer volontairement. Le Parti peut seulement les prévoir ; il peut intervenir dans la montée pour la diriger vers la prise du pouvoir ; il peut intervenir dans le recul pour l'empêcher de devenir débânde.

Mais ce rôle, le Parti ne peut le jouer que s'il constitue à tout instant la forteresse des positions de classe du prolétariat, si, à n'importe quel moment, sa politique est absolument univoque et claire. Le Parti peut aider le prolétariat à prendre conscience, bien plus : il est l'expression même de cette prise de conscience — mais à condition que toute son activité manifeste l'originalité absolue de ses positions de classe.

La III<sup>e</sup> Internationale s'était forgée dans la lutte contre la pourriture social-démocrate, et, au cours de la poussée révolutionnaire, elle avait arraché à l'influence de la social-démocratie de larges couches du prolétariat. En revenant, en 1922-1923, à une alliance avec ce parti dégénéré, elle ne pouvait que le revaloriser. C'est pourtant ce qu'elle fit (6).

---

(6) Il est bien évident qu'il ne s'agit pas ici de « faire le procès » de tel ou tel camarade. Si l'Internationale a faibli, ce n'est pas à cause des défauts individuels ou des erreurs de certains de ses membres, mais du rapport de forces objectif entre révolution et contre-révolution.

Devant la menace « fasciste » ou réactionnaire, devant le regain d'influence des vieux traîtres de la social-démocratie, l'I.C. préconisa la tactique de Front unique, dans le double but de résister au fascisme et d'arracher les ouvriers à l'influence social-démocrate. Elle alla même jusqu'à participer à la formation d'un « Gouvernement Ouvrier et Paysan », où socialistes et communistes gouvernaient ensemble et démocratiquement (Saxe-Thuringe 1923).

Dès cette époque, la gauche marxiste qui avait fondé la section italienne de l'I.C. a critiqué cette tactique. Si elle était en mesure de le faire, et de définir la position juste, ce n'était pas hasard. Vu les conditions italiennes, une aile marxiste s'était, dès avant la guerre, formée au sein du P.S.I. ; de plus, la situation particulière de l'Italie avait évité au P.S.I. de se compromettre trop ouvertement dans le social-chauvinisme, et la scission entre réformistes et révolutionnaires avait dû s'y faire sur des critères plus sérieux et approfondis que dans d'autres pays. C'est pourquoi la gauche italienne, bien que directement menacée par le fascisme, a pu voir clairement qu'elle était, du point de vue marxiste, la seule tactique possible.

Elle a montré qu'il était illusoire de s'appuyer sur les opportunistes pour résister à la contre-attaque du capitalisme. Car non seulement ils avaient eux-mêmes permis cette contre-attaque en brisant ou en détournant l'assaut du prolétariat, mais ils continuaient à vouloir fourvoyer le prolétariat et donc à consolider la dictature du capitalisme.

En outre, la tactique de Front unique, loin de saper l'influence des opportunistes, ne pouvait que la renforcer. Cette alliance politique, cette confusion des objectifs ne pouvait qu'accroître le désarroi du prolétariat, l'empêcher de reconnaître *qui est qui*, de comprendre le rôle contre-révolutionnaire des opportunistes.

La gauche a montré que lorsqu'on a perdu une bataille il faut accepter les conséquences de sa défaite. Qu'au lieu de chercher un redressement immédiat, il faut se retrancher solidement sur ses positions de classe, car ce n'est que de cette façon qu'on peut limiter les dégâts et préparer le retour offensif. Que la perte d'influence du Parti était dans ces conditions chose normale, inévitable, et qu'en essayant de courir après les masses on ne faisait que l'aggraver.

Mais si elle critiquait violemment le Front unique politique qui brouillait la ligne de démarcation entre les classes, c'est la gauche italienne qui avait lancé le mot d'ordre du Front unique syndical, du Front unique dans le domaine des revendications immédiates du prolétariat ; car c'est sur ce terrain que le prolétariat peut se défendre contre l'offensive de la bourgeoisie, se regrouper et préparer son retour offensif. Là nous pouvons accepter toutes les actions communes, car elles restent sur un terrain de classe, limité certes, mais de classe. Dans le domaine politique, par contre, tous les autres partis, quels qu'ils soient et même si les ouvriers les suivent, sont les représentants politiques d'une classe adverse. Une alliance avec eux ne fait qu'accroître la confusion : en voilant les oppositions de classes, le Parti voile lui-même sa raison d'être.

Les positions de la gauche italienne n'ont pu s'imposer dans l'Internation-

tionale (7), et conformément à nos prévisions, le mouvement communiste est allé de recul en effondrement.

### *Le rôle de l'avant-garde.*

Tout au long du pourrissement de l'I.C., le mouvement trotskyste s'est obstiné dans la politique de Front unique, ce qui a de plus en plus tourné au ridicule, à mesure qu'il est lui-même tombé en décomposition : il en est arrivé finalement à réclamer le Front unique des opportunistes avec les opportunistes !

Comme les trotskystes ne pouvaient se résigner à perdre l'oreille du prolétariat qui perdait, lui, toute conscience de classe et ne comprenait même plus la langue communiste, ils se sont mis à lui parler petit-bourgeois dans l'espoir de le pousser à l'action et, chemin faisant, peu à peu...

C'est là un rêve insensé et ceux qui s'y adonnent ont déjà succombé à l'opium bourgeois.

Il est stupide de s'imaginer qu'on peut entraîner le prolétariat à l'action en choisissant bien la carotte qui va l'allécher. L'entrée en effervescence des classes ne dépend pas de l'astuce de « meneurs », de l'ingéniosité qu'ils déploient à trouver le bon slogan ; elle ne dépend que de la situation objective.

Ce qui définit cette « situation objective », ce n'est pas seulement la situation économique, mais également l'état de conscience du prolétariat. Or, après la défaite, le pourrissement et le passage à l'ennemi de l'I.C., qui était son organisation révolutionnaire, ont laissé le prolétariat désarmé pour des décades, livré pieds et poings liés à l'idéologie bourgeoise. L'inviter à se battre pour des objectifs bourgeois, le pousser à exiger des charognes opportunistes la réalisation de leur programme opportuniste, ne peut que le désorienter encore plus, l'empêcher de retrouver ses objectifs de classe. Les gens qui, dans l'espoir de démasquer la trahison du P.C.F., demandent aux ouvriers de réaliser « les armes à la main » son programme de trahison, ne démasquent que leur propre imbécillité.

Dans une situation contre-révolutionnaire, le Parti, le vrai Parti du prolétariat, ne peut avoir aucune emprise immédiate. C'est là un fait qu'à l'exemple de Marx et d'Engels il nous faut savoir accepter. Notre rôle n'est pas, d'ailleurs, de pousser le prolétariat à l'action : cela fait encore partie des tâches du capitalisme. Nous devons, nous, l'aider, à travers ses luttes, ses défaites et ses victoires, à se débarrasser de l'influence bourgeoise, à prendre conscience de sa tâche révolutionnaire. Il faut pour cela que le Parti, si faible soit-il, lui présente en permanence la claire vision de son programme de classe, irréductiblement opposé à toute la saloperie bourgeoise. Alors le prolétariat éliminera, au cours d'une longue et dure expérience, tous les traîtres et toutes les girouettes opportunistes, et se reconnaîtra dans son Parti.

---

(7) Nous déclinons toute responsabilité dans le crochet « ultra-gauche » qu'accomplit l'I.C. entre 27 et 33. Il ne représentait qu'une grossière caricature de nos positions. De toute façon, à ce moment-là, la situation était déjà fichue. Les zig-zags de l'I.C. n'étaient pas des tentatives de redressement mais des gestes de désespoir, qui l'enfonçaient toujours plus dans la confusion : elle avait déjà perdu tout contrôle des événements, et les communistes avaient, eux, perdu la direction de l'I.C.

# MARCHÉ COMMUN ET « EUROPE UNIE »

Au milieu du fracas des explosions de la guerre d'Algérie qui ébranlent la société bourgeoise française, le tapage fait par la grande presse, autour du marathon des commissions du Marché Commun réunies à Bruxelles, rend un son bien creux. La perte des colonies, la montée des puissances américaine et russe ont signé irrémédiablement le déclin de l'Europe, berceau du premier capitalisme, et il lui faut à présent trouver des « solutions » pour une nouvelle grandeur : le Marché Commun. L'Europe, jungle des nationalismes, fauteur de guerres mondiales prétend enterrer son passé et construire pacifiquement une grande unité économique, capable de compenser la perte de ses empires coloniaux et de rattraper, voire dépasser (manie avouée de tous les capitalistes !), les autres grandes puissances. Cela, certes, met du baume au cœur de l'éternelle victime de toutes les grandes crises sociales : la petite-bourgeoisie, que la guerre d'Algérie pousse aujourd'hui aux premiers rangs de l'O.A.S. ou de la « Gauche » et qui est menacée par le grand capital dans la petite et moyenne industrie, l'artisanat, l'agriculture et le commerce.

Et pourtant cette promesse d'un avenir nouveau ne recouvre, à nos yeux, que les premiers coups infligés à cette petite-bourgeoisie. En effet, la grande morale de l'affaire consiste dans la redécouverte des bienfaits d'une concurrence véritable, loyale, où chacun a sa chance de la grande à la petite entreprise, des immenses trusts au petit artisan ou boutiquier ; seulement, comme dans toute morale, on n'accède pas sans mal au paradis : ses préceptes et commandements sont « investir plus et produire davantage » pour se trouver « en bonne position » avant « l'inévitable » abaissement des frontières. Nous ne voyons dans tout cela que les *nécessités impitoyables du développement capitaliste*, recouvertes, pour les faire passer, de l'enrobage « Europe Unie ». Si la vieille Europe a aujourd'hui une jeunesse nouvelle (depuis 1945 les taux d'augmentation de sa production ont monté au niveau d'un capitalisme jeune), c'est qu'elle a surmonté sa crise de surproduction grâce aux immenses destructions de la guerre, et jouit d'une brève période de croissance euphorique. Le prolétariat, que les partis ouvriers renégats incitaient à retrousser les manches et à ne pas revendiquer, sait, lui, que tout cela signifie accumulation forcenée du capital sur sa peau et sur ses os.

Néanmoins nous allons considérer avec soin les arguments de ce verbiage présomptueux et nous y répondrons avec la saine méthode marxiste.

## *Bourgeoisie supranationale ?*

Pour nous, les classes sociales sont liées à une forme de production déterminée, et, à moins d'une révolution politique et sociale, la nature des classes en présence reste la même. La bourgeoisie, telle que la définit le *Manifeste*, est

caractérisée par une lutte incessante menée *d'abord* contre l'aristocratie, *ensuite* contre les partis qui s'opposent au progrès de son industrie et *toujours* contre les bourgeoisies étrangères. La révolution bourgeoise crée l'unité de production qu'est la nation et la rattache par les *échanges mercantiles* au marché mondial.

Il n'est besoin d'aucune notion nouvelle pour constater que le développement inégal du capitalisme dans le monde et la marche irrégulière de l'évolution historique des grandes puissances font que la bourgeoisie internationale, toujours prête à faire bloc contre les forces révolutionnaires, est par ailleurs profondément divisée elle-même dans une rivalité inguérissable. Pour nous, le Marché Commun est non pas l'union des nationalités européennes, mais l'expression actuelle — plus aiguë que jamais — de la rivalité des nations capitalistes, comme nous allons le voir tout au long de notre démonstration.

Théoriquement, la construction de l'Europe Unie repose sur ce postulat : on peut régler la production avec des moyens monétaires. Il suffit d'énoncer le postulat pour en voir l'imbécillité : comment peut-on créer une unité de production supérieure (l'Europe) en édifiant simplement un marché ? La dynamique de l'économie capitaliste, en effet, n'est nullement tout entière déterminée par la concurrence entre les entrepreneurs (aspect le plus immédiat) ou par la lutte des nations bourgeoises, dans laquelle la défense du profit peut céder devant la défense des intérêts généraux de chaque bourgeoisie nationale. Les forces productives créent au cours de leur développement historique des rapports donnés entre les hommes, et la recherche du profit ne correspond qu'à l'un des stades atteint par ces forces productives. La bourgeoisie est ainsi la représentation physique des rapports de production capitalistes prédominants qui expriment le développement atteint par la production. Mais les forces productives ne sauraient en rester là. A l'intérieur même des rapports capitalistes, elles croissent en faisant éclater le cadre devenu trop étroit de la nation (l'entreprise locale devient ainsi trust international). Cette tendance à la socialisation des moyens de production dont la solution appelle la révolution sociale du prolétariat, s'effectue, en l'absence de celle-ci, en contradiction avec le cadre national des intérêts généraux de chaque bourgeoisie. Celle-ci tente donc de surmonter cette contradiction avec ses moyens propres, qui sont les multiples accords économiques que les Etats signent entre eux (les uns contre les autres) : zone de libre échange, Marché Commun, accords inter-américains, conseils de coopération économique entre les pays « socialistes », etc.

Le capitalisme essaie ainsi de réglementer les productions en créant des liens techniques et financiers entre les différentes branches économiques. Mais, c'est évidemment à *sa* manière qu'il le réalise, car dans le même temps où, par la division internationale du travail, il surindustrialise une partie du globe, le capitalisme détruit l'économie de régions entières, les jetant dans la misère et la ruine (la question coloniale est inséparable de notre sujet).

Seule cette analyse dialectique de l'économie capitaliste permet de comprendre la nature contradictoire de la nation bourgeoise actuelle. Avec la conclusion des ententes économiques et politiques, l'antagonisme qui oppose entre elles les nations bourgeoises, loin de disparaître, renaît avec une ampleur monstrueuse dans les blocs, qui à l'heure actuelle s'affrontent.

L'Europe (et le monde) ne pourront se dire véritablement unis que lorsque la révolution prolétarienne aura abattu les Etats nationaux et instauré le gouvernement prolétarien international. En attendant, toute la propagande réformiste et mégalomane de l'Europe unie se heurtera aux limites et aux contradictions de nature objective du mode de production capitaliste et il ne suffit pas de signatures solennelles d'ambassadeurs et de ministres pour les surmonter.

### *L'essai allemand.*

Hitler (à la tête d'une Allemagne déjà privée de colonies) s'était attaqué à la « grande idée » de l'Europe Unie, mais contrairement aux promoteurs européens du nouvel après-guerre, il avait utilisé le seul moyen adéquat pour la réaliser : la force. Ce que le Prussien Bismarck avait fait pour l'Allemagne morcelée, il voulait le faire pour l'Europe du traité de Versailles.

L'Europe Unie est aujourd'hui une phrase privée de sens dans un continent économiquement mutilé, et là encore la tentative hitlérienne fut plus sérieuse, car elle tendait à unifier deux secteurs complémentaires : l'Ouest, en certains points, surindustrialisé (la Tchécoslovaquie, l'Italie du Nord, le Luxembourg, la Belgique, les bassins de la Lorraine, de la Sarre et de la Ruhr) ; l'Est, principalement agricole. C'est à cela que s'opposent aujourd'hui les formidables forces centripètes propres aux nouveaux colosses américain et russe surgis de la fumée et des flammes de la seconde guerre mondiale. L'échec est éclatant et l'Europe est définitivement décadente. A l'Est, a surgi la puissance industrielle russe que la guerre devait accroître démesurément et qui s'est entourée d'une ceinture d'« alliés » et de « satellites » pour former un complexe uni de production et de consommation. Telle fut la réponse russe à la guerre européenne portée par l'Allemagne nazie contre l'Est, qui tendait en fin de compte à empêcher la soudure entre l'industrie russe et le marché agricole de l'Europe Orientale.

Toute l'histoire de cet après-guerre — continuation et, si possible, renforcement de la domination des impérialismes — est issue du partage intervenu à la fin de la guerre de 1945, qui déjà contient en substance les causes et la disposition des forces pour la troisième guerre mondiale. Les convulsions du monde actuel ne proviennent pas de la politique particulière de tel ou tel gouvernement, mais de tout le développement historique de la politique mondiale.

L'Europe reconquise avec le fer et le feu par les « alliés » a vu l'Allemagne divisée en deux, et l'Allemagne divisée signifie l'Europe et le monde divisés. Les pactes militaires, l'O.T.A.N. et le pacte de Varsovie, loin d'avoir été les causes de cette division n'ont été que le voile juridique d'une situation historique : l'occupation militaire par les Etats mastodontes américain et russe ayant des intérêts contradictoires à l'échelle mondiale, mais d'accord sur le partage de l'Europe, et menant la lutte en commun pour maintenir à l'Ouest comme à l'Est, les Etats en tutelle. Ce qui vaut donc pour l'O.T.A.N. vaut aussi pour l'anti-O.T.A.N. russe.

Les alliances qui avaient mis en branle les armées russes parvenues au

printemps de 1945 à Berlin et à Vienne, durant le temps de l'idylle américano-russe, ont été le point de départ du *condominium américain et russe en Europe*. Le fait que les Etats de l'Europe soient divisés par les coalitions militaires opposées du pacte atlantique et du traité de Varsovie prouve que le sort du vieux continent est désormais entre les mains des super-puissances qui, dans les dites alliances, sont le centre moteur : les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

### *L'essai anglais.*

La signature, le 17 mars 1947, par la Belgique, la France, la Hollande, le Luxembourg et le Royaume Uni, du traité de Bruxelles ou de l'Union Européenne, inspiré par la diplomatie britannique, représente une autre tentative des *vieilles puissances impérialistes et colonialistes* de l'Europe occidentale de conserver les antiques positions mondiales, ruinées par la guerre, et de s'interposer comme « troisième force ».

L'Allemagne était alors encore en ruines (et l'Angleterre en profitait bien vite !) ; on était en pleine guerre froide, et c'est d'elle que, peu après, devait surgir le blocus de Berlin-Ouest ordonné par les Russes. On assistait alors au théâtral carrousel du « pont aérien » organisé par les Américains. Mais l'aide financière américaine pour reconstruire l'économie européenne eut facilement raison des velléités d'*union européenne*.

Les puissances signataires du traité de Bruxelles passèrent ainsi de la coalition européenne à la coalition plus vaste constituée par l'Alliance Atlantique et il est évident que le centre de gravité de l'alliance se déplaça en même temps de Londres, le « grand vainqueur » européen de la guerre anti-allemande, vers Washington. Historiquement, il n'est pas hasardeux d'affirmer que la création de l'O.T.A.N. signifia l'abdication des vieilles puissances occidentales devant l'Amérique, et le *déclin de l'Europe comme siège de la domination du monde*.

Et aujourd'hui, le président Kennedy peut bien déclarer devant le Congrès américain : « Une Europe occidentale intégrée, unie *en une association commerciale avec les Etats-Unis*, fera pencher la balance de la puissance mondiale davantage encore du côté de la liberté. C'est la plus belle occasion qui se soit offerte à nous depuis le *Plan Marshall* de démontrer la vitalité du monde libre. » (Souligné par nous.)

### *L'essai des « Six ».*

Il peut sembler cependant que la « relance » des Six remette tout cela en cause, que la décadence ne soit pas irréversible et que l'Europe ait retrouvé une vigueur nouvelle dans la formidable remontée de l'économie après la guerre. C'est ce que peut faire croire l'abaissement des tarifs douaniers réalisé par le Marché Commun pour les produits industriels.

Mais la production industrielle des Six s'écoule-t-elle réellement sur un « marché commun » ou, en d'autres termes, la formation d'un marché commun des Six suffit-elle à garantir l'écoulement de la production ? Pour répondre

à cette question, nous devons considérer le commerce extérieur de la Communauté Economique Européenne.

Les exportations mondiales de la C.E.E. en millions de dollars U.S. sont les suivantes :

1938 - 4.360	1951 - 13.790	1954 - 15.780	1957 - 22.470
1948 - 6.500	1952 - 13.770	1955 - 18.370	1958 - 22.770
1950 - 9.290	1953 - 14.090	1956 - 20.070	1959 - 25.200

Durant la même période le pourcentage des échanges entre les Six par rapport à leur commerce mondial s'établit ainsi :

1938 - 27,5	1951 - 26,4	1954 - 29,5	1957 - 31,8
1948 - 26,2	1952 - 26,7	1955 - 30,8	1958 - 30,4
1950 - 33,2	1953 - 28,5	1956 - 32,0	1959 - 32,4

Grosso modo, les deux tiers de la production des Six sont, comme on le voit, exportés en dehors du Marché Commun européen. S'il est donc question sérieusement d'un Marché Commun, il faut le chercher ailleurs que dans les pays de la C.E.E. : là où les deux tiers de leur production s'écoulent. Ce n'est pas une tendance apparue après la signature du traité de Rome ; bien avant, le véritable terrain de la concurrence commerciale entre les Six se situait sur le marché mondial ! L'abaissement des droits de douane entre les Six n'a donc qu'un effet modeste et tout le battage effectué autour des réductions des tarifs douaniers ne change rien au fait que 70 % des transactions internationales des Six échappent aux clauses du Marché Commun. Une Europe économiquement indépendante n'est qu'une illusion, car son existence est étroitement liée au marché mondial, et les courants d'échange, en augmentant continuellement d'une façon absolue, ne font que rendre plus sensible ce phénomène.

Ainsi, au lieu d'une autarcie économique, qui la soustrairait à la pression suffocante du marché mondial, l'Europe doit au contraire lutter pour maintenir et améliorer ses exportations à l'extérieur et trouve nécessairement sur son chemin l'Amérique et l'Angleterre, et y trouvera de plus en plus l'U.R.S.S. L'étude du commerce extérieur de ces trois secteurs est, à ce sujet, fort significative. C'est ainsi que leurs exportations respectives, loin de suivre une évolution unique, identique pour les trois (U.S.A., Angleterre et les Six) montrent au contraire des disparités prononcées entre elles. Le tableau suivant groupe les principales données de leur commerce extérieur (exportations) et dégage les tendances qui peuvent s'observer au cours des années 1938-1959. Pour chaque secteur la première colonne donne le pourcentage des exportations par rapport aux échanges mondiaux ; la seconde colonne, la différence entre le pourcentage d'une année à l'autre.

Années	Commerce mondial million dollars U.S.	C.E.E.		U.S.A.		Royaume-Uni	
		% des exp. dans le comm. mondial	différence entre % par an	% des exp. dans le comm. mondial	différence entre % par an	% des exp. dans le comm. mondial	différence entre % par an
1938	21.100	20,7		14,5		11,5	
1948	53.600	12,1	— 8,6	23,4	+ 8,9	11,7	+ 0,2
1950	56.300	16,5	+ 4,4	18	— 5,4	11,3	— 0,4
1951	76.100	18,1	+ 1,6	19,6	+ 1,6	9,4	— 1,9
1952	73.000	18,9	+ 0,8	20,6	+ 1,0	9,8	+ 0,4
1953	74.100	19	+ 0,1	21,1	+ 0,5	9,6	— 0,2
1954	76.900	20,6	+ 1,6	19,5	— 1,6	9,6	0
1955	83.700	21,9	+ 1,3	18,5	— 1,0	10,8	+ 1,2
1956	92.900	21,7	— 0,2	20,4	+ 1,9	9,5	— 1,3
1957	99.800	22,6	+ 0,9	20,8	+ 0,4	9,2	— 0,3
1958	95.100	23,9	+ 1,3	18,6	— 2,2	9,3	+ 0,1
1959	100.600	25,1	+ 1,2	17,3	— 1,3	9,2	— 0,1

Plus que l'observation de la tendance des exportations de chaque pays considéré *isolément*, c'est la *combinaison* des trois qui est particulièrement révélatrice. En 1948, les Etats-Unis occupaient la place de l'Europe sur les marchés traditionnellement approvisionnés par cette dernière, avec une augmentation de près de 9 % de ses exportations *correspondant à une même diminution* en pourcentage des exportations de l'Europe. A cette date, l'Angleterre maintenait péniblement ses positions d'avant-guerre, qu'elle ne devait jamais améliorer depuis lors. En 1954, l'Europe des Six rattrapait les U.S.A. et retrouvait ses positions de 1938. La récession américaine de 1958, dont les effets se font encore sentir actuellement, donnait à l'Europe, rajeunie par les destructions de la guerre, l'occasion d'affermir ses positions sur le marché mondial au détriment des Etats-Unis. A aucun moment donc, les antagonismes *objectifs* ne se sont effacés entre les nations du bloc occidental (1). Plus encore : jamais l'opposition des intérêts entre l'Amérique et la « Petite Europe » n'a été aussi âpre qu'aujourd'hui. Ce fait n'est en rien modifié par les fanfaronnades stupides des petits-bourgeois, qui croient voir la puissante Amérique baisser pavillon devant eux et l'orgueilleuse Angleterre venir à résipiscence. C'est bien plutôt la manœuvre de l'Europe Unie qui apparaît clairement : les Six voudraient jouer face aux colosses américain et russe le rôle de « troisième force », « gage d'équilibre, de paix et de développement harmonieux de l'humanité » par la « juste reconnaissance du rôle de guide qu'elle n'aurait jamais dû laisser échapper » (bref pour freiner son déclin). Seulement voilà, à peine ce noble projet a-t-il germé, que déjà l'Amérique revendique sa place après que l'Angleterre ait posé sa candidature, entraînant avec elle le Commonwealth, et ce n'est pas terminé... Adieu donc les

(1) Les données statistiques montrent que la rivalité entre les Six ne diminue pas, aussi bien en Europe que sur le marché mondial.

idées de restauration de l'Europe dans sa gloire ! « Mais qu'importe, répond l'optimiste impénitent, si cela doit être le prélude à une entente des nations, à une coopération ! » Nous voilà donc revenus sur le solide terrain des rivalités impérialistes. Comme nous l'avons dit, l'Europe profite momentanément de la croissance économique qu'elle doit aux énormes destructions de la guerre pour tenter quelques essais de reconquête des positions économiques perdues. Cela démontre, une fois de plus, ce que nous n'avons cessé d'affirmer : à l'époque actuelle de l'impérialisme, le capitalisme ne survit que grâce aux destructions massives des guerres et l'impulsion de la production est d'autant plus forte que les destructions ont été importantes. Ce stade révèle que le capitalisme, dont la raison d'être est une *accumulation* sans cesse élargie, doit pour se maintenir recourir de plus en plus à des *désaccumulations* violentes (guerres).

### *L'agriculture, pierre d'achoppement de l'unité européenne.*

Autant un excédent de produits manufacturés qu'on exporte, constitue un avantage pour un pays capitaliste moderne, autant une production excédentaire de l'agriculture y est une catastrophe, parce que ces excédents sont beaucoup plus difficiles à exporter. L'exemple de la France est frappant. Poussée par le rythme d'une industrialisation qui nécessite et qui entraîne une modernisation de l'agriculture, elle s'efforce de réduire sa population rurale (actuellement 44 % de l'ensemble de la population) et de la convertir en prolétaires industriels. Mais un tel changement dans les structures sociales traditionnelles ne va pas sans heurts. Les manifestations des paysans sur les routes ne sont qu'un épisode des bouleversements qu'entraîne la disparition des petits et moyens paysans. En fait, la conséquence la plus importante réside dans la nécessité pour le capitalisme français de sacrifier à son propre développement son meilleur allié, la paysannerie, classe conservatrice par excellence, et cette disparition s'accompagne d'un renforcement *numérique* de la classe ouvrière. La bourgeoisie française se préoccupe d'effectuer cette conversion progressivement, « insensiblement », sans pour autant gêner le développement de son industrie. Cela explique l'acharnement de la France à Bruxelles non pas dans le but de faire aboutir « l'idée européenne », mais bien plutôt pour projeter à l'extérieur ses propres difficultés nationales, bien à elle, par le canal pratique du Marché Commun, utilisé à toutes les sauces. Cela explique *a contrario*, l'attitude tout aussi « intransigeante » de l'Allemagne, peu désireuse de faire les frais de l'opération, et dont le déficit agricole constitue la meilleure arme dans la conquête des marchés du Tiers-Monde. Son attitude est d'autant plus ferme que la France n'a plus de monopole en Afrique à monnayer. C'est dans ces conditions qu'ont eu lieu les tractations de Bruxelles à propos d'un marché agricole commun des Six, et dont les résolutions finales ont ajourné la solution, car dans la réalité les *intérêts matériels des nations* s'affrontent sans que l'on puisse mettre en commun les *disparités* que le capitalisme a fait naître lui-même.

### *L'enjeu social de l'« Europe Unie ».*

La petite-bourgeoisie de l'Europe occidentale, bien qu'elle soit la mère

de toutes les idéologies humanitaires, a sucé pendant de longues décades l'os colonialiste tout en se scandalisant des cyniques agissements des aventuriers à la Cécil Rhodes, proconsuls capitalistes dans les colonies. Tout le chapitre du réformisme démocratique et social-démocratique qui, au cours des décades passées, a donné assurance et respectabilité aux couches petites-bourgeoises, n'eut pas été écrit sans l'expansion du capitalisme dans les colonies. Mais il est clair à présent que le mouvement d'indépendance dans les colonies s'achève. Dès lors toute une tendance du réformisme petit-bourgeois d'Europe occidentale (2) se met à rêver désespérément d'une Europe unifiée, qui devrait compenser, en créant un grand marché, la terrible mutilation qu'a subie le capitalisme européen dans la perte de ses colonies. L'exemple des Etats-Unis d'Amérique (mais leur genèse est tout à fait différente) exerce dès lors sur les esprits des « progressistes » une fascination irrésistible.

Sceptique quant aux possibilités d'intégration politique européenne, la grande bourgeoisie capitaliste, laisse se développer le nouveau « nationalisme européen » comme la seule idéologie qui puisse lui conserver l'appui de toute la fraction de la petite-bourgeoisie et du prolétariat que les humiliations et les amputations subies par les vieilles patries avaient détachée du nationalisme traditionnel. En d'autres termes, elle lui sert de garde-fou momentané contre l'évolution politique inéluctable qui dans l'avenir rendra évidente à des millions d'hommes cette vérité : la seule politique qui soit à l'échelle des gigantesques forces de production modernes est l'internationalisme prolétarien, car seul le prolétariat, en arrachant mondialement aux bourgeoisies nationales le monopole des forces productives, peut libérer l'économie des contradictions dans lesquelles le capitalisme l'enferme pour le malheur de toute l'humanité, et qui croissent au lieu de s'atténuer à mesure que la production et le marché s'étendent.

L'« Européisme », l'« Atlantisme » — comme d'ailleurs l'anti-atlantisme russe — ne sont que de vains substituts bourgeois de l'internationalisme prolétarien, qui tendent à parer d'un voile « progressif » des ententes constituées uniquement en vue d'« étouffer en commun le socialisme en Europe » (et dans le monde !), ainsi que déjà Lénine le constatait. Mais cette tentative est historiquement vouée à l'échec. L'Europe et les autres continents s'uniront inéluctablement lorsque le grand séisme révolutionnaire aura fait crouler les Etats nationaux, préparant le terrain pour la dictature mondiale du prolétariat.

Utopie ? Seuls des misérables peuvent tranquillement admettre que les gouvernements capitalistes conduiront le monde de guerre en guerre jusqu'à la fin des temps... Un jour viendra où ils seront impuissants devant le prolétariat enfin dressé qui, faisant justice de tous les Marchés Communs et anti-marchés communs de la vile propagande « progressiste » actuelle, balayera de toute la surface du globe le mercantilisme odieux et meurtrier de la société bourgeoise.

---

(2) L'autre tendance, celle du communisme officiel, représente au contraire la réaction cocardière de la France traditionnelle à l'évolution moderne du capitalisme.

# LE NÉO CAPITALISME N'A RIEN DE NEUF

Un des principaux arguments non seulement des bourgeois, mais de tous les renégats de la lutte révolutionnaire est que le marxisme est dépassé, parce que nous n'avons plus affaire au capitalisme, mais bien au « néo-capitalisme » : nuance ! Seulement, rien de plus difficile à trouver que la définition dudit ! Or voici que nous tombons par hasard — une fois n'est pas coutume — sur la description suivante, dont la source importe peu puisqu'il s'agit d'un vieux numéro d'un journal étranger. Il aurait été dommage de laisser perdre cette perle, comme on en conviendra en lisant la conclusion du passage que nous citons.

« Ainsi naît la notion de néo-capitalisme, ou capitalisme de masse. En d'autres termes, le procès de production exige des quantités toujours plus importantes de capital, ce qui entraîne un accroissement du revenu national par habitant, mais en même temps la propriété de ce capital s'étend de proche en proche et pénètre, par capillarité, dans des couches sociales naguère en marge de la propriété, cela parce que le haut niveau du revenu familial — une fois les besoins, pourtant croissants, satisfaits — permet une épargne elle aussi accrue laquelle, à son tour, alimente les investissements. L'objectif final du néo-capitalisme est donc celui-ci : une « société de propriétaires » des biens de production, objectif radicalement opposé au but que poursuivent les économies de type collectiviste où personne n'est propriétaire, l'Etat mis à part. Objectif de haute signification en ce qu'il tend à atténuer, pour ne pas dire à éliminer (*sic*) les tensions sociales entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, en augmentant le nombre de ceux qui ont. »

Le capitalisme est si « nouveau » que la critique des réformistes qui le présentent comme un démenti du marxisme et, en même temps, un moyen d'atténuer les contrastes sociaux remonte à 1899, pas moins ! Bernstein soutenait que le développement des sociétés par actions et le fait que, dans certains pays, en Angleterre spécialement, les ouvriers de quelques grandes entreprises en devenaient actionnaires, entraînaient une stabilisation du régime capitaliste et obligeaient le mouvement ouvrier à n'être qu'un simple mouvement syndical de lutte pour l'amélioration constante des conditions de vie au sein de la société bourgeoise, renonçant au but de la destruction de cette société (« Le mouvement est tout, le but n'est rien »). Rosa Luxembourg et Lénine lui répondirent ainsi :

1. — Loin de signifier une « diffusion » et un éparpillement du capital, la société par actions représente exactement le contraire : une *concentration maximale* des capitaux dispersés en un capital *unique*. Le « secret » de cette forme « nouvelle » n'est rien d'autre que le reflet de la dilata-tion du procès de production au-delà des limites soit du marché soit des rapports traditionnels de propriété. L'accroissement des investissements, l'accumulation sans cesse élargie nécessitent la mobilisation de masses monétaires toujours plus importantes pour les transformer en capital d'un groupe concentré d'entreprises géantes. Confirmation plutôt que démenti du marxisme !

2. — Loin d'éliminer la « propriété capitaliste », la société par actions tend à transformer la propriété ou mieux le *capital* du capitaliste isolé, de l'entrepreneur privé ou des petits épargnants en une « catégorie sociale » anonyme. Ce qui est une autre confirmation du marxisme !

Pourquoi, se demandait R. Luxembourg, Bernstein (nous pouvons lui substituer n'importe quel autre opportuniste) transforme-t-il le phénomène en son opposé ? « Cela s'explique par une erreur économique tout à fait simple : parce que Bernstein n'entend pas par capitaliste une catégorie de la production, mais du droit de propriété, *non pas une unité économique, mais une unité fiscale, et par capital, non pas un facteur de la production, mais simplement une certaine quantité d'argent*. C'est pourquoi, dans son trust anglais du fil à coudre, *il ne voit pas la fusion en un seul tout de 12.300 personnes*, (les « actionnaires populaires » d'aujourd'hui — NDR) *mais 12.300 capitalistes différents*, c'est pourquoi son ingénieur Schulze qui a reçu en dot, pour sa femme, une grande quantité d'actions du rentier Müller, est également pour lui un capitaliste, *c'est pourquoi le monde entier lui paraît fourmiller de « capitalistes »*. (« Réforme ou Révolution » 2<sup>e</sup> partie, chapitre I). Au contraire, l'accroissement du nombre d'actionnaires montre qu'aujourd'hui « la notion économique de « capitaliste » ne signifie plus, comme autrefois, un individu isolé, que le *capitaliste industriel d'aujourd'hui est une personne collective*, composée de centaines et même de milliers d'individus, que la catégorie « capitaliste » elle-même est devenue, dans les cadres de l'économie capitaliste, *une catégorie sociale, qu'elle s'est socialisée* ». Ce qui, par parenthèse, fait comprendre également qu'est capitaliste aussi une société dans laquelle, comme en Russie, la propriété en titre du capital industriel n'apparaît pas sous la forme traditionnelle de propriété privée. (Nous ne parlons pas du capital agricole, là existe aussi la propriété individuelle et privée). Les « actionnaires populaires » c'est la transformation en capital, à l'avantage des exigences du Capital et de son accumulation croissante, de la plus grande masse possible de revenus monétaires modestes et, s'il se peut, d'une partie des salaires des ouvriers même, des appointements des petits employés, des retraites des ex-ouvriers et employés. C'est en somme *un assujettissement toujours plus grand au Capital, entité collective*, de ceux qui, après avoir été exploités dans les usines et les bureaux lui donnent une partie de leurs propres revenus, renonçant ainsi à la consommation immédiate pour que le Capital s'accroisse, s'accumule, exploite d'autres forces de travail — dont une partie vient des campagnes pour jouir des « privilèges » de la vie citadine — et écrase, sous le poids des grandes sociétés ultra-modernes, les petites entreprises.

3. — L'augmentation du nombre des actionnaires atténue-t-elle les tensions sociales comme le soutenait Bernstein et comme le prétendent aujourd'hui les admirateurs du « nouveau capitalisme », et entraîne-t-elle une stabilisation du régime capitaliste ? Si par là on veut dire que, *dans l'immédiat*, la possession d'une action, le fait pour un salarié d'être devenu possesseur d'une part du « capital social » d'une entreprise détermine chez lui une psychologie conservatrice, petite-bourgeoise réactionnaire, la thèse est certainement fondée. C'est justement pour cela que les marxistes ont toujours combattu et ne cesseront de combattre cette façon de corrompre l'instinct de lutte du prolétariat et de créer une

« aristocratie » conservatrice sur la base d'une large répartition des actions. Mais dans la perspective historique générale, en laquelle le marxisme prend tout son sens, non seulement la société par actions et le crédit industriel — dont elle est un aspect — n'atténuent pas les contradictions internes ni par conséquent les contrastes sociaux du capitalisme, mais ils les exacerbent jusqu'à la limite extrême.

La vérité est celle-ci : le nouvel actionnaire prolétarien mange moins pour investir une part du revenu de son travail dans une action industrielle, laquelle subira les vicissitudes du marché d'abord, celles de la société capitaliste ensuite, se réduisant à rien, à l'occasion, dans les grands cataclysmes des crises économiques et des guerres. Il est vrai aussi que la société par actions, comme le crédit, étant « le moyen de surmonter d'une façon capitaliste les dimensions restreintes du capital privé, de fondre en un seul capital un grand nombre de capitaux privés » est un facteur de l'accroissement constant de la production et de l'extension continue du marché et par là un élément fondamental des crises internes de la société fondée sur la production de marchandises. Parce qu'elle multiplie la production, elle le condamne à se heurter toujours davantage aux limites à l'intérieur desquelles production et échange se meuvent normalement ; elle est « le moyen technique de mettre à la disposition d'un capitaliste des capitaux étrangers (...) le stimulant pour l'utilisation hardie et sans scrupule de la propriété d'autrui, par conséquent pour des spéculations hasardeuses » ; elle aggrave les possibilités des crises « en transformant tout l'échange en un mécanisme extrêmement complexe et artificiel, avec un minimum d'argent métallique comme base réelle, et provoque ainsi, à la moindre occasion, des troubles dans ce mécanisme ».

Rosa Luxembourg conclut : « S'il y a dans l'économie capitaliste actuelle un moyen d'accroître au plus haut degré toutes ses contradictions, c'est justement le crédit. (Duquel elle considère partie intégrante la société par actions — NDR.) Il accroît la contradiction entre *mode de production* et *mode d'échange* en tendant à l'extrême la production, mais en paralysant à la moindre occasion l'échange. Il accroît la contradiction entre *mode de production* et *mode d'appropriation* en séparant la production de la propriété, en transformant dans la production le capital en capital social, mais en donnant, par ailleurs, à une portion du profit la forme d'intérêt du capital. (...) Il accroît la contradiction entre les *rappports de propriété* et les *rappports de production* en rassemblant, par expropriation d'un grand nombre de petits capitalistes (à propos, comment concilier cela avec la « lutte contre les monopoles ? — NDR) d'énormes forces productives dans un petit nombre de mains. Il accroît la contradiction entre le *caractère social de la production* et la *propriété privée* capitaliste en rendant nécessaire l'immixtion de l'Etat dans la production. »

Le capitalisme ne change ni de visage ni de substance en « disséminant la propriété », le processus est exactement inverse : mobilisation, à l'avantage d'un *capital unique*, de la *propriété* disséminée. Les « tensions » internes du capitalisme ne s'atténuent pas non plus, au contraire elles s'aggravent. Il ne reste que le fait de la corruption idéologique exercée sur une fraction des masses ; elle sera vite réduite à néant lorsque les « néo-actionnaires » s'apercevront qu'ils ont jeté au vent des crises économiques et politiques, leurs actions gagnées à la sueur de leur front.

## L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE de la Révolution d'Octobre à nos jours

*La « dékoulakisation » et la « collectivisation ».*

C'est au XV<sup>e</sup> Congrès du P.C.R., en décembre 1927, que fut annoncée la nouvelle politique agraire russe, connue sous le nom de « dékoulakisation ». A ce même congrès, l'opposition de gauche fut condamnée officiellement et Trotsky et Zinoviev expulsés du Parti. L'année suivante l'opposition de droite de Boukharine subit le même sort.

Cette phase de la lutte contre les paysans riches (koulaks) ne peut être mieux présentée qu'au travers des écrits de Trotsky : en mettant même de côté ses indiscutables qualités d'historien, il était précisément de ceux qui, contre Staline et Boukharine, avaient préconisé la politique de lutte contre le koulak.

« La population apprit avec stupeur par un éditorial de la *Pravda* du 15 février 1928 que les campagnes n'avaient pas en fait l'aspect sous lequel les autorités les avaient dépeintes jusqu'alors, mais ressemblaient beaucoup au tableau qu'en avait tracé l'opposition (de gauche) avant le congrès. La presse qui un jour avant niait littéralement l'existence du koulak, le découvrait aujourd'hui, sur les indications venues d'en haut, non seulement dans le pays, mais même dans le parti. Pour alimenter les villes il fallait prendre d'urgence au koulak le pain quotidien. On ne pouvait le faire que par la force. L'expropriation des réserves de céréales, non seulement chez le koulak mais même chez le paysan moyen, fut qualifiée dans le langage officiel de « mesure extraordinaire ». Mais les campagnes ne crurent pas à ces bonnes raisons et elles eurent raison. La réquisition forcée du blé enlevait au paysan riche toute envie d'étendre les superficies ensemencées. Le journalier et le cultivateur pauvre se trouvèrent sans travail. L'agriculture était une fois encore dans l'impasse. »

« Staline et Molotov, tout en continuant à attribuer la première place à la culture parcellaire (comme ils l'avaient fait dans leur polémique contre la gauche), commencèrent à admettre la nécessité d'élargir rapidement les entreprises agricoles de l'Etat (Sovkhoses) et les entreprises collectives des paysans (Kolkhoses). Mais comme la très grave pénurie de vivre ne permettait pas de renoncer aux expéditions militaires dans les campagnes, le programme de développement des cultures se trouva suspendu dans le vide... Les *mesures extraordinaires* provisoires adoptées pour prélever le blé, firent naître, inopinément, un programme de « liquidation des koulaks comme classe ». Les instructions contradictoires, bien plus abondantes que les rations de pain, mirent en évidence l'absence d'un quelconque programme agraire, non pour cinq ans, mais pour cinq mois. »

L'exposé de Trotsky nous amène à l'étape suivante de la politique du gouvernement russe dans la question agraire : la « collectivisation », c'est-à-dire la formation des *kolkhoses*.

La soi-disant « collectivisation » fut un tournant imposé par la nécessité, mais elle entraîna une véritable ruine de l'agriculture — dont elle ne s'est pas encore relevée. Les années de « collectivisation » furent marquées par une chute effrayante de la production céréalicole, et par une véritable extermination du cheptel, entraînant la fameuse « faim de Staline » des années 1932-33 qui tua, selon les estimations de l'opposition trotskyste, de 4 à 10 millions de personnes.

La statistique officielle ne put dissimuler certains chiffres. La production de céréales, qui était de 800 millions de quintaux en 1913, tomba à 503 millions durant la révolution et la guerre civile. La N.E.P. permit une reprise : 835 millions de quintaux en 1930. Mais, les deux années suivantes, on tombe à 700 millions de quintaux : moins que sous le tsar avec une population supérieure ! De même, dans les deux premières années de la « collectivisation », la production de sucre tombe de moitié. Mais c'est le cheptel surtout qui fut dévasté : de 1929 à 1934, le nombre des chevaux se réduit à 45 % de ce qu'il était, celui des bovins à 40 %, celui des ovins à 34 % et celui des suins à 45 %.

Pour Trotsky, ce massacre de forces de production est dû aux erreurs de la direction centrale ; mais la supériorité de la forme kolkhosienne, sur la parcelle libre comme sur la libre industrie agraire privée préconisée par Boukharine, reste pour lui incontestable. On ne peut en effet retenir, argumente-t-il, que le seul pouvoir d'une organisation administrative incompétente ait pu déterminer cette progression : de 1918 à 1928, 1 % seulement des familles paysannes était entré dans les coopératives ; en 1929, on passe de 1,7 % à 3,9 % ; en 1930, à 23,6 %, en 1931 à 52,7 % et en 1932 à 61,5 %.

En fait, il ne fait pas de doute que ce déplacement de la petite paysannerie vers la forme coopérative (baptisé « collectivisation ») ait été dû, dans une grande mesure, à l'expansion du type 3 de Lénine : le capitalisme privé agraire, que Boukharine voulait accélérer encore pour passer à un capitalisme d'Etat agricole en expropriant finalement le koulak. Le paysan, déjà spolié par le koulak et réduit à un dénuement quasi total, fut attiré par la certitude que dans le kolkhose non seulement il recevrait pour son travail dans les champs collectifs au moins autant que lui donnait le koulak, mais encore il se verrait offrir une parcelle, du bétail, des outils et des semences. Il se pressa de vendre tout ce qu'il possédait pour adhérer au kolkhose : les adhésions se firent par villages entiers, quelquefois par groupes de villages ou même par district. Le déterminisme engendre une psychologie imitative, logique conséquence de l'instinct de conservation, chez le producteur parcellaire. Les ruraux, écorchés depuis des siècles par les féodaux et depuis des années par les koulaks, se jettèrent dans les kolkhoses comme un troupeau de moutons (mais comme ils étaient des hommes et non des moutons ils s'empresèrent de manger ou de vendre auparavant leurs réserves : blé, bétail ou instruments de travail). De « dékoulakisation » en « collectivisation » on aboutit donc au triomphe de la forme kolkhose.

### *Trotsky et le kolkhose.*

Trotsky considère comme *plus avancé* que celui de Boukharine le système des kolkhoses sorti vainqueur de la liquidation des capitalistes agraires. Voici

les graves paroles de Trotsky : « Quand la politique à l'égard du paysan s'orientait vers le paysan riche (Staline-Boukharine), on supposait que la transformation socialiste de l'agriculture, sur la base de la N.E.P., se serait réalisée en quelques dizaines d'années au moyen de la coopération. Embrassant l'un après l'autre les domaines de l'accumulation des réserves agricoles, de la vente, du crédit, la coopération aurait dû à la fin socialiser la production. (Il s'agit d'une traduction de série et il faut rétablir le sens de la pensée marxiste de Trotsky : une fois réalisée, entre les mains du koulak, la première accumulation du capital d'exercice, du capital mercantile fournit par le droit de vendre les produits sur le marché, du capital monétaire permettant l'élargissement des investissements, les groupes de paysans représentant la force de travail, soutenue par l'Etat politique socialiste, auraient eu accès à ces capitaux qu'ils auraient mis en œuvre dans des coopératives, sur une terre non morcelée. Les conditions d'une socialisation de tout le capital employé dans l'agriculture seraient ainsi apparues. Notons tout de suite que pour nous il y a deux phases bien distinctes : l'étatisation d'une part et la socialisation de l'autre, comme nous le précisons à propos de l'industrialisation.) « Le tout, continue Trotsky, s'appelait le *plan de coopération de Lénine*. »

Ce passage mérite un nouveau commentaire. La structure dualiste du kolkhose, avec son aspect parcellaire et son aspect unitaire, mais plus patronal que coopératif par rapport au kolkhosien, travailleur hybride, n'a jamais été prévue par Lénine. C'est une des mille falsifications staliniennes que d'avoir prétendu que le kolkhose avait son origine dans l'écrit de 1923 de Lénine sur la « coopération ». Lénine y parlait de l'octroi « de primes de l'Etat soviétique aux coopératives de paysans, de prix de faveur pour leurs produits par rapport à ceux des paysans parcellaires », mais jamais il n'a parlé de donner comme primes des « jouissances » de type populiste. Il dit entre autres : « A cet égard (le manque de culture des paysans), la N.E.P. représente un progrès dans ce sens qu'elle s'adapte au niveau du paysan le plus commun, et n'exige de lui presque rien de supérieur. Mais pour obtenir qu'au moyen de la N.E.P. presque toute la population participe aux coopératives, *il faudra toute une phase historique*. Si tout va pour le mieux nous pourrions traverser cette période en deux ou trois décades. » Ce sont les « vingt années de bons rapports avec les paysans » de Lénine dont il a été tellement question, simple prologue à la véritable transformation socialiste internationale.

### *Revanche de l'égoïsme rural.*

Trotsky poursuit : « La réalité suivit, comme on sait, une voie tout à fait différente, celle de l'expropriation forcée et de la collectivisation intégrale. Il ne fut plus question de la socialisation progressive des diverses fonctions économiques à mesure que les ressources matérielles et culturelles l'auraient rendue possible. La collectivisation se fit comme s'il s'agissait d'établir immédiatement le régime communiste dans l'agriculture. Cela eut pour conséquence, outre la destruction de plus de la moitié du bétail, un fait encore plus grave : *l'indifférence complète des travailleurs kolkhosiens pour les biens socialisés et pour le résultat de leur travail dans les kolkhoses*. Le gouvernement ouvrier

opéra une retraite désordonnée. Les paysans eurent à nouveau des volailles, des porcs, des moutons, des vaches à titre privé. Ils reçurent de petits lots de terre près de leur maison. *Le film de la collectivisation passa à l'envers.* Avec ce rétablissement des entreprises individuelles, le gouvernement acceptait un compromis, payant en quelque sorte un escompte aux tendances individualistes des paysans. Les kolkhoses subsistaient ; en conséquence, cette retraite pouvait sembler à première vue d'importance secondaire. En réalité, il serait difficile d'en surestimer la portée. Si on laisse de côté l'aristocratie du kolkhose (qui a une situation privilégiée, veut dire Trotsky), les besoins quotidiens du paysan moyen sont pour le moment satisfaits *en plus grande partie par son travail « pour soi » que par sa participation au kolkhose.* Il arrive souvent que le revenu du petit lot individuel soit deux ou trois fois plus élevé que le salaire de l'entreprise collective. Ce fait, attesté par la presse soviétique, fait ressortir avec vigueur d'une part le gaspillage absolument barbare de la force de travail de dizaines de millions d'hommes et plus encore de femmes dans la petite culture, et de l'autre, le rendement très bas du travail dans les kolkhoses. »

Aujourd'hui encore, les données statistiques tendent à prouver que le rendement global reste bas dans les deux aspects (collectif et individuel) du kolkhose.

Trotsky, qui avait cependant dit que la guerre contre le koulak était imposée par la nécessité de nourrir la société arrive à notre thèse. Chez le kolkhosien, l'« âme — et l'estomac — privés l'emportent de beaucoup sur son « âme coopérative ». Il évolue en sens exactement inverse à celui prévu par Lénine, qui voulait l'arracher corps et âme à la servitude de la glèbe, la pire de toutes parce qu'elle s'accompagne du stupide instinct de propriété. Psychologiquement, le kolkhosien est au même niveau que le petit propriétaire, lié à la terre par des traditions séculaires, et demain par le programme... du parti communiste officiel. Il se renferme complaisamment dans le royaume minuscule auquel il est condamné à vie et déclare : je foule le sol de ma parcelle dont je suis le patron et l'esclave ; je n'arrive pas à comprendre qu'ici j'échange dix heures de fatigue contre un kilo de pain tandis qu'au dehors, au milieu de mes camarades, j'échangerais deux heures contre deux kilos.

### *Le pire compromis.*

Staline s'est vanté bruyamment d'avoir fait un tournant à gauche en expulsant les koulaks et d'avoir remplacé le capitalisme des campagnes par le « socialisme ». Son compromis fut en réalité bien pire que celui de Boukharine avec les koulaks capitalistes.

Le compromis que Boukharine projetait, lui qui n'avait pas compris nombre de compromis géniaux de Lénine (paix avec les Allemands ; appui aux nationalités opprimées ; utilisation des spécialistes bourgeois contre hauts salaires, etc.), était un compromis à la Lénine. Ayant accumulé et concentré dans les campagnes le capital d'exercice commercial et financier éparpillé, le koulak aurait été ensuite chassé comme l'avaient été les Socialistes-Révolutionnaires dont Lénine avait dû accepter le programme anti-marxiste comme

un pont qu'il fallait franchir. Cette expropriation du koulak se serait réalisée dans le cadre historico-économique d'une agriculture à vastes entreprises capitalistes privées, qui constitue une base bien plus solide pour le socialisme qu'un réseau de petites entreprises familiales jouissant de la terre selon l'idéal des Socialistes-Révolutionnaires.

Le compromis de Boukharine pouvait donc se terminer comme ceux de Lénine, c'est-à-dire par l'élimination de l'adversaire, sans une dégénérescence donnant au parti prolétarien la méprisable fonction des partis petits-bourgeois opportunistes, plus dangereux que ceux de la grande bourgeoisie et que le fascisme. Le compromis de Staline, outre qu'il a détruit le potentiel du mot et de l'aspiration socialistes, a instauré une forme impure difficile à détruire.

Le kolkhose est une forme statique ou qui n'évolue que dans le sens d'une augmentation de la cupidité égoïste héréditaire : le capital coopératif s'y accumule non pour préparer la révolution prévue par Marx, mais pour favoriser la micro-richesse paysanne, basse et anti-sociale. Demain, l'Etat n'aura pas devant lui une tête à trancher pour socialiser la machine productive, mais une pieuvre aux mille centres vitaux impossibles à frapper tous.

Le compromis avec le koulak avait un contenu marxiste logique. Le compromis avec les kolkhosiens — bureaucratie spéculant sur eux ou pas — fut la vraie capitulation du glorieux bolchévisme.

### *Origines de la forme Kolkhose.*

La gestion collective de la terre a en Russie des origines très anciennes. Le « mir » était une collectivité de paysans serfs qui devait un tribut en travail ou en denrées au seigneur féodal, au tsar, à l'Etat ou à des communautés religieuses. Ce « mir » connaissait déjà une double forme d'exploitation : chaque famille avait sa petite « *ussadba* » (1), jardin potager où se trouve l'*isba*, la maison paysanne avec les réserves agricoles vives et mortes. La terre commune était périodiquement répartie en lots travaillés par une seule famille et sur lesquels elle récoltait en payant un tribut en argent (*obrok*) ou en travail servile sur la terre du seigneur (*barchtina*). Après la réforme de 1861, le rachat des serfs fut admis et il tendit à un lotissement stable des terres communes. Mais les paysans payèrent aux seigneurs des prix énormes qui les ruinèrent totalement. Ils tombèrent en partie au niveau de salariés industriels ou de journaliers agricoles, tandis que les formes collectives anciennes survivaient partiellement et qu'apparaissaient des paysans riches. En 1905, la réforme plus audacieuse de Stolypine ne réussit pas davantage à établir un régime d'entreprises individuelles sur toute la terre russe et à substituer des possessions stables à la vieille pratique du *nadiel*, ou répartition périodique des terres collectives. On admet qu'à la veille de la grande guerre un quart seulement des terres gérées collectivement avaient été transformées en propriétés stables.

---

(1) *Ussadba* : maison et ses dépendances ; par extension : propriété.

Après la révolution d'octobre, malgré l'invasion anarchique des paysans sur les terres arrachées aux nobles et aux bourgeois, il subsistait encore des exemples remarquables d'entreprises collectives issues des anciennes formes et qui engendrèrent les kolkhoses actuels.

Au temps du communisme de guerre et de la N.E.P., entre 1918 et 1925, trois types de gestion coopérative existaient, dans une mesure limitée il est vrai.

La *Société de culture collective* est une forme dans laquelle les cultivateurs apportent seulement une partie de leurs terres au groupe, et en outre leur travail et un capital, mais en conservant la propriété individuelle sur le capital apporté, aussi bien pour la répartition des produits qu'au cas où un membre se retirerait de la société.

Cette forme de travail en commun est temporaire ; c'est la moins collectivisée et la plus labile.

La *Commune agricole* doit au contraire être considérée comme la forme la plus avancée, même par rapport au kolkhose moderne qui a son origine dans la troisième forme, ou *artel*, nom de la corporation paysanne au moyen âge qui est interchangeable avec le terme « kolkhose » pour désigner la forme aujourd'hui dominante.

Dans la *Commune*, bien que théoriquement tout membre ait le droit de se retirer, la terre, le capital et le travail sont remis à la collectivité sans qu'il en reste rien à ses membres à titre individuel. Les produits sont également communs et distribués en parties égales, l'excédent sur les besoins servant à développer l'entreprise. C'est vers ce type que l'attention de Lénine fut constamment tournée. Dans la *Commune*, l'habitation et les repas sont communs ; toute forme, non seulement de propriété mais même d'usage individuel de la terre et toute prestation de travail salarié sont strictement interdits. Dans le statut de 1925, il était dit que « la commune agricole a le but d'élever le bien-être matériel et spirituel de ses membres au moyen de :

- 1° L'organisation et l'exploitation en commun de l'économie agricole par les sociétaires ;
- 2° La distribution égale de tous les produits du travail entre eux ;
- 3° La satisfaction en commun de tous leurs besoins ».

On peut donc dire que la *Commune agricole*, aujourd'hui disparue, réalisait une parfaite économie communiste *interne* ; le *sovkhose* en diffère en ce sens que non seulement la terre, mais tout le capital est propriété non pas de l'association, mais de l'Etat central. Mais ce caractère avancé est compensé par un caractère arriéré : les produits vont à l'Etat et le travailleur reçoit un salaire.

#### *Droits du kolkhosien.*

En nous rapportant au statut de 1935 de l'artel-kolkhose, forme intermé-

diaire qui a par la suite absorbé les deux formes extrêmes, les *Sociétés de culture en commun* et les *Communes*, nous rappellerons quelles sont les dotations individuelles et familiales permises au sociétaire. Ce sont : la maison d'habitation (en propriété héréditaire), un lopin de terre variant d'un quart à un demi hectare, et au maximum d'un hectare pour les terres les moins fertiles. Selon le statut-modèle sont aussi propriété privée « de chaque maison kolkhosienne » : « trois bovins dont une vache, une truie et ses petits, jusqu'à dix moutons et brebis, une quantité illimitée de volailles et de lapins, et jusqu'à vingt ruches. » Pour certaines régions les lois accordent des droits encore plus étendus. Dans un article de Pavlovsky dans les n<sup>os</sup> 1 et 2 de la « Culture soviétique » (1946), on parle d'une vache et de trois veaux, de deux truies avec leurs petits, mais pour les régions où l'élevage est très développé on arrive à 8-10 vaches, 100-105 moutons, 10 chevaux, 8 chameaux... Nous verrons l'importance de ces chiffres.

Du point de vue juridique, il y a quelques discordances entre les différents textes, ou peut-être leurs traductions. En substance, il s'agit d'une véritable droit de propriété privée sur la maison, le lopin de terre, le capital formé par les outils et les animaux. Le statut applique le terme de propriété à toutes ces dotations, tantôt référées à la « maison kolkhosienne », tantôt aux « membres de l'artel ». La constitution parle de droit de propriété personnelle sur la maison et sur le lopin, et au sujet de ce dernier, de « jouissance personnelle » ou « d'usufruit personnel ».

Mais comme pour le territoire que l'Etat attribue à un kolkhose donné on parle de « jouissance gratuite », « non limitée dans le temps » c'est-à-dire perpétuelle, il en va de même pour la « jouissance » de son lopin de terre par le kolkhosien. En effet, l'article 10 de la constitution garantit le droit de succession héréditaire (qui par définition est *perpétuel*) pour les biens suivants : « propriété personnelle sur les produits du travail et de l'épargne personnels, sur la maison d'habitation et l'entreprise familiale auxiliaire, sur les objets d'usage domestique et personnels, etc... »

C'est une vieille idée que « le socialisme ne détruit pas la propriété personnelle », mais c'est une mauvaise formule. La doctrine marxiste ne s'inscrit pas dans le « droit », parce que la doctrine du droit s'inscrit dans la théorie marxiste, dont elle n'est qu'un simple chapitre. Si on pouvait cependant donner une formule juridique de la société socialiste, ce serait la suivante : la société est immédiatement propriétaire de tous les produits du travail fourni par chacun de ses membres, qui n'exercent aucun droit sur ceux-ci. En restant dans les termes de la science juridique commune, nous affirmons que « jouissance gratuite et perpétuelle » égale pleine propriété. Ceci est également une vérité économique, et nous marxistes ne sommes pas les seuls à reconnaître que le droit naît de l'économie. La somme des rentes futures que rapportera un bien de disposition perpétuelle rapportées à aujourd'hui (en respectant totalement la théorie bourgeoise de l'intérêt composé) est égale à la valeur totale de ce bien. Seul le calcul d'un usufruit à terme donne un chiffre inférieur à la valeur-capital du bien et la différence est appelée « propriété » par les juristes. Mathématiquement, cela s'exprime de la façon suivante : l'intégrale

des fruits futurs d'un capital pendant une durée illimitée, dont chacun est réduit à sa valeur actuelle, est égale au capital lui-même.

Il en résulte que toute la valeur de la terre, des réserves et de tout ce qui est donné en jouissance illimitée à la famille kolkhosienne, est propriété privée, économie privée. Tout ce domaine est soustrait non seulement au socialisme, mais même au simple capitalisme d'Etat.

Au reste, dans la succession historique des modes de production, l'exploitation parcellaire du kolkhosien se trouve au-dessous du niveau du capitalisme privé, parce que le travail qui lui est appliqué n'est ni associé, ni salarié (cette forme ne se trouve que sur les terres coopératives du kolkhose). *Si bien qu'elle ne dépasse pas la seconde « phase » du tableau de Lénine : petite économie paysanne mercantile.*

### *Obligations du kolkhosien.*

Il s'agit maintenant de voir quel est le rapport entre le travail du kolkhosien comme travailleur associé et celui qu'il consacre à son lopin. Selon le statut, à son entrée au kolkhose ou lors de la formation de celui-ci, par le concours des anciennes entreprises individuelles, le futur membre apporte sa terre à l'association. Toutes les limites entre les champs privés sont effacées définitivement, sauf pour la zone que chaque famille participante (chaque *dvor* selon le terme traditionnel) conserve autour de sa maison. Quant aux réserves possédées par chaque adhérent, 50 à 70 % en sont inscrits dans les livres du kolkhose comme sa contribution ; le reste est versé à fonds perdu au capital indivisible du kolkhose. A ce fonds commun, chaque adhérent verse une taxe d'inscription de 20 à 40 roubles (de 1935). Tout individu apte au travail — homme ou femme — peut adhérer au kolkhose. Il ne ressort pas clairement des textes comment les enfants des kolkhosiens y adhèrent, si c'est au moment du mariage, ou à leur majorité, ni s'ils payent une taxe, ni comment ils reçoivent une nouvelle maison et un nouveau lopin : mais de l'augmentation de la population résulte la demande urgente de maisons kolkhosiennes dans ces dernières années. Le membre du kolkhose a le droit de le quitter et de retirer son capital personnel, mais non de garder son lopin individuel. L'expulsion est prévue pour les cas graves.

Pour le travail en commun, tous les membres du kolkhose sont regroupés en *brigades* affectées à des travaux divers ; elles comportent chacune une cinquantaine de personnes avec des spécialisations techniques diverses.

Le travail fourni par chacun est mesuré en *troudodien*, ou journées de travail, dont la valeur varie selon la capacité technique et le rendement général de la production, et d'une entreprise à l'autre. Elles sont consignées sur des livrets individuels par le chef de brigade. Naturellement, comme dans l'industrie, le système des primes avantage les plus zélés.

Avant le calcul final de ce qui revient au kolkhose et aux travailleurs, on fait les prélèvements pour les tiers. D'importantes quantités des différents produits, du blé en particulier, reviennent à l'Etat et sont payées au prix officiel qui est inférieur au prix du marché (2) : « Les livraisons obligatoires du kolkhose à l'Etat constituent, dit l'auteur russe plus haut cité, la forme la plus importante de taxation de l'entreprise agricole. » Jusqu'à la guerre, le pourcentage des livraisons était évalué, pour les années de bonne récolte, entre 12 et 15 % de la récolte. De plus, il faut verser à l'Etat le prix des semences avancées et de la location des machines et tracteurs aux stations d'Etat (2), souvent estimées en fraction du produit brut. On procède ensuite aux retenues pour la constitution des stocks normaux de semences et pour les fonds d'assistance et de prévoyance. Enfin, l'assemblée des kolkhosiens établit quelle partie du produit restant sera vendue sur le marché pour faire face aux dépensés de l'entreprise. Du produit net de ces ventes, obligatoires ou libres, on tire le revenu monétaire du kolkhose. Environ 20 % de celui-ci vont à un nouvel investissement de capital. Le reste de l'argent est distribué aux membres de l'artel en proportion des *troudodiens*. La fraction non vendue de la production est répartie en nature de la même façon.

Donc, ce que le kolkhosien retire de son travail associé revêt une forme qui participe à la fois du  *salaire*  (puisque la mesure de base est le temps de travail fourni pour un type donné d'activité technique) et du  *dividende* , du  *profit*  de la coopérative, et ceci en fonction de deux choses : l'apport initial de capital-réserves et de la quote-part souscrite, le temps de travail fourni.

### *Rapport entre kolkhose et Etat.*

Comme propriétaire de sa parcelle, le kolkhosien est socialement un petit exploitant direct ; comme membre de l'artel, il est en même temps un travailleur salarié et un actionnaire qui reçoit un profit d'entreprise.

Sous cette seconde forme, le kolkhose, qui est entrepreneur collectif, serait également propriétaire foncier (ou un usufruitier perpétuel, ce qui revient au même) si réellement il ne payait pas de rente à l'Etat, propriétaire théorique de toute la terre cultivée. Toutefois nous avons vu que l'Etat perçoit des versements tellement importants du kolkhose qu'ils ont le caractère d'un fort impôt. Mais puisque dans les pays bourgeois les propriétaires fonciers paient un impôt à l'Etat, il faut admettre que le kolkhose est non seulement un entrepreneur collectif, mais aussi un propriétaire foncier collectif. Si l'impôt atteignait des valeurs assez élevées pour qu'on puisse l'appeler rente, on pourrait dire que le kolkhose est fermier de l'Etat et lui paie une rente pour la terre de propriété publique.

---

(2) Notons que nous nous occupons ici du kolkhose tel qu'il fonctionnait avant les « réformes » de Krouchtchev. Les modifications apportées par ces réformes, ainsi surtout que leur portée sociale et économique seront examinées dans le dernier chapitre de ce travail.

Mais dans le rapport entre l'économie paysanne et l'Etat, nous devons opposer à ces livraisons obligatoires à l'Etat les charges de celui-ci à l'égard du kolkhose pour les travaux publics et mille services, tels que les transports, l'énergie, la presse, les écoles, les bibliothèques, les innombrables institutions d'assistance, etc. Le résultat final sera certainement, sinon un passif de l'Etat, du moins une rémunération par l'impôt de taux modique pour la protection de l'Etat aux paysans associés.

L'Etat, qui était en théorie la force politique de la classe ouvrière industrielle, préside en réalité à un transfert de valeurs et de plus-value de la classe ouvrière urbaine à la classe paysanne propriétaire (deux fois propriétaire : sous forme individuelle et sous forme associée), tout comme l'Etat bourgeois préside au transfert de plus-value de la classe prolétarienne à la classe des capitalistes et des propriétaires fonciers. Un Etat inspiré par des intérêts paysans menaçant ceux des prolétaires est l'allié de classe naturel des Etats capitalistes historiques du monde entier, même si son capital industriel paraît renfermé dans un compartiment étanche par rapport au capital financier international.

Des trois classes de la société bourgeoise modèle décrite par Marx, la classe ouvrière continue d'être la classe exploitée, la classe capitaliste est représentée par l'Etat administratif, non comme collègue de fonctionnaires de haut rang, mais comme *canal émulateur* pour les forces du capitalisme bourgeois extérieur. La classe des propriétaires fonciers a pris une forme *populiste* et non plus minoritaire ; elle se présente comme un consortium de consortiums paysans auquel revient une rente foncière élevée retranchée à la plus-value extorquée au producteur urbain dominé et exploité.

### *Maigre bilan agraire russe.*

Le rapide développement de l'industrie en Russie traduit la jeunesse du capitalisme russe qui atteint des indices fracassants sur le dos d'un prolétariat sous-rémunéré. A cette marche triomphante s'oppose l'évolution historique et économique beaucoup plus lente de la campagne russe.

Si l'on considère les chiffres de source soviétique qui concernent la surface totale et la surface cultivée, la population et enfin la population agricole entre la première guerre mondiale et aujourd'hui, on doit bien conclure qu'il n'y a eu aucune augmentation ni de la masse de la production agricole, ni du rendement, en dépit des importants capitaux investis dans les campagnes, pratiquement à fonds perdu. C'est là une répétition du drame de toute la civilisation bourgeoise moderne : tandis qu'il satisfait les besoins nouveaux croissants de produits manufacturés et de services variés qu'il suscite, le capitalisme ne sait ni ne peut élever de façon appréciable le niveau de l'alimentation au-dessus de ce qu'il a été pendant des millénaires, alors que la consommation alimentaire de vastes parties de l'humanité est encore au-dessous du minimum vital naturel.

Comme on sait, il n'y a plus aujourd'hui que deux classes en Russie du

point de vue de la population active. Depuis 1913, les ouvriers et employés seraient passés de 17 à 58 % de la population active totale, tandis que les paysans seraient tombés de 67 à 42 %. Admettons que ces chiffres, communiqués dans des discours officiels soient exacts. Nous relèverons qu'en 1913 67 paysans travaillaient pour nourrir 100 habitants, contre 42 aujourd'hui. En 1913, les paysans étaient surexploités et 33 non paysans, de nature sociale très hétérogène, mangeaient une fraction confortable de leur produit ; aujourd'hui, les 42 paysans produisent pour 100 habitants, mais ils consomment une fraction importante du produit et les 58 non paysans — qu'il serait heureux de pouvoir considérer comme socialement homogènes ! — mangent peu.

Seule cette explication est en accord avec le fait grave que *la production agricole n'a pas augmenté sensiblement plus que la population qui la consomme.*

### *Dotation de terres exploitées.*

Une grande partie du territoire russe est impropre à l'agriculture. Exception faite des bois, la surface exploitée, selon l'annuaire officiel soviétique de 1954, n'était que de 6.478.000 km<sup>2</sup>, soit les 27,3 % du territoire total. Les forêts constituent environ 43 % de la superficie totale, mais seulement 5.850.000 km<sup>2</sup> de celles-ci (26,2 %) sont accessibles à l'homme — nous ne dirons pas au cultivateur (3).

La Russie n'ensemence que 195 millions d'hectares contre 18,6 millions en France, c'est-à-dire seulement 11 fois plus environ, bien que sa superficie totale soit 40 fois plus grande. Mais la Russie possède des « terres vierges » qui n'existent pas en Europe.

La densité de la population influe sur le rapport. Un hectare ensemencé doit nourrir 2,4 personnes en France et une seulement en Russie. Evidemment, étant donné qu'en plus la proportion de la population active dans l'agriculture française est notablement plus faible, c'est la productivité supérieure de celle-ci qui le permet.

Si nous considérons toute la terre exploitée, chaque hectare doit nourrir 1,3 personne en France, et seulement 0,37 personne en Russie. L'agriculture russe a donc un bas rendement, comme c'est d'ailleurs bien connu. Considérons l'évolution historique des surfaces ensemencées, en céréales en particulier :

	Surface ensemencée	Ensemencée en céréales
1913 .....	105 millions d'ha	94,4 millions d'ha
1958 .....	195 millions d'ha	128 millions d'ha (1956)

(3) Voici les chiffres correspondants pour la France, afin de permettre la comparaison. Superficie totale : 552 000 km<sup>2</sup> ; superficie exploitée : 337 000 km<sup>2</sup> (sans les bois et forêts), soit 69,5 % du territoire total. Les forêts constituent 20,6 % seulement du territoire total.

L'augmentation à donc été de 85,5 % pour la surface ensemencée totale, mais seulement de 35 % pour les céréales. Etant donné que la population a augmenté dans le même laps de temps de 32 %, on marque le pas.

### *Production de céréales.*

La statistique russe est habile à dissimuler les catastrophes de la production agricole. Toutefois, sur la base des données officielles et en y intégrant divers démentis ou rectifications fournis au cours de discours de congrès, nous pouvons construire le tableau suivant de la production céréalière :

Années	Superficie millions de km <sup>2</sup>	Population millions d'habitants	Surface ensemencée millions d'ha	Surface céréalière millions d'ha	Récolte millions de quintaux	Céréales par tête (quintaux)
1913	22,3	159	105	94,4	801	5,1
1928	21,2	147	113	92,2	733	5,0
1937	21,2	171	135,3	104,5	1203	7,0
1940	21,2	175	150,4	110,5	1188	6,7
1950	22,4	184	146,3	102,9	1160	6,3
1955	22,4	200	185,9	126,4	1500	7,5
1958	22,4	210	195	—	1365	6,6

Ces chiffres indiquent une augmentation totale de la production de 70 % par rapport à l'époque tsariste, mais de seulement 29 % par tête d'habitant en raison de l'augmentation de la population, soit 0,6 % par an en moyenne. On trouve à peu près le même rythme d'augmentation pour l'agriculture italienne qui ne dispose pas de terres vierges et pratique une culture plus intensive et plus évoluée.

Il faut noter que les sources russes ne fournissent pas les chiffres pour les années de chute catastrophique : 1920, 1932 et 1945, mais on voit que la production par tête d'habitant est nettement tombée non seulement après la révolution, mais aussi après la seconde guerre mondiale, bien qu'il y ait eu une reprise dès 1950.

Toute l'augmentation des surfaces ensemencées en céréales et des récoltes est donc à attribuer à la conquête de nouvelles terres et non pas aux avantages de la réforme agraire réalisée en faveur des kolkhoses.

Mais sur l'histoire de l'agriculture russe, il faut relever d'autres points. A l'époque tsariste, la population consommait peu de céréales pauvres tel que le seigle et le mil et peu de blé, puisqu'il était exporté. Après la révolution, les paysans ont gardé le blé dont ils n'ont cédé qu'une petite partie aux villes, d'abord par la contrainte, ensuite à des prix commerciaux. Avec la réforme

kolkhosienne, la consommation directe de blé et plus encore d'aliments riches s'est encore accrue.

La situation du prolétariat urbain s'est donc aggravée. Une conception puéride attribue le phénomène aux méfaits des dirigeants politiques et des grands bureaucrates. L'explication marxiste est que tout l'avantage va à la classe paysanne. L'égalité, dans les villes ou à la campagne est une sottise : c'est le rapport entre les secteurs qui importe.

### *Les deux faces du kolkhose.*

En 1956, sur un total de 194,7 millions d'hectares exploités, 35,2 l'étaient par les sovkhoses et 157,8 par les kolkhoses. Une partie négligeable du territoire était aux mains des paysans individuels, des usines, etc... Nous constatons donc que 18 % de l'agriculture russe sont gérés par l'Etat et 81 % par les kolkhoses. Il est donc bien évident que la forme kolkhosienne prévaut largement en Russie sur toute autre, ancienne ou nouvelle : l'exploitation individuelle a disparu et l'exploitation d'Etat est largement minoritaire par rapport à l'exploitation coopérative. Il est plus difficile de connaître le rapport entre l'économie des parcelles individuelles des kolkhosiens et l'économie associée du kolkhose : on ne peut faire que des inductions.

La comparaison entre les surfaces officiellement attribuées aux familles kolkhosiennes et au kolkhose donne peu de résultats. Il est clair que les parcelles familiales sont de beaucoup plus fertiles et mieux cultivées que les terres des kolkhoses à culture extensive et à pâturage. La statistique de 1956 nous apprend que sur les 157,8 millions d'hectares exploités par les kolkhoses, 5,65 seulement sont répartis entre les familles, soit 3,6 %. Pour les terres à céréales, la proportion tomberait à moins de 2 % (les kolkhosiens peuvent recevoir le blé du stock de la coopérative et préfèrent se livrer à des cultures plus rémunératrices sur leurs parcelles). On pourrait donc nous objecter que l'affirmation selon laquelle la Russie est le domaine de la culture parcellaire est démentie par les chiffres. Que sont ces misérables 5,65 hectares parcelés face aux 194,7 millions d'hectares cultivés, et les 1,64 millions d'hectares à céréales contre les 128,3 millions de toute la Russie ?

Voyons tout d'abord une autre statistique officielle : le recensement de la terre à la date du 1<sup>er</sup> novembre 1940. Elle concerne les 22,3 millions de km<sup>2</sup> du territoire national, dont 12,8 sont à la disposition de l'Etat sous forme de bois, de friches, de steppes et de toundras non attribués. Il reste 917,3 millions d'hectares, dont 136,8 appartiennent aux sovkhoses et 809,2 aux kolkhoses, c'est-à-dire 6 fois plus. Si on passe aux terres cultivées, les chiffres sont respectivement de 88 et 369 : rapport de 1 à 4,5. Pour les terres arables, y compris celles qui sont au repos, on a 30,5 et 188,3 : rapport de 1 à 6 encore. Enfin, pour les terres ensemencées, on a 28,0 à 176 : rapport de 1 à 6,3.

Selon ces quatre catégories décroissantes, les terres remises aux familles par rapport à celles des kolkhoses sont : 7,5 millions d'hectares, contre 801,7 au kolkhose, soit 1 % ; 6,9 contre 389,7, soit 2 % ; 6,3 contre 182 : 3 % ; 6,3 contre 129,6 : 3,72 %.

Officiellement donc, il semble bien établi que la terre des kolkhoses est cultivée en commun à raison de 96 % et par familles à raison de 4 %. Pouvons-nous être sûrs de ces chiffres ? Pouvons-nous être sûrs qu'aucun kolkhosien ne se hasarde à se faire attribuer, même à titre temporaire ou saisonnier, une terre à cultiver par lui, comme il était de tradition dans le *nadiel*, en dehors de la parcelle dont il est le propriétaire absolu ? Pouvons-nous être sûrs qu'il ne s'arrange pas avec l'administration du kolkhose pour se faire attribuer de la terre en supplément à titre de fermier ou de métayer ? Nous pensons au contraire que cela se pratique sur une large échelle, bien que dans la statistique officielle les terres ainsi attribuées restent gérées par la coopérative kolkhosienne.

Quel est le nombre des kolkhosiens ? Les chiffres ne sont pas très explicites là-dessus. En 1938 il y avait 18,5 millions de familles kolkhosiennes avec une composition moyenne de 4,8 membres, soit une population totale de 89 millions : 80 % de la population paysanne et 52 % de la population totale.

Selon le *Statut*, chaque famille devait avoir d'un quart à une moitié d'hectare, et dans certaines régions jusqu'à un hectare. La superficie de l'*ussadba* devait donc s'élever de 4,65 à 9,25 millions d'hectares. Et en tenant compte des régions spéciales pas moins de 10 à 12 millions d'hectares en 1938. La statistique de 1940 que nous avons tout d'abord utilisée ne donnait que 4,5 millions. Lequel des deux chiffres est le plus vraisemblable ? Le kolkhosien serait-il spolié au profit de l'artel qui en défend l'égoïsme ou a-t-on fait mentir les statistiques ?

Nous avons ensuite les données plus récentes de 1956 : 150 millions d'hectares ensemencés par les kolkhoses ; 85,7 millions de paysans répartis en 19,7 millions de familles, dont la composition moyenne est tombée à 4,4. La statistique nous dit que les parcelles couvrent un total de 5,79 millions d'hectares et seraient donc de 0,30 hectare par famille. Nous en déduisons ceci : le relevé des parcelles familiales n'a pas été fait, mais la superficie totale a été déduite de leur nombre en admettant qu'elles ne dépassaient pas le minimum constitutionnel d'un quart d'hectare. Mais elle ne peut pas ne pas atteindre 20 millions d'hectares au moins, soit le sixième environ des terres du kolkhose.

### *La tragédie de l'élevage.*

L'indice des céréales est celui qui tourne le moins au déshonneur de la pauvre agriculture soviétique. Les plaintes officielles concernent les pommes de terre, les légumes, mais surtout le bétail, la viande, les œufs, le lait, etc...

Plus que l'indice de la surface possédée, c'est celui du bétail qui montre l'importance de l'économie parcellaire par rapport à l'économie collective au sein du kolkhose et dans le pays. En 1953 les bovins et en particulier les vaches étaient encore très au-dessous du niveau de 1916, et seuls les porcs et les ovins avaient un peu dépassé ce chiffre. Pour les chevaux, le rapport était catastrophique : 15,3 millions en 1953 contre 38,2 millions en 1916, soit moins de la

moitié. On restait donc au niveau de 1934, année de grande mortalité du bétail due à la « collectivisation » stalinienne. Or il est bien connu que l'élevage est l'indice sûr du degré de développement agricole.

Nous donnons dans le tableau ci-dessous les données concernant le cheptel pour les années 1916 et 1960 :

	Cheptel productif (millions de têtes)		Indice du cheptel productif par tête d'habitant (1916 = 100)		
	1916	1960	1916	1960	Variations en %
BOVINS	58,8	75,8	100	82	— 18 %
VACHES	28,8	34,8	100	77	— 23 %
PORCS	23,0	58,6	100	163	+ 63 %
MOUTONS et CHEVRES	96,3	132,9	100	98	— 2 %

Un simple coup d'œil à notre tableau donne une idée de la situation désastreuse de l'élevage russe. Si l'on considère, non pas les chiffres globaux, mais l'indice du cheptel par habitant, on voit que, sauf pour ce qui concerne l'élevage des porcs, *la situation est pire aujourd'hui qu'en 1916* (et les résultats seraient encore plus catastrophiques si l'on pouvait comparer avec les données de 1913, que la statistique russe se garde bien de donner pour l'élevage !).

Mais ce n'est pas seulement la grave décadence de l'agriculture russe qui nous intéresse dans la mesure où elle dément toutes les apologies de la forme kolkhosiennne, c'est la répartition du bétail entre les kolkhoses et les petits lots familiaux, qui permet de démontrer que l'agriculture russe est profondément marquée par le caractère parcellaire de l'exploitation.

En 1956, les familles kolkhosiennes avaient 44,4 % du bétail des kolkhoses, et 34,4 % de celui de tout le pays. Nous n'ajoutons pas à ce chiffre, comme nous devrions cependant le faire, les têtes de bétail possédées par les ouvriers et les employés qui représentent encore 1,6 %, puisque les grandes fermes n'en possèdent, entre sovkhoses et kolkhoses que les 54 %.

Pour les vaches laitières, seulement les 38 % du nombre total appartiennent aux grandes entreprises, tandis que les parcelles en possèdent les 62 %. Les kolkhosiens possèdent 39,2 % des porcs du kolkhose et 28,8 % du total ; pour les moutons, on a respectivement 22 % et 18,6 %. C'est le seul élevage pour lequel les sovkhoses disposent des 66 % du total. C'est qu'il s'agit d'un élevage de type industriel alimentant les filatures. Dans un pays aussi froid, la laine vient de l'Etat.

Nous ne disposons pas de données aussi détaillées pour 1960 ; nous pouvons cependant donner la part des parcelles dans l'élevage *total* : pour les bovins 33 % du total sont élevés sur les parcelles familiales ; pour les vaches 48 % (la moitié !) ; pour les porcs 31 %, pour les moutons 22 %.

Krouchtchev, s'il incite les coopératives kolkhosiennes à produire davantage de viande, de lait et d'œufs, répète instamment qu'il faut intéresser matériellement les kolkhosiens privés aux résultats, afin qu'ils ne sabotent pas les efforts des kolkhoses. Il cite Lénine qui disait, en 1921, que du fait du peu de culture et du peu de maturité de classe de la paysannerie on doit pendant l'époque de transition s'appuyer sur son intérêt économique subjectif et non pas sur son enthousiasme. Voilà donc les résultats de 40 ans de « socialisme kolkhosien » : la nature sociale des petits producteurs n'a pas changé ! Naturellement ici Krouchtchev dit la vérité. La différence est qu'il parle de la campagne « socialiste », tandis que Lénine expliquait qu'elle était *très au-dessous du niveau du capitalisme*. Il en va de même aujourd'hui.

En conclusion, nous dirons que pour l'élevage des vaches, des porcs, des moutons, des lapins et de la volaille, l'économie parcellaire et familiale au sein du kolkhose écrase l'économie coopérative qui, elle aussi, est une forme privée et anti-socialiste par la mentalité qu'elle engendre et le conflit d'égoïsmes qui oppose les kolkhoses entre eux.

Nous avons donc établi deux thèses : dans l'agriculture russe, à côté d'un secteur de capitalisme d'Etat (sovkhoses) largement minoritaire, s'épanouit, au sein d'une forme hybride et peu productive, un secteur de capitalisme privé (le kolkhose sous son aspect coopératif) et un secteur d'économie parcellaire, *sous-capitaliste* (le lopin individuel), qui pèse lourdement sur toute l'agriculture soviétique du point de vue social comme du point de vue économique. La campagne russe n'est en rien socialiste ; elle est *individualiste*, que l'on considère les grandes entreprises ou la gestion familiale. De ce fait l'agriculture russe est misérable et marche à reculons, plus encore que dans les pays capitalistes occidentaux : belle émulation dans la banqueroute agraire !

## LA GAUCHE INTROUVABLE...

L'indécence des démocrates dans leur lutte de dernière heure « contre le gouvernement » avant la conclusion des accords avec le F.L.N. a été poussée à tel point qu'il s'est trouvé un démocrate pour s'en apercevoir et même pour le dire. En s'excusant de son audace, l'hebdomadaire *l'Express* publiait son article dans son numéro du 15/2/62 sous le titre : « *Fallait-il manifester ?* » (Si vous tenez à le savoir, l'auteur était M. Jean Cau qui récemment s'est également illustré dans les belles-lettres) : Les collaborateurs de cette feuille, unanimes, étaient, Dieu merci, en complet désaccord ! Pourquoi publier, alors ? Eh bien, il paraît que dans le marais démocratique, pas mal de gens pensent de la même façon, « sans pousser aussi violemment l'argumentation », en gens bien élevés qu'ils sont.

Voyons donc ces choses « violentes » et jusqu'à quel point elles le sont. Tout d'abord l'auteur démontre, en déployant des trésors de sagacité ce que le premier ouvrier venu (à condition qu'il ne soit pas de « l'avant-garde démocratique ») sent fort bien tout seul : l'O.A.S. n'est pas si redoutable que vous croyez ; elle n'a guère d'avenir historique. Mais la démonstration est laborieuse au point, que pour la faire, notre démocrate se sent obligé de se métamorphoser au préalable en Salan, de se mettre dans sa peau pour mieux percer à jour ses calculs. Ceci fait, et redevenu lui-même, il pose enfin la grave question qui l'intéressait et qui, après la bastonnade, doit aussi intéresser nombre de démocrates « sérieux » et pondérés : *fallait-il manifester ?* Citons cet homme étonnant : « *Donc, des organisations de gauche invitent à manifester contre l'O.A.S. Le gouvernement... interdit cette manifestation. Autrement dit, il déclare implicitement à la Gauche : Foutez-moi la paix... Puisque vous n'avez pas su faire votre affaire de la paix en Algérie, silence !... (La Gauche) manifestera QUAND MEME. Résultat : huit morts ! Alors je dis que ces manifestants sont morts dans une situation et pour des raisons complètement brouillées et hélas terriblement louches...* » « *Huit morts, et le gouvernement ne tom-*

*bera pas* », et la gauche restera ce qu'elle est « *notre tuberculeuse nationale* » « *à l'agonie soigneusement entretenue* ». En d'autres termes : De Gaulle nous a soufflé la paix ; mais comprenez donc que pour l'homme vulgaire, ce sont, hélas, les faits qui comptent, et non les intentions ! Votre manifestation du 8 février, c'était idiot, puisque De Gaulle nous a soufflé la paix. Vous êtes responsables des huit morts, mais ils ne vous rapporteront que dalle ! Ou, à la façon de Talleyrand : *Ce fut pire qu'un crime, ce fut une faute !* On comprend que la gauche ait été littéralement révoltée d'un cynisme pareil...

Elle le fut d'autant plus — un vent de fureur souffla dans les colonnes de ses journaux — que la conclusion, pour être individuelle, n'en était pas moins inquiétante : « *Pour moi, je ne suis pas allé manifester derrière Thorez. Non plus derrière M. Guy Mollet. Et je n'irai pas. Et je n'irai jamais.* » « Mais c'est un déserteur, un capitularde, ce gars-là, regardez-le s'écraser devant De Gaulle » s'est-on écrit chez les démocrates venimeux qui, quand ils se font rosser, hurlent toujours : « On nous a trahis ! » (On sait que l'espèce est particulièrement répandue dans les rangs du P.C.F. qui, n'étant jamais qu'un rallié au démocratisme bourgeois — à l'origine, il était communiste —, est bien obligé de soupçonner tout le monde, puisque personne n'a confiance en lui...) Bref, surmontant toutes les ambiguïtés, les démocrates en colère nous ont donné enfin une définition : un gaulliste, c'est un homme de gauche qui ne manifeste jamais.

Notre démocrate lucide capitule-t-il vraiment ? Ou ne capitule-t-il pas ? Diable, c'est ambigu — les deux à la fois. Ecoutons-le encore, ça en vaut la peine. « *Si la Gauche danse sur le cadavre de la guerre d'Algérie en se vantant de l'avoir tuée, elle mentira, et ses mensonges lui prépareront un singulier avenir. Les faits aujourd'hui, les ELECTEURS (c'est nous qui soulignons) demain, verseront sur sa pauvre tête des douches affreusement glacées. Parlons de cette gauche (P.C., P.S.U., C.F.T.C., C.G.T.,*

S.F.I.O.). De quoi fut-elle capable hier ? D'aller porter en terre, le 28 mai, la IV<sup>e</sup> République. De quoi est-elle capable aujourd'hui ? De faire de très imposantes funérailles aux morts du 8 février. » Un démocrate qui a perdu à ce point ses illusions, est-ce toujours un démocrate ? « Pensez-vous c'est un gaulliste ! » réplique rageusement le démocrate illusionniste qui, bien entendu, ne veut pas s'entendre dire des abominations pareilles. D'où seconde définition : un gaulliste, c'est un démocrate désillusionné.

Mais poursuivons : « Et après ?... Huit morts et des obsèques ne changeront ni ses structures inadaptées, ni ses états-majors aux yeux vides et éternellement fixés sur la ligne bleue des élections. » S'agirait-il de renoncer à l'électoratisme, à ces campagnes politiques qui agrémentent si heureusement la morne atmosphère de notre belle galère nationale ? Mais alors, ce serait du fascisme en plein ! Qu'on se rassure. Jean Cau qui évoquait tout à l'heure en frissonnant les « douches glacées » électorales de demain, n'empêche personne de regarder la ligne bleue ! Seulement, il ne veut pas que ce soit « avec des yeux vides » !

« La Gauche, l'émotion fondue dans la cascade d'événements qui nous assaillent, (c'est le cas de le dire ! N.D.R.) se retrouvera coincée comme devant, et embarquée avec ses divisions profondes et ses unions irrémédiablement fêlées sur ce navire dont nous savons par quels consentements De Gaulle en devint le capitaine » (lui, il a dû voter NON au fameux référendum, et ça lui suffit pour se sentir l'âme en paix : mais alors..., c'est un « communiste » ! N.D.R.). Mais j'avouerai que la Gauche française, à défaut de doctrines, de chefs (eh, eh ! il y a seulement dix ans, ils faisaient encore bien l'affaire ! N.D.R.) et de lucidité (mais le monde est si équivoque ! N.D.R.) a gardé un remarquable flair électoral (quelque chose d'électoral, il y a en effet... N.D.R.). Le train de la paix entrant peut-être en gare, c'est la ruée. On se pousse, on s'écrase pour y monter. Rare et amer spectacle pour mon goût (mais pas du tout pour celui des révolutionnaires N.D.R.) de voir M. Guy Mollet par exemple rappliquer avec ses valises et s'écrier un peu essoufflé tout de même : Hep ! Psst ! Attendez que je grimpe ! N'arrivez pas sans moi. » Il ne manifeste jamais, mais il est terrible, cet homme-là !

« Que faire ?... Ne point croire que notre gauche anémique va en huit jours rajeunir de trente ans... ensuite, le plus urgent tra-

vail aujourd'hui consiste à « nettoyer » (ah, encore un épurateur N.D.R.) et pour tout dire, à détruire et à raser des ruines (il faudrait savoir ! N.D.R.). IL FAUT QU'UNE CERTAINE GAUCHE MODELE 1962 MEURE A JAMAIS DE SES ERREURS SI NOUS VOULONS QU'UNE AUTRE GAUCHE VIENNE AU MONDE. »

Vous voyez bien qu'il ne renonce pas ! Il vous crie seulement, ô démocrates : « Camarades, place aux jeunes, ou nous sommes tous foutus ! » Entendant un cri d'angoisse semblable, un jour, un camarade à nous, c'est-à-dire un révolutionnaire, répondit simplement : « L'infamie n'a pas d'âge. »

L'impuissance non plus. Que la gauche soit « coincée » c'est certain. Mais entre quoi et quoi ? Pour le savoir, nous n'avons nul besoin de nous « métamorphoser » ni de nous mettre dans les peaux peu ragoutantes de Thorez, Guy Mollet ou même de « gens de gauche » moins rances, à la façon de Jean Cau. Nous n'avons nul besoin de crier : « Esprit es-tu là ? », pour comprendre leur mentalité, et encore moins percer à jour leurs « calculs » qui ne nous intéressent en aucune façon. Tout cela, c'est le déterminisme marxiste qui nous le dit. La gauche, le démocrate est l'expression politique typique des classes moyennes, socialement « coincées » entre le Capital et le Proletariat. C'est pourquoi être démocrate, c'est osciller continuellement entre le mécontentement à l'égard des « monopoles » et la peur, non seulement de la révolution, mais du moindre pas en avant vers l'affrontement décisif des deux classes fondamentales : la bourgeoisie et le prolétariat. C'est pourquoi, être de gauche, c'est se sentir déchiré entre les impératifs réels de la Nation (« structure » totalement « inadaptée » — au socialisme — pour reprendre à bon escient le jugement que Jean Cau porte sur... la gauche !) dont on est le meilleur citoyen et les impératifs imaginaires de sa conscience propre de petit-bourgeois. Mais qu'est-ce qui doit nécessairement l'emporter, de la réalité ou de l'imagination ? C'est De Gaulle, l'homme des « monopoles », et non pas ces bons démocrates qui ont continuellement soutenu les gouvernements qui faisaient la guerre coloniale (Nation = impérialisme), tout en répétant sur tous les tons que c'était une très mauvaise action de ne pas respecter le droit des peuples. Et voilà pourquoi M. Jean Cau est obligé de constater aujourd'hui : la paix, De Gaulle nous l'a soufflée ! Mais quand il ajoute : il n'y a pas à revenir

là-dessus, si on veut repartir du pied gauche, il trahit non seulement le culot habituel aux démocrates mais l'étendue des illusions qui lui restent et c'est pourquoi nous disons aux démocrates qui voudraient le flétrir : laissez-le donc, il est bien des vôtres ! Lui, et tous ceux qui pourraient bien se rallier à son panache.

Dans la fougue et l'inexpérience de la jeunesse (si on pense aux Thorez ou aux Mollet !), Jean Cau se croit terriblement audacieux parce qu'il dit à quatre vieillards : ne rêvez donc pas de revenir à trente ans en arrière ! (Et il n'y a pas que lui qui le croit...) Que s'est-il donc passé de si glorieux pour la gauche petite-bourgeoise, il y a trente ans ? L'histoire n'en a pas gardé le souvenir (entre temps, il y a eu la guerre mondiale !), mais on lit dans le « terrible » article qu'en « 1932 », il y eut une manifestation qui fit huit morts, comme celle du 8 février, mais qui fit aussi tomber le gouvernement ! Il y a trente ans, la gauche a réussi à faire tomber un gouvernement ? On comprend qu'elle considère cela comme une date mémorable. Maintenant qu'on en parle, nous nous souvenons, en effet, que le 27 février, M. André Wurmser, collaborateur de *France-Nouvelle*, s'écriait dans ses « Comptes du mois » (mais alors, la chose s'est passée en 1934, et non en 1932) : « *Tous les vingt-huit ans, au mois de février, je crie : le fascisme ne passera pas !* » Il y a vingt-huit ans, le gouvernement en tomba donc ? Cette année, il a fait la sourde oreille. Grandeur et décadence des démocrates — et des renégats du communisme !

Qu'un vieillard aussi exalté agace les jeunes générations, on le comprend d'autant mieux qu'il a beau être c... à souhait, il s'intitule « communiste », ce qui marque mal : les voilà bien les « unions irrémédiablement fêlées » ! On comprend beaucoup moins que M. Jean Cau se croit lui terriblement intelligent, simplement parce que les « monopoles » pharmaceutiques ne la lui faisant pas, à lui, il a compris que « même si on donne de l'Apiserum à un vieillard, il reste un vieillard », visant en cela non pas M. Wurmser en particulier, mais la Gauche en général. Car finalement, que propose-t-il ? D'encaisser sportivement la défaite dans la question algérienne, de ne surtout plus parler de ça (voyez donc cet homme de courage !) POUR MIEUX SE PREPARER « aux actions, aux batailles (?) aux TACTIQUES correspondant aux circonstances d'après la guerre en Algérie ». Autre-

ment dit, pour l'avenir : « *Tous les vingt-huit ans, au mois de février, je la ferme !* » Un démocrate aussi modeste, aussi raisonnable est-il encore un démocrate ? Indignés, tous les vieux de la vieille s'écrient : « Ça nous ferait mal ! Un rallié du gaullisme, oui ! D'où troisième définition : un gaulliste est un démocrate qui la boucle devant plus fort que soi. Si, par dessus le marché, tels sont aussi les Jeunes Démocrates, pas étonnant que le camp démocratique n'arrête pas de soupirer : « Dieu seul sait ce que l'avenir nous réserve ! » De décadence en décadence...

Les Jeunes Démocrates peuvent bien s'imaginer que s'ils réussissent seulement à secouer le cocotier auquel les vieux chefs aux yeux vides s'accrochent désespérément, ils auraient « détruit et rasé » la misérable ruine que la Gauche démocratique est devenue, comme elle le reconnaît elle-même par leur bouche. Ils peuvent bien s'imaginer qu'une nouvelle gauche pourrait alors resurgir, car bien loin d'être aussi « terriblement intelligents » qu'ils le croient, ils restent des petits-bourgeois démocrates.

Ils se trompent : la Gauche dont ils rêvent est une Gauche introuvable. Sa seule base sociale possible, c'est la petite-bourgeoisie, car les ouvriers en ont fini avec les nostalgies démocratiques. C'est pourquoi elle ne trouvera ni « doctrines » ni « chefs » nouveaux pour se survivre, car cette petite-bourgeoisie est condamnée à la mort sociale. C'est pourquoi aussi, par la bouche de M. Jean Cau, elle se condamne elle-même au silence et à l'immobilité au moment même où elle parle de renouvellement, de résurrection miraculeuse.

« Que faire ? » Ou la Gauche continuera son ramage étourdi, et elle recevra de nouveau des coups, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Ou bien, si elle se refuse absolument à quitter la scène, elle devra abdiquer totalement, jusqu'à ne plus se distinguer en rien de son « adversaire ». Ou bien alors, elle quittera le théâtre dans une attitude noblement poétique, à la façon du vieil Hugo, quand il partit pour l'exil :

*Devant les trahisons et les têtes courbées  
Je croiserai les bras, indigné mais serein  
Sombre fidélité pour les choses tombées.  
Sois ma force, et ma joie et mon pilier  
[d'airain !*

Que peut bien faire l'impuissance, si ce n'est rêver de... « piliers d'airain » ?

## « COMMENT L'ALLEMAGNE EST DEVENUE FOLLE »

Incapable de combattre le capitalisme, mais jamais résignée à se laisser écraser par lui ; incapable d'embrasser la cause du socialisme prolétarien, mais jamais capable de se passer de l'appui des ouvriers, la petite-bourgeoise ne lutte jamais contre le pouvoir du Capital, mais est le plus souvent mécontente du gouvernement. La vision générale qu'elle se fait de la vie politique est en conséquence la suivante : d'une part, la Nation, de l'autre, le pouvoir légal, qui présente à ses yeux l'ambiguïté foncière d'être l'émanation de la volonté populaire d'une part, et de l'autre, le plus souvent, l'instrument des puissances de ce monde. Que survienne un troisième larron dans ce drame à deux personnages (ou à trois ?) — une puissance obscure « conspirant contre l'avenir » comme l'écrivait récemment un crétin qui s'intitule tranquillement communiste —, la voilà perdue : elle ne sait plus si les personnages du drame qu'elle vit perpétuellement en tant que classe moyenne menacée de toutes parts, sont devenus trois ou bien quatre, ou cent ou mille, et son inquiétude n'en est que plus grande. Cependant, le schéma est généralement le suivant : ou le Peuple se lève contre la « puissance obscure », l'opposition illégale ou simplement illégitime et alors tout est sauvé ; ou il ne se lève pas et alors tout est perdu, car allez donc faire confiance à un Gouvernement !

C'est bien entendu ce schéma que l'on retrouve avec mille nuances diverses (sans cela, où serait la « liberté de pensée » ?) dans les réactions de la Gauche au phénomène de l'O.A.S. Mais au moment même où elle se vante de la « puissance » des manifestations qu'elle a organisées contre l'O.A.S. ; au moment même où elle espère que, la paix venue, l'O.A.S. rentrera dans l'ordre, l'angoisse l'étreint. Car l'O.A.S. lui a administré la preuve que la France généreuse elle-même n'est pas à l'abri de la délinquance fasciste. Et, comble de désillusion, le gouvernement gaulliste lui a également prouvé, des « journées » d'octobre à celles de décembre et enfin du 8 février, qu'on peut tout à la fois émaner de la volonté populaire et frapper ferme sur le peuple, tout comme un vulgaire « pouvoir fasciste ». Or, elle n'est pas si sûre de la Nation qu'elle veut bien le dire, car pratiquement les ouvriers n'ont pas bougé, dans cette affaire. Et alors, hantée par des souvenirs sinistres, elle s'en va chercher dans l'étude

de l'histoire « comment l'Allemagne est devenue folle » (1) afin « d'empêcher que la France, demain, le devienne à son tour. Le malheur pour elle, c'est qu'elle ne trouve bien entendu dans l'histoire de l'Allemagne que le schéma petit-bourgeois avec lequel elle la lit : la Nation allemande ne s'est pas levée contre le monstre hitlérien, la Nation a failli.

Et comme la Gauche est admirablement sûre d'elle-même, tant pour aujourd'hui que pour demain, elle se dit que si demain pareille défection devait se reproduire, ce ne pourrait être que la faute des ouvriers. Ce qu'elle veut, c'est convaincre la classe ouvrière de maintenir son alliance avec elle, classe moyenne, la menaçant des malheurs même les plus invraisemblables si elle ne le fait pas. Le seul fait que la Gauche éprouve ce besoin démontre que cette alliance s'est déjà relâchée. Mais l'effet de la chose, c'est qu'en France, personne (ni le pouvoir, ni la fraction de la petite-bourgeoisie qui est avec lui, ni enfin les ouvriers inorganisés) n'a aussi mal compris qu'elle la portée réelle des agitations O.A.S. Si bien que De Gaulle a eu raison de dire que les meurtres et les destructions de l'O.A.S. ne provoquaient « quelques alarmes » (il savait que l'alarme était sur-

1) Titre du livre d'un certain William S. Shirer, consacré à l'histoire de l'Allemagne national-socialiste. *L'Express*, hebdomadaire démocrate en a « entrepris et poursuivi la publication pendant quatorze semaines en contradiction avec toutes les conventions qui sont de règle dans la presse et l'édition ». Pourquoi ce mépris soudain des conventions ? Parce que *L'Express* considérait comme un devoir urgent, en ces temps troublés, de faire comprendre aux Français qu'Hitler « n'eût été qu'un bon agitateur nationaliste s'il n'avait pas bénéficié peu à peu de la complicité active ou passive, délibérée ou inconsciente de l'Armée, des Eglises, du grand capital, DE PRESQUE TOUS LES APPAREILS DES PARTIS POLITIQUES », bref, d'immuniser par la seule force de la « science » les citoyens de ce pays contre un terrible virus. S'il n'y a pas d'illusions à se faire sur les effets de pareilles « vaccinations », il est d'ores et déjà certain que, du coup, « la vente du livre s'effectue à la cadence de 1.000 exemplaires par semaine », alors qu'on avait cru le marché déjà saturé avec 27.000 exemplaires vendus.

*faite*, pour des raisons électorales évidentes) en France que « dans certains milieux restreints ». Ces « milieux restreints », qui étaient-ils, sinon cette Gauche qui se pique de sa culture historique ? Misère de « l'intelligence » !

L'alliance funeste entre prolétariat et classe moyenne s'est relâchée, en effet, car quelles qu'aient été les vantardises de la Gauche sur la puissance de ses manifestations, quel qu'ait été le soulagement déliant qu'elle a montré après les obsèques des victimes du 8 février, les masses profondes de la classe ouvrière n'ont pas bougé : elles ne se sentaient pas concernées. La Gauche ne le reconnaît pas, bien entendu ; qu'il y ait une apparence d'agitation dans les rues, et elle s'écrie que « la Nation est là ». Mais dans le secret de son cœur, elle pense ce qu'en octobre, après la répression de la manifestation algérienne, elle disait tout haut : les ouvriers sont au-dessous de tout ! Ce sont « des hommes politiques, des journalistes, des professeurs » que l'on plastique, alors ils s'en moquent ! Nous seuls sommes capables d'éprouver des émotions généreuses par-dessus les catégories sociales, par-dessus les questions de race et de nation, bref, de considérer les choses dans leur universalité. Mais les ouvriers ! Quelle vision sociale bornée à leur milieu ! Quel égoïsme sordide de classe. Aussi est-ce tout juste si la Gauche ne saluait pas l'extension des effets des attentats à des gens quelconques (« une petite fille innocente, hélas ! ») comme un bienfait, une salutaire incitation à se réveiller pour « la Nation ».

Canailles ! Comme si les ouvriers n'avaient pas mille fois démontré précisément leur excessive générosité à se sacrifier pour des causes qui n'étaient pas la leur ! Et comme si l'indifférence de fait qu'ils ont montrée dans cette affaire de l'O.A.S. prouvait qu'ils étaient au-dessous des émotions que peut éprouver la « conscience humaine », et non pas LEUR DESAFFECTION POLITIQUE A L'EGARD DE LA GAUCHE PETITE-BOURGOISE, sans compter l'évidence du caractère épisodique et contingent de l'agitation terroriste d'extrême-droite !

Et comme si, quand « l'Allemagne est devenue folle », ce n'étaient pas précisément les classes moyennes qui avaient « fait défection », si on veut pour une seconde employer le langage correspondant au schéma imbécile de « la Nation contre le Fascisme ».

Tous les démocrates et la plupart des Français ont certainement en mémoire les

images d'un film qui a passé l'an dernier sur tous les écrans du pays, assorti bien entendu du plus absurde commentaire qu'on puisse imaginer : « *Mein Kampf*. » Aussi fermé qu'on puisse être aux arguments théoriques, aussi ignorant de l'histoire, on doit être resté frappé d'une chose, si on a vu ce film fort édifiant, fait de bandes d'actualité de l'époque : c'est du caractère de masse du nazisme. Qui étaient-ils, ces gens qui hurlaient sur les places publiques, en réponse aux harangues passionnées des orateurs hitlériens ? Les hommes des « monopoles », les grands capitalistes allemands ? Mais eux auraient tenu dans quelques salles de brasserie, et là il s'agissait de foules énormes ! C'était tout simplement le Peuple, des dizaines et centaines de milliers de petites-gens hurlant quoi ? Leur approbation à Hitler qui leur demandait : *le marxisme doit-il être détruit ? Le communisme doit-il être anéanti ?* et, bien entendu, les slogans de toujours du Capital : la patrie, la grandeur nationale. Ces petites-gens, qui oseraient affirmer que c'était surtout des ouvriers ? Qui ne voit pas que c'était surtout des membres des classes moyennes ? Qu'est-ce qui avait rendu « folles » ces classes moyennes ? Hitler ? Mais le démocrate *Express* lui-même comprend que c'est « l'Allemagne qui a secrété Hitler, et non pas Hitler qui a violé l'Allemagne » ! Pas Hitler donc — la Personnalité démoniaque qui, aux yeux des philistins, expliquerait tout —, mais bien la peur du communisme. En d'autres termes, c'est la peur de la révolution sociale qui a précipité les classes moyennes dans les bras de l'hitlérisme, en qui — par ailleurs — le grand capital avait mis sa confiance pour sauver sa dictature sociale et politique. Et sans cet appui de masse le grand capital n'aurait pas vaincu. Que nos démocrates ne viennent donc pas dire — ou insinuer — aujourd'hui que le « danger » d'évolution « fasciste » réside dans l'indifférence des ouvriers à leurs palabres et contorsions devant toute ombre vraisemblable ou invraisemblable de mouvement de type hitlérien ! Et quand ils cherchent le moyen d'empêcher que la France « devienne folle » à son tour (« hélas, demain, après-demain peut-être »), qu'ils rectifient un peu leur tir selon les leçons les plus évidentes de l'histoire : qu'ils se demandent comment empêcher les classes moyennes de faire bloc avec le grand capital quand une menace de révolution sociale plane sur la société ? Poser la question, en ces termes, c'est découvrir toute la vanité de leurs préoccupations, car il n'y a *aucun*

moyen pour cela ; ou plutôt, s'il en existe un, il est hors de portée des partis démocratiques : c'est que le parti de la révolution sociale, le parti prolétarien apparaisse aux classes moyennes comme le parti le plus fort, puisqu'étant bien incapables d'en susciter un indépendamment des deux classes fondamentales ennemies, elles sont contraintes de suivre celui des deux qui leur apparaît le plus décidé. Voilà pourquoi la position cardinale des marxistes est : *pas d'alliance du prolétariat avec les classes moyennes*, c'est-à-dire : *pas d'alliance du parti prolétarien avec les PARTIS DEMOCRATIQUES*, ce qui a, bien entendu, pour corollaire : le parti « communiste » qui fait des alliances avec les partis démocratiques, qui proclame la défense de la démocratie contre le fascisme comme son unique but, a cessé d'être un parti prolétarien. Il n'a pas « remis » la lutte socialiste et la révolution ouvrière « à plus tard » : il l'a déjà trahie, et demain il la combattrait.

Tout cela échappe à la « Gauche » et aux ouvriers qui acceptent cette alliance catastrophique avec les classes moyennes que le P.C.F. préconise parce qu'à première vue, les classes moyennes de la France de 1962, c'est bien autre chose que celles de l'Allemagne de 1933 ! Mais les classes moyennes restent bien entendu la même chose, socialement, en tous temps et en tous lieux. La seule différence, c'est que nos petits-bourgeois d'aujourd'hui se croient devenus très courageux devant le communisme : mais c'est uniquement en raison de l'éloignement du danger ! La haine petite-bourgeoise de la révolution sociale n'a pas désarmé : elle n'a seulement pas d'occasion de s'exercer, puisque les « communistes » ne parlent plus de révolution. Les petits-bourgeois sont donc démocrates ou gaullistes (et nous avons vu ailleurs quel transformisme subtile relie ces deux « espèces » politiques) et n'imaginent bien entendu pas qu'ils puissent devenir de la graine de chemises noires ou brunes ; c'est pourquoi ils croient que seule une inexplicable (et d'autant plus redoutable) « folie » pourrait conduire « la belle Nation française » dans des « ténèbres » semblables à celles de l'Allemagne hitlérienne. Quant à ceux qui s'imaginent peut-être « neutraliser » les classes moyennes, ils ne font que s'abaisser à leur niveau : renoncer à la lutte révolutionnaire, ce n'est pas conjurer un danger réel quelconque ; c'est seulement les entretenir (et entretenir le prolétariat !) dans leurs illusions sur elles-mêmes !

Quand le déterminisme implacable de

l'économie capitaliste aura ramené les prolétaires dans la lutte pour le communisme, quand on les verra bousculer l'abject P.C.F. qui ose dire aujourd'hui que le « choix » (comme si, à l'échelle des classes, il y avait des « choix » et non des déterminations historiques) est entre « fascisme et démocratie » et non plus entre « capitalisme et socialisme », que feront pourtant nos petits-bourgeois (ou leurs fils ou petits-fils, ce n'est pas une question de génération mais de classe), immanquablement ? Ils iront se serrer peureusement, haineusement autour du Parti de l'Ordre, qu'il soit légal ou illégal. Et si d'aventure elle n'est pas encore tout à fait éteinte lorsque l'histoire en arrivera à ce tournant, la « Gauche » démocrate n'aura plus qu'à pleurer sur la grandeur, la beauté méconnues de ses intentions — tout comme fit la « Gauche » allemande, fourrier de l'hitlérisme !

Confiant dans la photographie morale et politique des petits-bourgeois de la France de 1962, dans cet instantané qui ne dit rien de la dynamique sociale réelle, le démocrate *Express* écrivait récemment : « Les analogies historiques sont toujours artificielles. Si le malheur voulait (!) que la France sombrât dans les ténèbres, ce serait pour d'autres causes et avec d'autres effets (que l'Allemagne de 1933). Il reste que la dynamique du fascisme est implacable et que chacun doit aujourd'hui savoir comment, au XX<sup>e</sup> siècle, une grande nation industrielle et théoriquement civilisée peut devenir folle si son organisme (?!) n'a pas la vigueur et la santé nécessaires pour expulser de la vie publique ses aventuriers, ses dévoyés et ses malades ».

Le voilà bien, le crétinisme démocrate et anti-fasciste ! Puisque les classes moyennes sont incapables de comprendre que tout le secret de la « dynamique du fascisme » réside dans leur propre conservatisme social, elles sont bien obligées de l'imputer au « Malheur ». Elles ne voient pas qu'en l'absence d'un parti suffisamment puissant de révolution sociale, c'est ce conservatisme lâche, égoïste et mesquin qui empoisonne la « vie publique ». Bien mieux, elles méprisent les ouvriers « terre-à-terre » et croient vaniteusement que toute la noblesse et la générosité dont « l'Homme » est capable se sont réfugiées chez elles ! Alors elles sont bien obligées de croire aussi que le mal ne pourrait venir que de *délinquants* c'est-à-dire d'une force extérieure à la « bonne » société qu'elles forment. Et les ouvriers fatigués de leur verbiage et de leurs poses devraient prendre ces illusions

ridicules pour une fidèle image de la réalité sociale ?

Si un jour ce pays-ci devait connaître un mouvement de masse de type hitlérien, ce serait bel et bien pour les mêmes causes que l'Allemagne des années 1930. Ce serait parce que les classes moyennes auraient, une nouvelle fois, fait bloc avec le Parti de l'Ordre, illégal ou légal, (peu importe, car le parti nazi fut successivement l'un et l'autre) contre, un prolétariat communiste, mais pas assez aguerri pour abattre son ennemi, le grand capital. Exploitant la terreur que cette grande défaite a inspirée et qui pèse encore sur la classe ouvrière, les renégats du P.C.F. concluent : « Renonçons ! Tout plutôt que ça ! » Les

révolutionnaires concluent tout à l'opposé : Aguerriçons-nous ! Aguerriçons-nous contre toutes les vaines terreurs des anti-fascistes petits-bourgeois ! Aguerriçons-nous contre la confiance paresseuse dans les classes moyennes ! Aguerriçons-nous contre la nostalgie d'un capitalisme tolérable, d'une démocratie coexistence des classes, d'une marche pacifique au socialisme !

Car dans la crise de régime qui attend non seulement la France, mais le monde bourgeois tout entier au tournant lointain ou proche de l'histoire, une chose et une seule décidera si c'est le Communisme ou le Fascisme qui, cette fois, doit l'emporter : l'aguerriement révolutionnaire du Proletariat !

## Chez les Enseignants :

### COURAGE ET FAIBLESSE DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

La Fédération de l'Éducation Nationale a tenu en novembre dernier son Congrès fédéral. Il existe en son sein une tendance syndicaliste révolutionnaire : les *Amis de l'École Emancipée*, qui dénonce le « syndicalisme d'antichambre », « l'illusion corporatiste » et « l'illusion réformiste » de la majorité, leur oppose les principes de la lutte de classe et de l'internationalisme prolétarien, stigmatise, non sans éloquence, l'esprit petit-bourgeois des syndiqués, vote régulièrement contre le rapport moral. A s'en tenir à ces faits on pourrait croire que l'opposition entre majorité et minorité dans les syndicats d'enseignants est irréductible, que la minorité y représente et défend le point de vue du prolétariat, inconciliable avec celui de la majorité incarnant la petite bourgeoisie à laquelle ses représentants sont attachés par mille liens, occultes ou déclarés, politiques ou philosophiques, d'ordre professionnel ou social.

Pourtant, le secrétaire fédéral Lauré (majoritaire) a pu déduire avec raison de ce congrès : « Les divergences réelles et parfois violentes exprimées cachent au profane qui peut s'y tromper ce qui nous est commun et qui, lorsqu'il le faut, engendre la communion au service d'un idéal. » Quand on saura que « cet idéal commun », selon la majorité, c'est la démocratie, et que les « divergences violentes » sont celles qui opposèrent le bureau fédéral aux représentants de l'École Emancipée, on s'étonnera de cette étrange « communion » entre révolutionnaires et conformistes, entre ceux qui sont d'accord avec les « institutions » et

ceux qui veulent les détruire. La raison de cet état de choses, c'est la faiblesse théorique et pratique du courant syndicaliste révolutionnaire (1).

C'est d'abord dans les débats sur la question algérienne que les Amis de l'E.E., au cours du congrès de novembre, ont démontré la faiblesse théorique de ce syndicalisme révolutionnaire dont les partisans voudraient qu'il fût une expression plus authentique et plus radicale que le marxisme des intérêts et buts historiques du prolétariat. En dépit de leur recours habituel à la terminologie internationaliste, ils n'ont pas réussi, en effet, à imposer la position intégrale du prolétariat révolutionnaire et à désarmer, grâce à elle, les astuces oratoires des hommes de la majorité.

A « l'idéal de libération des peuples », formule vague et pompeuse qui dissimule les tergiversations de la direction syndicale dans la question algérienne, l'E.E. oppose le droit à l'indépendance des peuples colonisés. Il est bien exact que la majorité de la F.E.N. n'a rien fait, ou à peu près, pour hâter la réalisation de l'autodétermination à laquelle, en fin de compte — et après de Gaulle ! — elle s'est ralliée. Dans ces conditions, s'il s'agissait, pour l'École Emancipée, de bousculer tout le congrès vers une plateforme de classe, prétendre substituer le mot d'ordre d'indépendance à celui d'autodétermination, c'était attendre trop

(1) On trouvera une critique détaillée de cette idéologie dans nos n<sup>os</sup> 1 et 13.

des possibilités actuelles. Mais s'il s'agissait de mener un combat de longue haleine et de détruire l'hypocrite formule de la majorité en montrant son caractère réactionnaire, alors c'était vraiment *trop peu*.

Ce n'est pas nous, certes, qui feront grief à l'E.E. de l'impuissance et de la faiblesse numérique des révolutionnaires, quel que soit le lieu où il leur est donné de faire entendre leur voix. Mais l'erreur de ces syndicalistes incorrigibles c'est précisément de n'être pas conscients des causes et de l'étendue de cette faiblesse. Ils persistent à croire en la « spontanéité » des ouvriers, à concevoir une possibilité permanente de les mobiliser sur des objectifs de classe, à se comporter, en un mot, *comme si on vivait une situation d'action* de l'histoire de la lutte du prolétariat. En vérité, la seule forme d'activité qui est aujourd'hui consentie à des révolutionnaires authentiques est celle de l'activité *critique*. Mais la critique est aussi une lutte. Ce n'est pas un exercice académique et paisible : c'est une dénonciation brutale, impitoyable de tous ceux qui font le jeu du capital en s'interposant entre lui et la classe ouvrière et dont le monde syndical est abondamment pourvu. Aussi ne suffisait-il pas, dans la zone d'action des syndicalistes de l'E.E., d'énoncer ce que devrait être la position du syndicat si leur direction n'était pas aux mains de fieffés opportunistes, mais de démasquer ces derniers sans ménagements ni réticences. Pour cela il aurait fallu en premier lieu briser avec ce ton de joute courtoise et démocratique qui est en honneur dans ce milieu d'intellectuels petits-bourgeois : à défaut de pouvoir agir comme des prolétaires, du moins parler comme tels. La question ne se pose pas, évidemment, en ce qui concerne le ton de la polémique, mais pour son contenu. C'est faire trop d'honneur à la majorité de la considérer comme composée de « réformistes » ; c'est amoindrir les critiques qu'on lui adresse que de faire la part de « réussites » ou « d'actions positives » dans son bilan annuel. Au contraire, pour entamer ce *satisfecit* de pondération « réaliste » dont se parent ses dirigeants, il fallait montrer que cette modération n'est nullement la preuve d'une politique de sagesse soucieuse de résultats modestes mais effectifs, mais qu'elle est purement et simplement l'expression *d'impératifs de classe*, de ceux que la bourgeoisie capitaliste — par le canal d'organisations, de tendances, de sectes dont la complicité lui est acquise grâce à la pression, au chantage ou à la vanité, peu importe — impose aux classes moyennes et

propage jusqu'aux catégories subalternes de son armée d'employés et de fonctionnaires.

Une bonne occasion s'offrirait de faire cette démonstration : la politique « algérienne » de la majorité syndicale. Sous couvert de mettre fin à l'effusion de sang, cette majorité a stigmatisé en une seule et même condamnation le terrorisme révolutionnaire du F.L.N. et la répression colonialiste, adressant « un appel solennel » aux deux parties, « pour que la *rébellion* algérienne fasse cesser attentats, crimes et atrocités », pour que les autorités françaises fassent « cesser tous les actes de répression collective et individuelle... portant atteinte aux *Droits de l'Homme* ». Sous prétexte d'avancer la paix », cette même majorité réclamait des négociations « sans préalable, y compris celui de l'*indépendance* » ? C'est-à-dire que son intransigeance humanitaire se serait fort bien accommodée d'un accord qui, pour les Algériens, aurait réduit à néant sept années de lutte et de souffrance. Et aujourd'hui encore, au moment où la ténacité de la révolte a eu raison de l'entêtement du capitalisme français, elle apporte une contribution bénévole et hautement philanthropique à la tactique du gouvernement qui, sous couvert « d'aide désintéressée », veut maintenir les privilèges du capital financier en Afrique du Nord. Cette suite de positions n'est pas œuvre de « modérés » et de « réformistes » — comme le pensent les représentants de l'E.E. — mais *d'agents du capitalisme au sein de la classe ouvrière*.

Un rôle aussi caractérisé ne se dénonce pas sur le plan de la moralité ou de la dignité. En réponse à quelque allusion prétendant de leur « collusion avec l'Administration », les leaders de la majorité ont hautement affirmé leur intégrité totale. Mais le pire opportunisme est l'opportunisme honnête. Et la politique de collaboration de classe c'est à la lueur de la politique du prolétariat qu'il faut la confondre. Qu'on ne dise pas que cela n'est pas possible au sein du syndicalisme universitaire. Ou la critique révolutionnaire peut y trouver un écho ou elle ne le peut pas. Mais s'il existe une seule chance d'éclaircir tant soit peu la confusion qui y règne et qui permet toutes les manœuvres, si le syndicalisme enseignant, à défaut d'exercer un poids décisif dans la vie sociale, peut être encore une tribune de propagande pour les fractions d'avant-garde du mouvement ouvrier, ces possibilités ne peuvent fructifier qu'à la condition qu'on y entende l'exposition intégrale, énergique et passionnée de la perspective prolétarienne.

Tout l'art des majoritaires consiste en effet à masquer l'avenir, à accréditer cette idée que la liquidation du colonialisme est possible sans sérieuses secousses sociales, que la tragédie algérienne n'est due qu'à des malentendus ou au trop lent cheminement des « idées modernes » dans l'esprit des hommes, fussent-ils des hommes d'Etat ; qu'après le cessez-le-feu tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes où le paisible progressisme syndicalo-social reprendra son bonhomme de chemin. Il faut déchirer ce voile d'illusions et mettre les gens en face des réalités : une amputation comme celle que subit actuellement le capitalisme français ne peut se faire sans drames immédiats et sans conséquences à longue portée. Une « solution » aussi bâtarde que celle qui sortira des accords entre la France et le G.P.R.A. ne résoudra rien de façon durable, mais en déplaçant le front de la lutte sociale rendra les contradictions du capitalisme encore plus aiguës. L'embryon de bourgeoisie algérienne qui suit le G.P.R.A. et qui n'a poursuivi jusqu'à l'indépendance que parce qu'elle y était contrainte par l'intransigeance de son interlocuteur, se *réconciliera* demain avec l'impérialisme pour exploiter la masse des musulmans, tandis que, du côté français, l'autorité de l'Etat se fera d'autant plus lourde que s'aggravera la condition des travailleurs. A ce pacte en voie de conclusion par-dessus la Méditerranée, à ce front bourgeois de la conservation sociale, la classe ouvrière métropolitaine saura-t-elle enfin riposter par la fraternisation avec les salariés musulmans, aura-t-elle la force d'opposer au front international du capitalisme le front international du prolétariat ? Voilà le véritable problème que pose « l'arrêt des combats » et la « paix négociée ». Voilà la seule et vraie perspective ; celle que les majoritaires ne peuvent accepter et qu'ils préviennent de toutes leurs forces : on ne comprendrait pas, sinon, qu'ils s'acharnent à bannir toute allusion, même à peine perceptible, à une véritable solidarité internationale du prolétariat.

Duthel, le représentant de l'E.E., a très bien senti que c'était sur ce point de la *solidarité de classe* qu'il fallait appuyer. En pleine tribune et juste après la répression de la manifestation des musulmans de Paris, il a stigmatisé « un congrès de syndicalistes qui dispense son attention dans l'indifférence » tandis que les Algériens « font connaissance avec les matraques de la civilisation ». Avec une éloquence pathétique il a opposé le courage des prolétaires musulmans au « lent pourrissement du mouvement

syndical » de la métropole. Mais cette indignation, pour réconfortante qu'elle soit, ne saurait suffire à secouer la torpeur des consciences tranquilles. Il fallait aller jusqu'au bout de la dénonciation et, pour cela, opposer à la perspective trompeuse de la majorité, la seule perspective réelle, celle du regroupement du prolétariat autour de son programme historique de classe, la reconstruction de ses organisations pour l'assaut décisif au capitalisme ; et il fallait hardiment l'affirmer — dussent les philistins s'en gausser (mais qu'ils se hâtent !) — devant cette masse de petits fonctionnaires que la crise sociale de demain fera dégringoler de son olympe de progressisme et « d'illusions corporatistes ».

Mais il est vrai qu'une affirmation aussi catégorique déborde de l'optique syndicaliste de l'E.E. dont bien des membres reculeraient peut-être devant la rupture qu'elle provoquerait entre eux et l'opinion de « l'enseignant-moyen ». Nous pensons, quant à nous, qu'une minorité dans les syndicats ou ailleurs, ne doit pas accepter, sous peine de n'être révolutionnaire qu'en paroles, de servir « d'opposition de Sa Majesté » à la majorité. Enoncer clairement la position du prolétariat dans la question algérienne aurait évité aux représentants de l'E.E. de subir la condescendance de ses adversaires qui, pour rejeter la discussion de la minorité syndicaliste sur l'indépendance algérienne et ses conditions, firent déclarer par leur rapporteur qu'ils faisaient davantage confiance au G.P.R.A. qu'à l'Ecole Emancipée « pour déterminer les intérêts du *nationalisme algérien* ».

Vous n'y êtes pas, messieurs les pseudo-réformistes. Dans cette affaire il ne s'agit nullement, pour des représentants ouvriers, de l'intérêt du *nationalisme algérien*, c'est-à-dire de la *bourgeoisie algérienne*. Il s'agit des intérêts du *prolétariat* musulman et des classes pauvres qui lui sont très proches, du prolétariat français et de ce que le prolétariat international doit attendre d'une « souveraineté nationale » du type de celle que vous soutenez. Nous ne doutons pas que, du moment où le gouvernement du grand capital vous y autorise et même vous montre la voie, vous sachiez « faire confiance » à ce G.P.R.A. qui représente le même *facteur social* que celui que vous incarnez. Et nous vous savons parfaitement capable d'organiser demain avec lui toute « coopération », culturelle ou autre. Mais cet objectif n'a rien à voir avec l'intérêt des exploités, le rôle des syndicats ouvriers, le socialisme et même avec une révolution

démocratique conséquente dans un pays colonisé. Cette précision, nous aurions été bien aise que quelqu'un vous la jetât à la face au cours de ce grand congrès.

\*\*

Plus que la question algérienne, un autre aspect de l'activité de la F.E.N., la lutte contre le fascisme et l'O.A.S., met en lumière les limites et les contradictions du syndicalisme révolutionnaire des Amis de l'École Emancipée. En tant que *syndicalistes* les militants de cette tendance demeurent attachés au mot d'ordre de la défense de la démocratie, qui constitue à leurs yeux la condition indispensable de l'existence même de l'organisme dont ils font l'instrument irremplaçable de la révolution prolétarienne et du socialisme. Mais en tant que *révolutionnaires* ils sont farouchement hostiles aux élections, au parlementarisme, à tout ce qui fait les délices des purs démocrates. Aussi voudraient-ils faire de la lutte contre le fascisme et contre l'O.A.S. *autre chose* que la revendication pure et simple du « retour » à la démocratie. Ils veulent lutter contre l'O.A.S., mais tout en luttant « contre le régime », contre « le gaullisme ». Mais c'est là que se manifeste le plus clairement leur aberration politique. Une tactique aussi aventureuse suppose un réveil brutal de la classe ouvrière ; elle est inconcevable dans une période de dépression comme celle que nous traversons et au terme d'une phase de recul sans laquelle n'existeraient ni le pouvoir gaulliste, ni le « fascisme » tragico-mique de l'O.A.S. Après les longues séquelles de la dégénérescence russe, il est bien certain que le prolétariat doit se réveiller et que la lutte ouvrière reprendra à l'échelle internationale. La déchéance de l'impérialisme français en accentuera les prémisses, c'est non moins sûr. Mais l'organisation et l'encadrement de cette lutte sont entièrement à reconstruire, de même que l'orientation actuelle des masses est intégralement à renverser. Et c'est déjà en corrompre toute tentative partielle, toute initiative limitée que de *laisser seulement entendre* que cette reconstruction et cette orientation sont compatibles avec l'idéologie antifasciste et qu'elles peuvent s'effectuer aux côtés et en collaboration avec les partis et les appareils syndicaux qui propagent cette idéologie.

Dans son numéro du 29 janvier 1962, l'organe de l'École Emancipé relève les contradictions de tous les partis de la gauche démocratique qui veulent lutter contre l'O.A.S. tout en ménageant le gaullisme.

C'est retomber, dit l'article, « dans l'antifascisme en lui-même pour lui-même, indépendamment du contexte politique qui le nourrit et le *rend nécessaire à la bourgeoisie* » (1). Cette critique serait peut-être recevable si elle ne venait de *révolutionnaires*, c'est-à-dire de gens qui ne *doivent pas ignorer* qu'il est vain d'attendre la gauche démocratique, donc de partis petits-bourgeois imprégnés du « respect superstitieux » de l'Etat et de la légalité, qu'elle se heurte à cet Etat et qu'elle enfreigne cette légalité pour quelque cause que ce soit. Ceci étant acquis une fois pour toutes (et à quel prix de sang dans le passé ancien ou récent !) il faut reconnaître, n'en déplaise à l'E.E., que la politique de ces partis est plus anachronique qu'incohérente. Il ne manque pas, en effet, de précédents historiques au cours desquels la gauche démocratique est revenue au pouvoir après une période de réaction et en payant cette promotion politique de la trahison de l'effervescence populaire. Si, cette fois, elle n'a guère de chance d'y réussir à nouveau c'est parce que le grand capital placé au timon de l'Etat n'a plus besoin, tout au moins pour l'instant, de la petite bourgeoisie pour « tenir les ouvriers ». Qu'il n'a pas besoin, en tout cas, de sa collaboration *gouvernementale* car, dans la rue, elle lui rend les mêmes services... *gratis* ! De même que la légalisation de l'arbitraire et la démocratisation de l'autoritarisme se sont faites sans le recours au *fascisme* « actif » des militaires et de l'O.A.S., de même la neutralisation de la classe ouvrière par l'idéologie de *l'antifascisme* se poursuit et se maintient sans la venue des anti-fascistes au pouvoir.

Mais la critique que l'E.E. formule à leur égard peut être retournée, avec bien plus de raison, contre elle-même. Quand son organe oppose à « l'antifascisme en lui-même et pour lui-même » un antifascisme qui devrait déboucher sur une perspective révolutionnaire, quand il critique la gauche bourgeoise de vouloir simplement un « bon capitalisme » ignore-t-il que l'antifascisme n'a jamais été et ne peut pas être autre chose que cela, pour la bonne raison que l'antifascisme, comme tactique, comme principe, comme idéologie, ne s'est installé dans les organisations ouvrières que sur la ruine de la perspective révolutionnaire de la troisième Internationale et que par le reniement de son principe fondamental de la dictature du prolétariat ? Quand l'E.E. réclame « la

(1) Souligné par nous.

prise en mains par les travailleurs eux-mêmes de la lutte contre les bandes fascistes » a-t-elle oublié que cette lutte implique aujourd'hui la lutte contre les forces de l'Etat ? qu'une lutte contre l'Etat est un acte révolutionnaire et qu'un tel acte exige un programme, une perspective, UNE ORGANISATION POLITIQUE ? Quand l'E.E. avance de pareils mots d'ordre, ne dédaigne-t-elle pas, à son tour, le « contexte politique » de la situation présente où la quasi-totalité des organisations politiques et syndicales ouvrières se sont vautrées pendant plus de trente ans dans la collaboration avec le capitalisme, où les révolutionnaires (en comptant ceux qui se disent tels) se ramènent à une poignée de militants ? (Sans parler de la confusion idéologique de bien d'entre eux qui se gargarisent de formules faciles comme celle du « pouvoir ouvrier » et de la « démocratie des conseils ouvriers », après que l'échec sanglant subi par ces organismes en Pologne et en Hongrie ait montré que les plus graves crises peuvent éclater, des pans entiers de l'organisation bourgeoise s'écrouler sans que pour autant la lutte révolutionnaire des travailleurs soit victorieuse parce qu'elle ne peut l'être aussi longtemps que le prolétariat n'a pas reconstruit SON PARTI.)

Lorsqu'on parle de révolution il faut être sérieux. Précisément quand la situation est grave, quand l'exaspération de sept années de violence et de répression lance des jeunes inorganisés et sans expérience politique contre les forces de police, quand les partis qui prennent l'initiative des manifestations ne savent qu'exposer leurs participants aux coups, quand ces partis, tout en déviant et en édulcorant la colère de la masse, sont prêts à négocier les cadavres de ceux qui sont tombés contre quelques portefeuilles ministériels. Et il faut aussi être modestes. Avec la meilleure volonté et le plus grand courage du monde on ne peut, par les seules vertus de la propagande et de la critique, « essayer de renverser le rapport des forces », comme le voudrait ce brave Duthel. Mais on peut, sur le plan de l'activité syndicale comme sur tous les autres plans de l'activité politique, œuvrer à former les militants du mouvement prolétarien

de demain et pour cela éclairer les ouvriers, surtout les jeunes, sur ce qu'est et ce que vaut la politique actuellement menée par les organisations ouvrières : une politique de collaboration de classe, même quand elle prétend s'attaquer aux « triblions fascistes », une politique défaitiste, même lorsqu'elle appelle les masses à aller dans la rue. Il faut dire franchement et clairement aux ouvriers qu'ils ne s'en tireront que par la révolution prolétarienne et que cette révolution ne passe par aucune forme intermédiaire entre le capitalisme et la dictature du prolétariat, par aucun gouvernement « transitoire », par aucune conquête partielle, par aucune espèce de démocratie.

\*\*

Si l'activité critique de l'Ecole Emancipée n'arrive pas à ce niveau, ce n'est pas à cause d'un manque d'énergie ou d'expérience de ses militants, c'est à cause d'une déviation initiale de « l'école » idéologique dont elle se réclame. Dans son combat inégal contre la majorité de la F.E.N., dans les échecs essuyés, il y a des raisons qui ne relèvent pas uniquement du rapport des forces actuelles, partout défavorable au prolétariat. Quelque chose d'autre ne va pas dans le débat courtois entre l'E.E. et les majoritaires. Et ce quelque chose ne se trouve pas chez ces astucieux bureaucrates qui excellent à « manœuvrer » un congrès comme à « travailler » une commission de résolution ou à s'entremettre dans les antichambres ministérielles, mais dans la formation et les préjugés qui ont servi de berceau à la tendance syndicaliste révolutionnaire. Ses militants sont des révolutionnaires et il en reste quelque chose dans leurs interventions. Mais ce sont aussi des démocrates et, par cette lourde chaîne qui les rive à la grande famille des « réformistes », la majorité les tient, annihile tous leurs efforts généreux et toutes leurs interventions louables, les enferme dans son propre « idéal », muselant de cette façon, et plus étroitement que ne le ferait la répression policière, ceux qui ont encore la possibilité théorique de faire entendre, dans une organisation syndicale importante, la voix du prolétariat.

## Guerre entre les Etats... ou Guerre entre les Classes...

La seconde guerre mondiale entraîna le massacre de 50 millions d'hommes, sans compter le nombre, inconnu, d'hommes, de

femmes et d'enfants morts de faim, d'épidémies, etc.

A la fin de cette grande « croisade pour

la liberté », l'espèce humaine fut informée qu'une nouvelle merveilleuse invention de la technique moderne avait été expérimentée pour sa destruction en masse : 200.000 hommes libres furent désintégrés à Hiroshima et à Nagasaki. Pourtant, lorsque tout fut fini, l'espèce humaine déchirée, affamée, décimée, atomisée, eut l'agréable surprise, à sa sortie des abris, des ruines ou des camps de concentration, de constater qu'on s'intéressait encore à elle, que beaucoup de gens se préoccupaient de ses idéaux, de ses espérances, de son destin. Les armées des puissances alliées victorieuses, l'armée américaine, l'armée soviétique, l'armée anglaise et l'armée française, fraternellement aidées par les formations irrégulières des partisans, invitèrent pacifiquement les hommes au calme, puis les poussèrent délicatement vers les usines.

Les usines ! Le travail, source de toute richesse et de toute civilisation ! Comment pouvait-on conserver la « civilisation » sans le travail ? L'humanité fut donc conduite au travail par les armées victorieuses : la manière dont l'activité productive reprit éclaira la nature de ce travail : travail salarié, travail monopole du capital, travail forcé sous la menace des fusils.

L'opération « reprise du travail » était nécessaire, urgente, car la production avait diminué au cours de la guerre dans les proportions suivantes : Japon — 70 %, Allemagne — 69 %, France — 23 %, Angleterre — 5 % et en Union Soviétique, entre les hauts et les bas, elle était demeurée stationnaire. Très grave phénomène : la production ne doit pas rester stationnaire ; elle doit augmenter ! On peut détruire les éléments de la production, le travail vivant et le travail mort, les travailleurs comme les moyens de production, mais on ne doit jamais l'arrêter : elle doit toujours croître !

Aux Etats-Unis, durant la guerre, la production avait augmenté de 59 %. Voilà l'idéal envié qu'il fallait atteindre ! C'est donc à New-York que l'on construisit le palais de l'O.N.U. fondée par les quatre puissances victorieuses. Une déclaration solennelle fut adressée aux hommes de toute la planète : la guerre avait été menée et gagnée uniquement pour faire triompher la démocratie, la liberté et la justice sociale !

Et ainsi, à la sortie de l'usine, les ouvriers trouvèrent-ils d'autres personnes qui s'occupaient de leur sort : les hommes politiques, les intellectuels, les prêtres, les ministres. Après avoir été conduits au travail, les ouvriers furent conduits aux élections. Après avoir voté ils apprirent que, maintenant,

c'étaient les hommes politiques qu'ils avaient élus qui gouvernaient. Cela fait, les ouvriers retournèrent au travail et les hommes politiques restèrent au pouvoir. Massacrés pendant la guerre, entraînés au travail forcé lorsqu'elle se termina, les prolétaires étaient devenus, grâce aux élections, à l'O.N.U. et à la Constitution, une « classe nationale ».

Quinze ans ont passé depuis la victoire de la Liberté et de la Démocratie sur le Fascisme. Au cours de ces quinze années, nous avons eu une trentaine de guerres, grandes ou petites — depuis la guerre de Corée jusqu'à la guerre d'Algérie —, de coups d'Etat, de sanglants renversements de gouvernements... La société humaine n'a pas été dominée par la paix et la « démocratie en général », mais par la violence militaire et politique. En moyenne, deux bouleversements politiques, économiques et sociaux ont accompagné la vie de l'humanité.

Mais les vainqueurs en sont... mortifiés ! Ils se sont divisés en deux blocs, le bloc soviétique et le bloc occidental, ils ont échangé de délicates injures, mais, depuis 1956, ils ne font que proclamer la nécessité d'un accord, d'une coexistence, d'une paix stable. L'Union Soviétique et les Etats-Unis, les sommets des deux blocs, ont confessé qu'ils avaient commis beaucoup d'erreurs, qu'ils avaient massacré, exploité, opprimé la « liberté » et la « démocratie »... par erreur ! C'était la faute à Staline ; c'était la faute à Foster Dulles ; mais ils sont morts aujourd'hui et les deux K, souriants, flanqués de leurs épouses non moins souriantes, donneront enfin aux hommes, dans le meilleur esprit de la concurrence et de l'émulation, la paix, la liberté et la justice sociale.

Voilà ce qu'a été la « victoire de la liberté et de la démocratie » : la faillite de l'une et de l'autre. Mais la production ? De 1946 à 1956, les trois idéaux de la guerre anti-fasciste — Paix, Démocratie, Justice sociale — étaient jetés par-dessus bord ; le quatrième et suprême idéal, la production, triomphait. La production industrielle, de 1946 à 1956, augmentait comme suit : Allemagne 510 %, Japon 370 %, Union Soviétique 340 %, France 98 %, Etats-Unis 53 %, Angleterre 53 %. Voilà à quoi ont servi les massacres, les violences, les guerres qui ont accompagné la société humaine de 1946 à 1956 : à permettre l'augmentation de la production, l'accumulation du capital, l'infamale extorsion de plus-value à la classe ouvrière.

Aujourd'hui, les rythmes d'augmentation de la production industrielle ont ralenti. L'Union Soviétique est passée d'un rythme de 18 % par an à un rythme de 9-10 %. La première phase d'après-guerre de l'accumulation et de la reproduction du capital s'est accomplie : une nouvelle phase intermédiaire commence, une phase dans laquelle la violence n'atteint plus son but. L'oppression et la violence armée contre les colonies, les semi-colonies, les pays économiquement plus faibles (les satellites) de la part des grands centres impérialistes du capital, *les États-Unis et l'Union Soviétique*, permit la première phase de l'accumulation du capital après les immenses destructions de travail vivant et de travail mort de la seconde guerre impérialiste. Cette phase accomplie, les masses énormes de sur-produit dans lesquelles se concentre la plus-value extorquée à la classe ouvrière, fruit de l'accumulation et de la reproduction élargie du capital, doivent être déversées sur les marchés, elles doivent être vendues. Puisque *le but de la production capitaliste n'est pas le produit mais la valorisation du capital au moyen de la production*, la vente de ce sur-produit est une nécessité absolue pour le capital. Ce n'est qu'ainsi que la plus-value incorporée dans les marchandises peut être réalisée, transformée de marchandise en argent, ce n'est qu'ainsi que le capital peut croître.

Pour vendre — et c'est bien là le but suprême, exalté à l'Ouest comme à l'Est ! — il faut, au moins au début, faire usage des bonnes manières, être gentil, être libéral, être pacifique. Paix, désarmement, compétition pacifique, aide aux pays sous-développés, tous ces mots d'ordre qui résonnent d'un bout à l'autre de la planète ont pour unique objectif le rêve éternel de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie : extorquer *pacifiquement* de la plus-value à la classe ouvrière, réaliser *pacifiquement* la plus-value extorquée, rendre possible *pacifiquement* la reproduction élargie du capital.

Les communistes révolutionnaires répondent que ce rêve, fondé sur trois utopies, est irréalisable, comme il l'a été hier, comme il le sera demain.

En 1914, la première guerre mondiale détruisait toutes les illusions sur une reproduction élargie du capital pacifique, idyllique, sans heurts. Le mode de production capitaliste étant devenu mondial, ses contradictions prirent une dimension mondiale : la guerre impérialiste fut une guerre mondiale en 1914, la crise économique de sur-

production fut une crise mondiale dans les années 1929-1933.

La riposte du prolétariat révolutionnaire fut, à son tour, internationale. Partout, de 1917 à 1930, la classe ouvrière internationale engagea une gigantesque et sanglante bataille : elle fut battue. Des centaines de milliers de communistes, l'avant-garde de l'armée ouvrière, furent massacrés, exterminés dans tous les pays ; les chefs des partis communistes, cœur et cerveau du grand corps de la classe ouvrière, furent assassinés et, leur mémoire couverte de calomnies. Et le capitalisme put déchaîner la seconde guerre mondiale, détruire l'énorme masse de surproduction qui engendrait la crise, anéantir l'énorme armée d'ouvriers sans travail qui constituait un péril pour sa domination. Rajeuni, avide de force de travail à exploiter, le monstre Capital pouvait donc, en 1945, célébrer son triomphe dans la paix, la liberté et la démocratie et commencer une nouvelle fois le cycle de son accumulation, de sa reproduction élargie. Non seulement les ouvriers ne furent pas en mesure de répondre à cette reprise du capitalisme par une attaque révolutionnaire, mais ils ne furent pas même en mesure d'y opposer une énergique défense syndicale. Les défaites se paient.

Pourtant, depuis 1945, le capitalisme a travaillé inconsciemment à sa propre destruction. La rébellion des peuples coloniaux, en Asie et en Afrique, la révolte des semi-colonies de l'Amérique Latine annoncée par le nationalisme cubain ont été engendrées par l'introduction violente du capitalisme dans ces zones arriérées. Ce n'est qu'en réalisant la plus-value dans les colonies et les semi-colonies que le capitalisme a pu vivre jusqu'à aujourd'hui. Mais cela a entraîné sa diffusion dans le monde entier ; il a remodelé la planète à sa propre image. Les révolutions coloniales qui se terminent aujourd'hui ont mené à son terme l'instauration du capital sur tout le globe : la nouvelle phase de l'accumulation du capital est commencée. Il faut vendre maintenant aux pays que l'on opprimait hier. La coexistence pacifique a commencé. Les « marches pour la paix » sont en route. C'est tout autre chose que la guerre pour Berlin ou que la guerre déclenchée par un fou ! La coexistence pacifique et les « marches pour la paix » ont un seul but : rendre possible, dans la phase historique actuelle, l'accumulation du capital.

Mais, précisément dans cette phase historique, l'accumulation pacifique du capital ne sera pas possible. *Cette phase historique*

*ne prépare pas la guerre, mais la crise du capitalisme. Et la crise du capitalisme prépare la guerre de la classe ouvrière.*

Si la guerre entre les Etats était vraiment un péril imminent, les petits-bourgeois, les prêtres, les intellectuels, les fils à papa et les opportunistes ne feraient pas des « marches pour la paix » : ou bien ils se tairaient ou bien ils s'enrôlèrent dans l'armée ou la police ! La petite-bourgeoisie est trop vile pour faire quoi que ce soit de courageux. Les pacifistes, disait Trotsky, ne sont pas pacifistes qu'avant que la guerre éclate ; lorsque la guerre a éclaté ils deviennent « jusqu'aboutistes ». Aujourd'hui, les pacifistes sont encore pires : ils jouent aux pacifistes seulement lorsqu'ils sont sûrs que la guerre n'éclatera pas. Mais ils font les

pacifistes et les démocrates également parce qu'ils fuient ce qui, inévitablement, arrivera : la crise du capitalisme et la guerre des classes. Tous les petits-bourgeois, aujourd'hui, vont à « gauche », ils envahissent les rangs des partis ouvriers opportunistes, ils se constituent en groupe faussement extrémistes. Ils travaillent désespérément pour empêcher que le prolétariat se libère de l'opportunisme et de l'influence bourgeoise et se reconstitue en Parti Communiste International.

Nous, communistes internationalistes nous travaillons précisément à ce but : *que demain les marches pour la paix soient remplacées par la marche de la garde rouge.*

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 14. — Un Retraité des P. et T., 10,00 ; Une femme de ménage, 5,00 ; Piccino saluant les Parisiens, 50,00 ; Salut à Witte, 5,00 ; François saluant Jacques et Oscar, 30,00 ; Salut à Robert, 5,00 ; Viva i compagni della Lancia, 10,00 ; Viva Programma Comunista, 10,00 ; Pour les charlatans de l'anti-fascisme : passera, passera pas, 5,00 ; Pour les cordes vocales de Suzanne, 10,00 ; en mémoire de Vercesi, 20,00.

Total liste N° 14	160,00 NF
Total des listes précédentes	4.225,80 NF
Total de la souscription précédente	4.385,80 NF

"Programme Communiste" est en vente dans toutes les bibliothèques de gares et dans les principales librairies, notamment :

#### PARIS

Librairie de Paris, 7, place Clichy.

Kiosque place du Théâtre Français.

Librairie Rivière, 31, rue Jacob.

Librairie du XX<sup>e</sup> Siècle.

Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel.

Kiosque du 23, boulevard Saint-Michel.

Presses Universitaires de France.

Librairie Montchrétien, 158, rue Saint-Jacques.

Les librairies et kiosques désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.

Directeur-Gérant :

F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à : PROGRAMME COMMUNISTE, Boite Postale N° 375, Marseille-Colbert. C.C.P. 2202-22 Marseille.

**Envoi franco des quinze numéros parus jusqu'ici contre paiement en mandat-poste de la somme de 30 NF à verser à F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille**

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n°) ordinaire : 9 NF  
de soutien : 20 NF**

CETTE REVUE EST ENTIÈREMENT RÉDIGÉE, COMPOSÉE, ADMINISTRÉE PAR DES TRAVAILLEURS SALARIÉS, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RÉTRIBUÉS. C'EST LA LEUR CONTRIBUTION A L'ŒUVRE NÉCESSAIRE DE CLARIFICATION. TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE ? **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES PROLÉTARIENS. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUÉ DE TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES SINCÈRES. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT AMÉLIORER SA PÉRIODICITÉ ET AUGMENTER SA MATIÈRE QUE PAR L'AIDE DE TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT. LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

## **PROGRAMME COMMUNISTE**

ECRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

"L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES!"

---

DIRECTEUR-GÉRANT

**F. G A M B I N I**



adresser toute correspondance à :

"PROGRAMME COMMUNISTE", Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert

— Versements à F. GAMBINI - C.C.P. 2202 22 Marseille —

*ou Boîte Postale n° 24 PARIS (19°)*